

سكنا من المرحون

Les fins d'empire : L'Europe s'annonce à Agadé

# Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14768 - 7 F

MERCREDI 22 JUILLET 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Déséquilibres italiens

Le refus opposé par la famille du juge Borsellino à l'organisation de funérailles d'Etat pour le magistrat assassiné dimanche à Palerme est plus qu'un cri de révolte. Le nouvel attentat de la Mafia est un coup supplémentaire porté à un système qui, à l'évidence, est à bout de souffle. Il est un symbole du défi multiforme auquel est confrontée l'Italie. Un prêtre sicilien a pu dire qu'il n'aurait pas été juste d'organiser pour le magistrat des obsèques nationales « car l'Etat compte dans ses rangs des personnalités qui ont perdu toute crédibilité ».

L'Italie vit en tout cas une heure de vérité. En montrant qu'elle frappe où elle veut, et quand elle veut, la Mafia sicilienne illustre toutes les faiblesses d'un Etat qui doit faire face aux affaires de corruption dans le Nord - riche et réputé plus « moral » - et, dans le Sud sous-développé, à la criminalité de la Mafia, de la N'drangheta calabraise et de la Camorra napolitaine : un Etat souvent impuissant, expression d'un pays déstabilisé politiquement, socialement et économiquement.

**SUR le plan politique** - en dehors même de ces affaires de corruption, élément d'affaiblissement d'un système qui semble miné de l'intérieur, les élections du mois d'avril avaient à première vue brouillé les cartes. Pour les partis traditionnels, elles marquaient un déclin symbolisé par la poussée du populisme et de la Ligue lombard, dont la composante régionaliste n'est pas négligeable, et qui exprime aussi le rejet de cette « partitocratie » qui a contribué aux blocages du pays.

La Démocratie chrétienne, pivot du système, est, naturellement, au centre de ces turbulences. Le président du conseil sortant, le démocrate-chrétien Giulio Andreotti, a fait les frais de la volonté de renouvellement générale et ne figure pas au gouvernement. Mais aucun grand parti n'est égaré. L'ex-PCI, lui aussi, a été victime du séisme.

Pour autant, le nouveau chef du gouvernement, le socialiste Giuliano Amato, n'a pas pu tirer toutes les leçons du scrutin : il a été incapable d'éclaircir la vieille majorité quadripartite (démocrates-chrétiens, socialistes, sociaux-démocrates et libéraux). Mais cette majorité est devenue très étroite. L'une des questions aujourd'hui posées est de savoir si, à terme, une recomposition plus vaste du paysage politique est envisageable, afin que l'exécutif trouve les appuis et la force nécessaires pour prendre à bras-le-corps les difficultés qui l'assaillent. Les assassinats des deux juges sont peut-être aussi une conséquence du bouleversement des équilibres souterrains reposant sur des liens supposés entre certains hommes politiques italiens et le crime organisé.

**AU chapitre économique**, à l'heure des ramassez en cause et de la rigueur a également sonné. La richesse et le dynamisme italiens s'accommodaient de déficits publics à présent incompatibles avec les derniers impératifs de la construction européenne. Au point que M. Amato a dû adopter un plan de redressement qui, contrairement à ce qu'il dit, n'est pas pour éloigner l'Italie du bord du gouffre.

Plus que jamais, rien ne paraît pouvoir continuer « comme avant ». Mais nul ne sait quel nouvel ordre - cette fameuse II<sup>e</sup> République italienne chère à M. Francesco Cossiga - pourrait émerger de tant de déséquilibres.

Lire page 3 l'article de MARIE-CLAUDE DECAMPS

M0147 - 0722 0 - 7.00 F



En proposant son éviction des organisations internationales

## La Communauté européenne accentue sa pression diplomatique sur la Serbie

Fermé lundi 20 juillet en raison de la recrudescence des bombardements, l'aéroport de Sarajevo a été successivement rouvert et fermé, mardi 21 juillet, aux vols humanitaires. A Bruxelles, les Douze ont décidé de maintenir la pression sur la Serbie et le Monténégro en s'opposant à la participation de la nouvelle Yougoslavie (réduite à ces deux Républiques) aux organisations internationales, tandis qu'à New-York un conflit ouvert est apparu entre le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, et le Conseil de sécurité à propos de l'action des Nations unies en Bosnie-Herzégovine.

### La mauvaise humeur de M. Boutros-Ghali

NEW YORK (Nations unies) Correspondance

Fait très rare, sinon sans précédent : l'ONU prise dans la tempête. Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, est entré, lundi 20 juillet, en conflit ouvert avec les membres du Conseil de sécurité ainsi qu'avec la CEE à propos de la situation en Bosnie-Herzégovine. Dans une lettre, en principe confidentielle mais largement distribuée, M. Boutros-Ghali reproche amèrement aux membres du Conseil et aux Douze de l'avoir mis devant un fait accompli. Entérinant l'accord conclu vendredi dernier à Londres entre les représentants musulmans, serbes et croates de Bosnie - sans consulter le secrétaire général personnellement -, le Conseil avait demandé

à M. Boutros-Ghali un rapport sur les modalités pratiques de la prise en charge par l'ONU de toutes les armes lourdes en Bosnie-Herzégovine. La déclaration du Conseil, adoptée à l'unanimité, demandait au secrétaire général de remettre son rapport dans les quarante-huit heures.

En fait de rapport, M. Boutros-Ghali a remis aux membres du Conseil une lettre de protestation, leur reprochant de l'avoir tenu à l'écart de leur décision : « Avant de prendre une décision, il aurait été préférable que le Conseil de sécurité, comme cela est d'usage, ait demandé et attendu l'avis technique de la force de l'ONU sur place ».

AFSANÉ BASIR POUR Lire la suite et l'article de PHILIPPE LEMAITRE page 4

Les femmes sont désormais atteintes autant que les hommes

## La conférence d'Amsterdam constate l'inexorable progression du sida

La conférence internationale sur le sida, réunie à Amsterdam jusqu'au 24 juillet, est dominée par le pessimisme sur les chances d'enrayer à court terme la pandémie. Alors que les deux tiers des personnes infectées par le virus, il y a dix ans, étaient des hommes, les femmes sont aujourd'hui touchées. Sur un million de personnes contaminées depuis le début de 1992, la moitié sont des femmes. Le nombre de nouveau-nés séropositifs ne cesse de croître. Aucune région du monde n'est désormais épargnée, mais l'Afrique reste le continent le plus atteint avec sept millions de personnes infectées.

AMSTERDAM de notre envoyé spécial

L'Afrique est toujours le continent le plus touché avec 7 millions de personnes infectées, suivie de l'Amérique (2 millions) et de l'Asie (environ un million). Aujourd'hui, plus aucune région du globe ne semble avoir été épargnée par le sida. L'OMS estime que 1,7 million de malades ont à ce jour, dans 168 pays du monde, développé la maladie. La moitié des cas ont été enregistrés en Afrique subsaharienne.

Plusieurs phénomènes relativement nouveaux montrent à quel point la pandémie ne cesse de prendre de l'ampleur. D'une part, le sida n'est plus l'apanage des grands centres urbains. L'épidémie suit les routes et les principales voies navigables pour atteindre les campagnes les plus reculées. D'autre part, l'extension de la pandémie en Asie du Sud-Est prend une telle ampleur que, durant

la prochaine décennie, le nombre de personnes nouvellement contaminées y sera plus élevé qu'en Afrique. Autre fait majeur : on compte aujourd'hui autant de femmes que d'hommes infectées par le virus. Il y a dix ans, les deux tiers des cas survenaient chez des adultes de sexe masculin. En Europe et en Amérique du Nord, c'était la transmission par voie homosexuelle qui prédominait.

FRANCK NOUCHI Lire la suite page 11 et l'interview avec le docteur Michael Merson, responsable de la lutte contre le sida à l'OMS

Au procès du sang contaminé Le témoignage d'un père par LAURENT GREILSAMER page 9

## Les folies de Furiani

L'enquête sur la catastrophe de Bastia révèle une accumulation d'incompétences et de légèretés, sur fond d'ambitions locales

par Agathe Logeart

Juché en équilibre sur un IH3, un élément métallique de la partie basse de la tribune nord du stade de Furiani, le 5 mai, à 20 h 20, le jeune homme tournait le dos au stade. Le match allait commencer, mais M. Max Giordano, le fils du PDG de Sud-Tribune tentait encore de fixer quelques boulons. Une personne venait d'être blessée par la chute d'une contre-écluse, d'autres risquaient de l'être encore.

La houle des supporters faisait vibrer cette tribune toute neuve, malgré les appels au calme, évidemment inopérants, du speaker. Comment, en effet, garder son calme, ce soir-là à Bastia ? Depuis le tirage au sort des demi-

finales de coupe de France, le 23 avril, la Corse entière était tendue vers ce match de rêve, Bastia-Marseille. Depuis des jours, la ville, l'île, ne bruisaient plus que de l'état d'avancement des travaux pharaoniques entrepris sur l'archaïque stade de Furiani. La légende bastiaise ne rapporte-t-elle pas qu'un jour des joueurs turinois, après l'échauffement sur sa pelouse, avaient sans malice demandé qu'on les conduisit enfin sur le vrai stade ? Il y en avait assez de ce complexe de parent pauvre.

M. Jean-François Filippi, le président du Sporting Club de Bastia, avait vite compris qu'à une affiche de gala il fallait répondre par un stade à la hauteur des ambitions corse, et des

siennes. Si on transformait l'es-

saï, en augmentant pour l'occasion la capacité du stade, ne parviendrait-on pas, en fin de compte, à doter durablement Bastia d'un stade digne d'elle ? Le mérite en reviendrait à M. Jean-François Filippi, qui saurait faire fructifier son image de bienfaiteur. Dès le tirage au sort, la décision est prise : on va faire raser la vieille tribune Claude-Papi, qui ne pouvait, les meilleurs jours, accueillir que neuf cents spectateurs, et en monter au même endroit une nouvelle qui pourrait recevoir dix fois plus de supporters. Généreux, bouillant, Jean-François Filippi, avec la démesure d'un nouveau riche, voit grand.

Lire la suite page 9



## Un plan d'aide aux agriculteurs

M. Pierre Bérégovoy a annoncé, lundi 20 juillet, un « plan d'accompagnement de la réforme de la politique agricole commune ». Ce dispositif a été plutôt bien accueilli par le président de la FNSEA, M. Luc Guyau.

Lire page 18 l'article de FRANÇOIS GROSCHARD

## Le processus de paix au Proche-Orient

Quittant Jérusalem, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, devait tenter à Amman, mardi 21 juillet, puis à Damas de dissiper les inquiétudes jordaniennes et syriennes, tandis que M. Itzhak Rabin se rendait au Caire.

Lire page 6 les articles de FRANÇOISE CHIPAUX et PATRICE CLAUDE

## Les marchés financiers limitent les pertes

Les baisses se succèdent sur les marchés financiers. Après une intervention, lundi 20 juillet, des banques centrales pour soutenir le dollar, les Bourses ont limité les pertes et retrouvé, mardi, un certain calme.

Lire page 17 les articles de FRANÇOIS BOSTNAVARON, ÉRIC LESER et FRANÇOIS RENARD

## Variations latino-américaines

II. - Libéralisme économique, démocratie... et misère par DENIS HAUTIN-GIRAULT page 5

Six pages d'offres d'emploi Le sommaire complet se trouve page 28

## Henri Gougaud



EDITIONS DES ÉCRIVAINS

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 780 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KSD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p.; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; République, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (péri), 2,50 \$.



# LES FINS D'EMPIRES

Vers 2300 avant notre ère, entre Tigre et Euphrate. Sargon l'Ancien, fondateur d'Agadé, a toutes les caractéristiques d'un empereur en puissance. Même si notre tradition occidentale, très entichée de Rome, ne veut guère en convenir.

Par JEAN-PIERRE RIOUX

Où naît et meurt l'empire ? A Rome bien sûr, répondons-nous, pleins de cette assurance gréco-latine et judéo-chrétienne qui a fait l'Occident. Des abords du Tibre aux frontières de la nuit barbare, n'est-ce pas Auguste, premier *Imperator* en 38 avant notre ère, qui apprit à rayonner ? Patron et père de la patrie, objet de culte, il exerça depuis la Ville à la fois l'*imperium* du proconsul qui tenait l'armée, proclamait les édits et rendait la justice, la *potestas* du tribun qui rassemblait le peuple et l'*auctoritas* illimitée du Prince. Après lui, sur cinq siècles, d'Auguste en Auguste, jusqu'à Constantin le chrétien, jusqu'à l'Augustule qui passera la main en 476, une longue cohorte d'empereurs fit cohabiter la force des valeurs, l'exigence de justice et l'ambition d'inscrire les règles d'un vrai bonheur aux quatre coins du monde. Un territoire immense, rassemblé par le fer ou la diplomatie, outrepassa le clan, la cité et le royaume; une civilisation y prit racine; ses fonctionnaires gèrent et agrégèrent une foule de particularismes sans jamais les détruire; il respira puis s'asphyxia sous l'autorité d'un héros revêtu de l'onction divine. L'empire a palpité, grandi et disparu dans les règles latines. Rome est bien la matrice et le modèle, la gloire et la mémoire, dans l'«immense majesté» de sa paix défunte.

Au point que toutes les autres dominations du monde seront rapportées au modèle antique, naturalisées, reniées ou dénommées pour les besoins de la grande cause originelle. Depuis le dix-huitième siècle, voici, impériale et titulaire, par les explorateurs, les diplomates et les historiens d'Europe, la Turquie et les Indes, le Mali et la Chine, le Japon et le Brésil, l'Éthiopie ou le Mexique; voici les grandes puissances rivales flanquées d'un empire colonial, de mer et de terre, peuplé de centurions et de colons, qui rehausse la métropole et trépassa après 1945: les grands impérialismes soviétique ou américain substantiant leur force par la grâce des stratèges ou des politiques. Et les dynasties mortes d'Égypte ou de Babylone, d'Amérique indienne ou des steppes d'Asie elles-mêmes furent alignées dès avant 1870 au cordeau de l'érudition prussienne qui les débita sans vergogne en « anciens » et « nouveaux » empires. Qu'il fût label autorisé ou titre dérivé, l'empire, en version latine, a hanté l'Occident.

Il serait sot de se laisser encore abuser aujourd'hui par l'étalage de tant de lignes glorieuses, de symétries gratifiantes ou de reconstructions spéculatives. Et surtout pour ce qui touche au chapitre des origines. Car c'est entre Tigre et Euphrate, au pays des palmiers et des tellis, du roseau, de l'argile et du bitume, sur une jeune terre tout juste égoûtée après le grand déluge, qu'on repère les rares premiers décombres qu'il n'est pas illégitime de qualifier d'impériaux. Sortie de vingt siècles d'oubli total après cent cinquante ans d'exhumation savante par les archéologues et les dévoreurs de tablettes, l'entre-fluents, la Mésopotamie, dit à l'Occident qu'il peut piocher.

Vers 2500 avant notre ère, une bonne cohabitation entre les premières ethnies (inconnues et sans doute descendues des piémonts du Nord et de l'Est), les Sémites (les plus anciens sont nomades Akkadiens), venus des franges du désert syro-arabe au sud, constamment revivifiés par de nouvelles vagues fraternelles, et les Sumériens, arrivés vraisemblablement du sud-est et eux, en revanche, définitivement séparés de leurs congénères, à déjà façonné dans la partie basse de cette Mésopotamie une robuste civilisation. Passage de la chasse à l'élevage avec domestication d'animaux, canalisation de l'eau, qui permit une vraie agriculture, maîtrise du feu, de la céramique et des métaux, outillages multiples, répartition hiérarchique des terres utiles entre les plus puissants, transports fluviaux et caravanes du soleil, agglomération des hommes en gros villages puis en cités, comme Eridu ou Uruk, qui dominent le plat pays avoisinant, ceintes de gros remparts et où l'on distingue la fibre demeure du Ciel et celle du souverain: la révolution du néolithique et du bronze ancien a été plus que fructueuse.

Mieux encore. L'échange est devenu un commerce entre les hommes. La foi et l'imagination ont installé un panthéon et des héros (Gilgamesh, roi d'Uruk, s'endort, renonce à l'immortalité, mais son épouée a dévoilé que de hauts faits valaient pour gloire éternelle), lancés les premiers cris littéraires d'amour et de douleur. Une écriture linéaire et pictographique, puis cunéiforme, mêle déjà la forme et le phonème. Tous ces exploits signent l'entrée dans l'Histoire au pays de Sumer, comme nous l'a révélé en 1957 Samuel N. Kramer, dans un livre



Tête en bronze du roi Sargon I<sup>er</sup>, exposée au Musée de Bagdad.

Vicaire des dieux, Sargon, entouré d'une esquisse de cour avec sa foule de scribes, d'orfèvres et de hérauts, cruel et gorgé de butin, régna superbement jusqu'à sa disparition.

du Taurus et de l'Amanus, dominé l'Elam à l'est, glissé au sud le long du golfe Persique jusqu'en Oman, et même, dira une tradition très douteuse, exploré l'Anatolie et franchi la mer jusqu'à Chypre et en Crète. Unifier la Mésopotamie, contrôler et apaiser tous ses échanges commerciaux et humains, ouvrir le rivage syrien, surveiller hauteurs et déserts aux alentours de la cuvette bényne, contempler avec satisfaction le pas lourd des convois terrestres et l'accostage des navires surchargés venus de l'Indus ou de Méditerranée: Sargon, le premier, accomplit le rêve qui hantera après lui les monarques sumériens, assyriens, babyloniens et perses, tous fidèles à sa mémoire. Vicaire des dieux, roi d'excellence, soldat ami de la magnificence, entouré d'une esquisse de cour, avec sa foule de scribes, d'orfèvres et de hérauts, désignant des gouverneurs sûrs, gorgé de butin et cruel plus souvent qu'à son tour, il a régné superbement jusqu'au bout. Jusqu'à mater, dit-on, une rébellion généralisée qui l'assiégeait dans Agadé, avant de disparaître vers 2280.

Ses héritiers, et surtout son petit-fils Naram-Sin, qui eut un règne aussi long et glorieux que le sien, gèrent l'empire plutôt mal, car toutes les cités ont relevé la tête et, dévalant des montagnes du Zagros au nord-est, les Gouti vont porter la malédiction sur Agadé. Mais ils sont toujours « rois des quatre régions » et tout aussi entreprenants, quitte à passer davantage aux yeux de la postérité pour des tyrans briseurs de peuples et porteurs de misère que les dieux ont justement punis en précipitant leur chute. A deux nuances près, très importantes pour nous. La première est introduite par Naram-Sin, qui se fit appeler « roi d'Agadé » ou époux de déesse. Il fit précéder la marque de son nom de l'étoile divine et, dans la stèle rose retrouvée à Suse et qu'on peut voir au Louvre, a coiffé la tiare à cornes des

dieux, mais sans que cette onction, semble-t-il, ait modifié la conception qu'on eut de sa puissance ni ne l'ait protégé du malheur: l'onction divine serait-elle donc, dès l'origine, assez superflue dans la gestion du destin d'un empire? La seconde est d'enseignement plus précieux encore: comme l'a souvent dit Jean Bottéro, l'empire de Sargon et des siens fut, quoi qu'en dise la rumeur posthume, vraisemblablement d'abord commercial à défaut d'être pleinement politique, ce qui laisse entendre que l'amas de richesses à gérer, sa concentration géographique au profit de la métropole de commandement, la distribution d'une honnête aisance à tous, la paix garantie, l'extension d'un art de vivre ensemble et l'usage d'une langue officielle – les traits d'union d'une civilisation, pour tout dire – sont au moins aussi propices à l'épanouissement d'une idée impériale que la brutalité banale du soudard expansif. Tout procède du roi vainqueur, de sa générosité et de son ambition propres, mais son pouvoir est aussi pacifique que guerrier, aussi civilisateur que fédérateur.

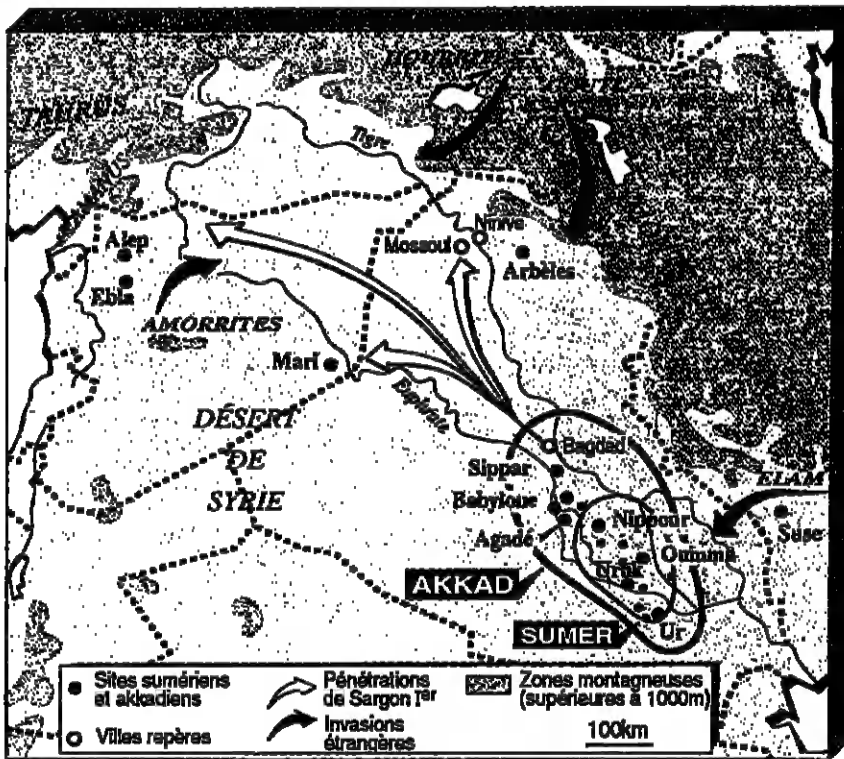
L'empire d'Agadé disparut aux alentours de 2200, après plus d'un siècle de rayonnement si prometteur. Mais non sans avoir épuisé quelques-unes des figures de la fin qui, bien plus tard, seront aussi fatales à d'autres empires. Un texte nous décrit Naram-Sin « plein de trouble, d'égarement et de tristesse, souffrant et gémissant » au spectacle de son domaine menacé par les Lullubi et les Gouti, « peuples oppresseurs et ignorant le culte des dieux », tandis que l'armée des frontières ne sait plus contenir la guérilla. Bientôt dévaleront à leur tour sur sa Mésopotamie, violents mais prompts à se laisser civiliser, les Elamites et les Amorrites, les Hittites, les Kassites, les Mèdes et les Perses. A l'intérieur, les sujets soumis se rebellent, trop pressurés économiquement et renouant leur fidélité à leurs petites patries. Même les révolutions de palais ne sont pas à exclure. L'anarchie fut telle *in extremis* que la liste royale, sumérienne dut signaler, le plus sobrement qu'il était possible: « Qui était roi ? » « Qui n'était pas roi ? »

Sargon et Naram-Sin, pourtant, ont survécu à toutes ces malédictions. Jamais pouvoir n'avait été si vaste, si proche de la religion et pourtant déjà distinct d'elle, que sous leurs règnes. Jamais l'écriture cunéiforme n'avait été aussi belle et l'art indigène aussi fier, aussi ouvert aux nouveaux vents de la création. Jamais bonheur n'avait été aussi palpable que sous leur sceau. Cette grandeur toute pacifique fut portée à leur crédit par la postérité mésopotamienne. Il ne serait pas injuste qu'enfin nous fassions nous aussi le détour, pour saluer aux musées de Bagdad et du Louvre leurs deux têtes aux yeux vides, sensuelles, ironiques et comme apaisées.

## POUR EN SAVOIR PLUS

- La Mésopotamie. L'écriture, la raison et les dieux, de Jean Bottéro, Gallimard, 1987.
- Naissance des cités, de Jean-Louis Huot, Jean-Paul Thalmann et Dominique Valbelle, Nathan, 1990.
- L'Histoire commence à Sumer, de Samuel N. Kramer, Arthaud, nouvelle édition 1986.
- Les Premières Civilisations. Des despotismes orientaux à la cité grecque, sous la direction de Pierre Lévêque, PUF, 1987.
- Les Mésopotamiens, de Jean-Claude Margueron, 2 volumes, Armand Colin, 1991.
- Sumer, d'André Parrot, Gallimard, 1960.
- La Mésopotamie. Essai d'histoire politique, économique et culturelle, de Georges Roux, Le Seuil, 1985.

## 2. – L'Histoire commence à Agadé



Le premier empire est né entre le Tigre et l'Euphrate, au pays des palmiers et du roseau, de l'argile et du bitume, sur une jeune terre tout juste égoûtée du grand déluge.

qui fut un best-seller. Et même si les archéologues italiens de Paolo Matthiae ont jeté le trouble depuis 1975, en brandissant leurs dizaines de milliers de tablettes qui expliquent qu'au nord-ouest, à Ebla la sémitique, en Syrie, près d'Alep, une autre civilisation probablement aussi riche avait elle aussi galopé, il faut s'en tenir là pour notre propos impérial.

Car voilà que s'agitent les cités-Etats indépendantes, que les armes parlent, qu'un mélange d'avidité matérielle et de rêve fédérateur décuple les appétits. On repère de 2900 à 2400 environ des « dynasties archaïques » aux chronologies incertaines mais qui battent assez bien la campagne. Une ville comme Kish, par exemple, est très convoitée, car elle commande les voies commerciales entre haute et basse Mésopotamie et parvient un temps à unir sous une même autorité Sumériens et Sémites: c'est là qu'on a parlé pour la première fois d'un « roi de la totalité », ancêtre de la tradition impériale. A l'extrême fin de cette période, le souverain d'Umma, Lugalzagesi, « celui qui emplit le sanctuaire », non seulement a maîtrisé tout le pays de Sumer, d'Ur et d'Uruk, mais a fait campagne pour neutraliser la menace que faisaient peser sur le Sud Mari, et surtout Ebla. Alors surgit Sargon le Sémite. L'Ancien authentique, le Légitime, le premier qui fut tenu pour souverain universel.

Il est né de terre origine et en secret, dit la légende, au bord de l'Euphrate, à Azupiranu, la ville du safran, d'un père inconnu et d'une mère grande prêtresse. Celle-ci l'a déposé, comme tant d'autres héros antiques, dans une corbeille de

jeune imperméabilisée au bitume, puis jeté dans le fleuve qui le déposa, vagissant et intact, chez Aqû le puits d'eau. Il vécut et grandit chez l'homme au seuil et s'y livra même aux joies simples du jardinage, jusqu'au jour béni où la déesse Ishtar se prit d'amour pour lui. « C'est ainsi, conclut un texte tardif, que pendant cinquante-six ans j'ai exercé la royauté ». D'autres sources sont plus prosaïques: il aurait été un échanson assez chafouin du souverain de Kish et le descendant direct d'une reine qui tenait l'équivalent d'un salon. Peu importe: l'humble extraction ne messia pas à un grand bâtisseur. Car Sargon a vu grand, en effet, et très tôt.

Avec quelques officiers amis, il a rompu un jour avec le roi de Kish et fondé à l'écart sa ville, Akkad, ou Agadé (dont le site n'a pas été retrouvé, hélas !), qu'il érige bientôt en capitale unique de la Mésopotamie. Puis il s'appuie sur la prospérité économique et sur le dynamisme des Sémites face aux Sumériens, en voie d'épuisement, pour rayonner aux quatre points cardinaux, poussant aux limites extrêmes d'un univers conçu alors comme un disque de terre ceinturé d'eau. En quelques années, il a accumulé les titulatures, « roi d'Agadé », puis « mandataire de la déesse Innin » ou « représentant du dieu Enlil », et géré en fidèle dépositaire toutes les traditions des cités sumériennes: son empire est à l'état brut, incapable d'inventer des structures administratives et politiques nouvelles. Mais il a bousculé Lugalzagesi et l'a exhibé dans une cage, pacifié tout le pays de Sumer, rafé Kish et Uruk, remonté le Tigre et l'Euphrate, envahi la Syrie au nord et peut-être ravagé Ebla, conquis (à moins que ce ne fût son petit-fils) la « forêt des cèdres » et la « montagne d'argent »

Prochain épisode: « Le crève-cœur de Ramsès III », par Francis Fèvre

150



## ITALIE : après l'assassinat du juge Paolo Borsellino

## « C'est la guerre ! »

Les funérailles d'Etat des cinq membres de l'escorte du juge Paolo Borsellino, tués dimanche 19 juillet aux côtés du magistrat dans un attentat, devaient être célébrées mardi 21 juillet, à Palermo, en présence du chef de l'Etat italien, M. Oscar Luigi Scalfaro. La cérémonie devait être retransmise en direct par plusieurs chaînes de télévision. Les collègues des policiers ont fait savoir qu'ils ne souhaitaient pas la présence dans la cathédrale d'hommes politiques.

ROME

de notre correspondant

« C'est la guerre ! », le titre, à la une de la Stampa, mardi 21 juillet, résume à lui seul le ton et l'état d'esprit qui règnent au lendemain de l'attentat qui a coûté la vie au juge anti-Mafia Paolo Borsellino et aux cinq membres de son escorte. « Aux armes citoyens ! », répond, en français dans le texte et en écho, non sans une certaine ironie, l'autre grand quotidien, la Repubblica. A croire que l'Italie tout entière, qui, de Milan à Reggio-Calabre, a observé minutes de silence et gestes de solidarité à la mémoire du magistrat assassiné, est prête à régler contre la Mafia, avec le sentiment, comme l'écrit d'ailleurs la plupart des commentateurs, d'être retournée à l'époque d'Aldo Moro et du terrorisme.

La guerre donc. Et pas de guerre sans armée : depuis lundi 21 juillet, 200 soldats ont investi la Sicile, 600 autres sont attendus ainsi qu'un millier de carabinieri et plusieurs hélicoptères pour prêter main-forte aux autorités locales. Dans le même temps, au cours d'une opération « coup de poing » très commentée, 200 mafieux déjà arrêtés (dont les 55 « bases » de la fameuse prison

de l'Uciardone à Palermo) ont été transférés sur l'île-forteresse de Pianosa, au large de la Toscane. Un quartier de haute sécurité mis en place par le général Dalla Chiesa, à la fin des années 70 pour isoler justement les terroristes.

Pas de guerre non plus sans « cris de guerre ». Et, à cet égard, la classe politique, particulièrement choquée ou mal à l'aise, surtout depuis que les familles des victimes ont annoncé qu'elles refuseraient « les funérailles d'Etat aux funérailles », s'est surpassée. Dans un climat fébrile de règlement de comptes, le PDS (ex-PCI) demande « un changement d'orientation à la tête du pays », seul remède, à ses yeux, pour battre la criminalité organisée ; aux cris de « Repressailles ! », les néofascistes du MSI réclament, eux, la peine de mort pour les mafieux, tandis que les républicains, plus modérés, se contenteraient d'un « maximum de rigueur ».

Pour calmer cette rhétorique combative, le mouvement antimafia de la Rete s'élève, lui, avec force contre les dangers des lois spéciales et de la « démocratie blindée », mais n'en demande pas moins la démission du procureur de Palermo, Pietro Giannone, durement critiqué déjà en son temps par l'autre juge assassiné, Giovanni Falcone.

## Deux dossiers essentiels

Au-delà de ces grandes manœuvres politico-psychologiques, d'autant plus outrancières sans doute qu'elles servent surtout à masquer une certaine impuissance, quelque chose semble tout de même s'être débloqué. Ne serait-ce que le sentiment d'une certaine urgence à agir : le conseil des ministres s'est réuni lundi en soirée, précédant le travail des commissions du Sénat qui devait commencer dès mardi matin. En quelques heures, comme enfin

réveillées de leur léthargie par les quelque 50 kilos d'explosif de la tragédie de Palermo, les autorités italiennes ont mis les bouchées doubles. C'est-à-dire qu'elles ont exhumé deux dossiers essentiels contre la Mafia, bloqués jusqu'ici par les polémiques et les dissensions. Celui du « super-parquet », cet organe de coordination judiciaire-policier, dont la création remonte à dix mois, et qui, faute d'entente entre le garde des sceaux et le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) est toujours formellement sans un chef à sa tête pour le faire fonctionner. Le candidat choisi par le CSM, le procureur de Palmi, Agostino Cordova, n'ayant pas l'assentiment du ministre de la Justice, Claudio Martelli, qui aurait préféré Giovanni Falcone, écarté il y a plusieurs mois par le CSM, qui ne s'est jamais privé de critiquer les méthodes du juge anti-Mafia, notamment son recours jugé « inutile et indécent » aux repentis. Après la mort de Falcone, le nom de Paolo Borsellino avait été encore une fois évoqué par M. Martelli. Mardi, une nouvelle séance de conciliation devait également se tenir pour sortir de l'impasse où se trouvent le ministre et les magistrats. Il semblerait que l'on se dirige à court terme vers une réouverture des candidatures, seul chemin possible pour parvenir à un compromis.

L'autre dossier, celui qui avait fait jeter des hauts cris, là encore, aux magistrats et aux avocats, qui pour certains s'étaient même mis en grève, concerne le décret-loi Scotti-Martelli, du nom des deux ministres de l'Intérieur et de la Justice du gouvernement Andreotti. Ce décret-loi, adopté en conseil des ministres le 8 juin dernier, au lendemain de l'assassinat du juge Falcone, avait pour but de renforcer les pouvoirs de la police, de prolonger les enquêtes préliminaires des juges dans les affaires de Mafia, de favoriser la collaboration des



détenus avec la justice et enfin d'assurer une plus grande protection, donc un meilleur « usage » des « repentis ».

Mesures qui avaient été accueillies par une levée de boucliers. Certains voyant poindre le « fascisme » sous la nouvelle souplesse accordée à la police, tandis que d'autres jugeaient contraire aux garanties et aux libertés essentielles le régime carcéral plus strict, comprenant notamment un contrôle des biens des détenus envisagé pour les assassins de la mafia. Parallèlement, l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Vincenzo Scotti, devenu ministre des affaires étrangères, s'est opposé d'intervenir auprès de l'ONU et des pays européens pour obtenir, sur le plan interna-

tional, une plus grande collaboration pour lutter contre le recyclage de l'argent sale.

Lundi soir, apparemment, les objections et les frilosités de la classe politique italienne ont sauté. Revu dans un sens plus radical encore, le texte du décret-loi Scotti-Martelli va être proposé d'urgence à l'examen du Sénat. Donnant ainsi raison au ministre de la justice qui, après s'être fait hué il y a quelques semaines en parlant de la « mentalité du Far West nécessaire pour lutter contre la Mafia », s'est fait applaudir cette fois, en disant : « Le crime organisé ne se combat pas avec une mentalité de vigile urbain ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

## La famille refuse des funérailles nationales

La classe politique italienne subit un camouflet : la famille de Paolo Borsellino a refusé que des funérailles nationales soient organisées en l'honneur du juge assassiné. Le veuve du magistrat et ses enfants ont décidé que le président Oscar Luigi Scalfaro, fort respecté pour son intégrité morale, serait le seul représentant de l'Etat présent lors d'une cérémonie strictement familiale. « Il ne serait pas juste d'organiser des funérailles nationales car l'Etat compte dans ses rangs des personnalités qui ont perdu toute crédibilité », a expliqué le père jésuite sicilien Ennio Pintacuda.

Dans la nuit, une foule en colère, parmi laquelle figuraient de nombreux gardes du corps, s'est heurtée aux carabinieri devant le siège du gouverneur civil de Palermo où avait lieu une réunion des responsables de la lutte antimafia. Les manifestants ont insulté le chef de la police nationale italienne, M. Vincenzo Parisi, qui sortait du bâtiment. A Rome, une centaine de gardes du corps ont parcouru la ville en faisant hurler les sirènes de leurs voitures en signe de sympathie pour leurs collègues siciliens.

## Un champ de bataille

Le pape Jean-Paul II a commenté l'attentat depuis la chambre d'hôpital où il se remet de son opération. « Le pape a été choqué par ces assassinats qui l'ont considéré comme une insulte à l'Italie », a déclaré le porte-parole du Vatican.

A Palermo, l'endroit où la bombe a explosé dimanche ressemblait encore, le lendemain, à un champ de bataille. Des témoins ont déclaré que plusieurs policiers avaient profité de la panique pour cambrioler les appartements évanoués par l'explosion.

Les pompiers continuaient à débarrasser le site de débris de toute sorte arrachés aux voitures et aux immeubles par l'attentat. Quinze familles ont dû passer la nuit à l'hôtel, leurs logements ayant été partiellement détruits.

Une foule majoritairement composée de jeunes gens s'est rassemblée devant l'appartement de l'épouse du juge assassiné, Agnese Prato Letto, pour lui témoigner son soutien. — (Reuters)

## TCHÉCOSLOVAQUIE

## M. Vaclav Havel s'est démis de ses fonctions de président

Le président américain George Bush a regretté, lundi 20 juillet, la démission, le même jour, du président tchèque Vaclav Havel, estimant qu'il « est un des chefs d'Etat contemporains hors du commun » qui « a apporté une contribution historique et héroïque à la cause de la liberté ». Dans une interview, publiée lundi, M. Havel a déclaré que le pouvoir fédéral se trouvait dans une « position de dissidence ». Lors de ses adieux, il a estimé qu'il était trop tard pour un référendum sur la partition du pays, mais a abandonné sa demande d'une élection du futur président tchèque au suffrage universel.

PRAGUE

de notre correspondant

L'étendard présidentiel, orné des blasons tchèque et slovaque et de la devise *veritas vincit* (la vérité vaincra), ne flotte plus au-dessus du château de Prague. M. Vaclav Havel, vraisemblablement le dernier chef d'Etat tchèque, est redevenu, lundi 21 juillet, un citoyen ordinaire. Au moment où le chancelier de la présidence, le prince Karel Schwarzenberg, descendait le drapeau au son de la musique militaire de la garde du château, M. Havel donnait sa dernière conférence de presse. A son départ du château de Prague pour la résidence des présidents tcheco-slovaques de Lány, au nord-ouest de Prague, le chef d'Etat a été acclamé par quelques milliers de personnes.

Dans les jardins de Lány, à l'ombre des tilleuls, l'ex-président avait convié les journalistes à une garden-party : l'ambiance n'était pas à la fête, l'émotion régnait parmi les participants. Il avait également réuni ses collaborateurs, qui ont démissionné à l'unisson, pour faire un bilan de ses presque mille jours à la tête de la Tchécoslovaquie.

Dans la journée, M. Havel avait reçu le premier ministre tchèque, M. Vaclav Klaus et le président du Conseil national (parlement) tché-

que, M. Milan Uhde. Ces derniers l'ont remercié d'avoir grandement contribué au « retour de la démocratie en Tchécoslovaquie » et ont estimé que M. Havel jouera encore un rôle sur la scène politique tchèque.

Les dirigeants tchèques sont convenus avec M. Havel de le consulter à propos de la nouvelle constitution tchèque. « M. Havel est devenu un expert en droit constitutionnel », a constaté M. Klaus qui s'est refusé à indiquer s'il avait formellement proposé le poste de président tchèque à M. Havel.

A ce propos, l'ex-chef de l'Etat a réaffirmé qu'il se tenait en réserve de la République, mais qu'il refusait de devenir un président-potiche : « Ma candidature à une telle fonction dépendra de son existence, de sa définition dans la Constitution et de ce que le président aura à faire », a-t-il dit. « D'autre part, je ne me présenterai que si je suis soutenu par suffisamment de partis représentatifs : il ne faudrait pas que l'on recommande plusieurs fois l'élection du président ; cela serait un mauvais début pour ce nouvel Etat », a-t-il ajouté, évoquant implicitement la non-élection d'un président tcheco-slovaque malgré quatre tours de scrutin.

Quant au mode d'élection du président tchèque, M. Havel est revenu sur sa proposition de l'élection au suffrage universel direct. Il a, à l'instar de M. Klaus (*le Monde* du 17 juillet), évoqué la possibilité que le chef d'Etat tchèque soit élu par les deux chambres du Parlement tchèque ou par un collège de grands électeurs issus des assemblées locales.

L'ex-président a aussi estimé qu'il « était visiblement trop tard pour un référendum dans lequel les citoyens devraient se prononcer sur la séparation d'une République de la Fédération ». Il aurait dû avoir lieu il y a un an ou six mois. Il s'est toutefois prononcé en faveur d'un référendum portant uniquement sur les nouvelles constitutions des Etats tchèque et slovaque indépendants, mais entérinant de fait la partition de la Tchécoslovaquie.

MARTIN PUCHTA

## L'implantation de la Mafia en France

La Mafia a si bien commencé de déployer ses tentacules sur l'Hexagone que cette dernière n'a plus rien du serpent de mer. La présence d'environ soixante-dix mafiosi italiens derrière les barreaux de prisons françaises en est sans doute la meilleure preuve.

Plusieurs affaires financières et immobilières récentes ont aussi montré que les organisations criminelles transalpines s'efforcent de roquer leurs masses d'argent sale dans l'économie française. Si les polices judiciaires travaillant de part et d'autre des Alpes s'inquiètent de ces phénomènes, elles ne constatent pas pour autant l'implantation d'un « milieu mafieux » de ce côté de la frontière.

Pour l'heure, la trace des mafias (1) a été repérée dans plusieurs opérations de recyclage de capitaux. A la tête d'un chiffre d'affaires estimé à plus de 100 milliards de francs en 1990, les « honorables » sociétés ont en effet tout intérêt à multiplier les « blanchissements » à l'étranger.

De la Côte d'Azur à la région Rhône-Alpes, la police judiciaire a tout spécialement surveillé les secteurs du tourisme et des jeux, domaines traditionnels du blanchiment des capitaux d'origine criminelle. Les plans de la Sofextour, une société fondatrice d'exploitation touristique qui a tenté de racheter le casino de Menton (Alpes-Maritimes) en 1990, ont ainsi été déjoués.

## Iceberg immobilier ?

Dans l'île de Cavallo, au sud de la Corse, les projets d'une autre société désireuse de prendre des parts dans un complexe touristique avec hôtels et établissements de jeux ont également été contrecarrés. Il y a, en effet, des actionnaires réputés proches de la Mafia ont été empêchés de prendre pied sur le green d'un golf de l'arrière-pays. A chaque fois, la justice est intervenue pour geler les millions de francs investis dans les transactions.

Les tapis verts et les greens, les jeux et le tourisme, ne seraient-ils que la partie émergée d'un immense iceberg immobilier ? Député (UDF) de la Mayenne, M. François d'Aubert s'en dit en tout cas persuadé : comment comprendre, sinon, que « des firmes italiennes du bâtiment aient pu débarquer sur la Côte d'Azur et

répondre à des appels d'offre public en proposant des devis inférieurs de 30 % aux prix habituellement pratiqués ? », interroge le député, qui a demandé la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'implantation de la Mafia en France (*le Monde* du 8 juillet).

Aux dires de celui qui est aussi un farouche opposant au traité de Maastricht, « 35 % du marché immobilier nicois » serait déjà sous l'influence des parrains transalpins... Ses inquiétudes font d'ailleurs écho à celles du président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, également partisan d'une commission d'enquête ad hoc, qui redoute l'influence de ce « treizième Etat » — la Mafia — sur l'Europe. Mais de telles affirmations sont pour l'instant infirmées par les diverses enquêtes menées par la police judiciaire.

Les parrains italiens n'en ont pas moins toujours fait preuve de la plus grande adresse pour passer à travers les mailles du filet. A l'image d'un Al Capone qui connut la prison pour une simple affaire fiscale, le plus célèbre des Italiens condamnés en France, Michele Zaza, parrain présumé de la Camorra, n'est-il pas « tombé » en France pour un banal trafic de cigarettes blanches ? Surnommé O Pazzo (le Fou), le Napolitain a ainsi pu être condamné à trois ans de prison en juillet 1989. Après le versement d'une caution de 1 million de francs, Zaza a depuis quitté les Baumettes et se trouve assigné à résidence sur la Riviera française.

Une chose reste en tout cas certaine : les mafiosi écroués en France le sont essentiellement pour des affaires de stupéfiants. Plusieurs membres de la 'Ndrangheta calabraise ont été mis à l'ombre pour avoir fait commerce d'une cocaïne que les organisations italiennes ont les moyens d'acheter à la tonne et directement en Colombie. Jusqu'à présent, les mafias transalpines paraissent se cantonner à ce trafic d'héroïne et de cocaïne en direction notamment des pays d'Europe.

Hors de ce champ d'activité, les « milieux » implantés de longue date en France — qu'ils soient corse, maghrébins ou pied-noirs — ne sont guère tourmentés par la concurrence italienne et continuent de « tenir » l'essentiel du marché hexagonal du crime.

ERICH INCIVAN

(1) Par ordre d'importance décroissante, ce sont : un Sicile, la Mafia (180 clans) qui est à la fois la plus ancienne et la plus développée des sociétés, avec sa célèbre branche de la Cosa Nostra aux Etats-Unis. Vient ensuite la Camorra, à Naples et en Campanie, puis la 'Ndrangheta calabraise (150 clans). Plus récemment apparue dans les Pouilles, la Sacra Corona Unita tente de s'imposer avec l'aide des nouveaux arrivés en recourant à une débâcle de violence.

## Douze assassinats de magistrats en vingt-trois ans

1969  
17 mars. — Le juge Agostino Pianta est assassiné dans le tribunal de Nicosia (Enna) en Sicile.

1971  
5 mai. — Le procureur de la République de Palermo, Pietro Scaglione, est tué par des tirs de mitraillette, alors qu'il revient en voiture du cimetière dans lequel est enterré son épouse.

1979  
25 septembre. — Cesare Terranova, juge d'instruction au tribunal de Palermo, est tué à coups de carabine.

1980  
6 août. — Le procureur de la République de Palermo, Gaetano Costa, est tué par balles.

1982  
3 septembre. — Ce n'est pas un juge qui tombe mais aussi un symbole de la lutte anti-Mafia : Le super-préfet de Palermo, le général Carlo-Alberto Dalla Chiesa, est assassiné dans sa voiture avec sa femme à Palermo.

1983  
25 janvier. — Le substitut du procureur de la République de Trapani,

Giorgio Ciccio Montalto, est tué dans sa voiture.  
29 juillet. — Le magistrat Rocco Chinnici est tué dans un attentat radiocommandé. C'est la première fois que la Mafia utilise cette technique.

1985  
2 avril. — Le juge Carlo Palermo est gravement blessé dans un attentat similaire, mais il échappe à la mort. En revanche, trois autres personnes sont tuées.

1988  
14 septembre. — La Mafia tue l'un des présidents du tribunal de Trapani, Alberto Giacomelli, à la retraite.

25 septembre. — Le président de la cour d'appel de Palermo, Antonio Saetta, est assassiné avec son fils près de Caltanissetta.

1990  
21 septembre. — Rosario Livatino, juge assesseur du tribunal d'Agrigento, est tué sur une route près de cette ville.

1992  
23 mai. — Le juge Giovanni Falcone est tué dans un attentat à l'explosif, en même temps que son épouse, magistrat également, et trois membres de leur escorte.



## EUROPE

Le conflit en Bosnie-Herzégovine

## L'aéroport de Sarajevo est de nouveau fermé

Fermé, lundi, en raison de l'échec du cessez-le-feu et la recrudescence des combats, l'aéroport de Sarajevo a été rouvert, mardi 21 juillet, permettant un début de reprise des vols humanitaires vers la capitale bosnienne. Un premier avion - un appareil français - a pu se poser dans la matinée. Le Haut commissariat de l'ONU aux réfugiés a indiqué que d'autres vols étaient attendus, à condition que l'accalmie enregistrée pendant la nuit persiste. A la suite de la reprise des tirs de mortiers, l'aéroport a été, à nouveau, fermé en fin de matinée.

Les affrontements n'ont été que sporadiques et d'intensité assez faible à Sarajevo et dans sa banlieue durant la nuit de

lundi à mardi, ce qui a permis la réouverture de l'aéroport. Signée vendredi dernier à Londres par les représentants musulmans, serbes et croates de Bosnie-Herzégovine, la trêve devait durer quinze jours et ouvrir la voie à des pourparlers de paix. Mais elle a subi le même sort que les autres accords de cessez-le-feu conclus précédemment. « Il est dommage que le cessez-le-feu semble avoir provoqué plus de combats qu'à d'autres moments », a déclaré le général Lewis Mackenzie, commandant des « Casques bleus » de Sarajevo.

« Cela devient un peu pénible d'essayer de calmer les choses », a-t-il ajouté, estimant que les dirigeants des factions

rivales paraissent avoir perdu le contrôle de leurs unités.

Des tirs de mortier dans le quartier de la présidence bosnienne et autour de l'hôpital ont notamment fait cinq morts et quatorze blessés, a rapporté Radio-Sarajevo. Selon celle-ci, les combats ont également continué dans et autour des villes de Gorazde, Bugojno, Mostar, Visoko et Brzda. La recrudescence des bombardements et la fermeture de l'aéroport de Sarajevo ont, d'autre part, empêché le président bosnien, M. Alija Izetbegovic de se rendre lundi à Zagreb pour des entretiens avec les autorités croates. (AFP, Reuters.)

## Les Douze veulent exclure la Yougoslavie de toutes les organisations internationales

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Le dernier cessez-le-feu en Bosnie-Herzégovine - auquel on avait eu la faiblesse de croire davantage qu'aux précédents - immédiatement violé, l'aéroport de Sarajevo, dont l'ouverture avait marqué le seul progrès tangible au cours des dernières semaines, a été de nouveau fermé, depuis un an, jamais le décalage entre la situation sur le terrain et les discussions plus ou moins académiques des Douze n'avait paru aussi impressionnant.

Les ministres européens des affaires étrangères, qui étaient réunis, lundi 20 juillet, à Bruxelles, semblaient parfaitement conscients de leur relative impuissance devant de tels événements, mais cependant déterminés à ne pas jeter l'éponge. « Nous devons continuer, maintenir nos efforts : nous ne pouvons pas imposer la paix, mais nous ne pouvons pas admettre que notre déception nous amène à renoncer », a commenté M. Douglas Hurd, qui préside les travaux des Douze. Es-ce dû à la forte personnalité du secrétaire au Foreign Office - qu'on devine peu enclin à la complaisance ou aux effets de manche - malgré les revers

des dernières heures, de tels propos ne résonnaient pas d'une manière dérisoire.

M. Roland Dumas a manifesté une égale détermination : « Il faut à tout prix rouvrir l'aéroport de Sarajevo, reprendre le pont aérien, nous allons réunir nos experts pour voir comment procéder... En termes d'embargo, en termes de persuasion, nous n'avons pas épuisé toutes les cartes à notre disposition », s'est exclamé le ministre français.

« Corseter »

la conférence Carrington

Pour l'heure, les Douze ont maintenu leur pression diplomatique sur la Serbie et le Monténégro. Répétant qu'à leurs yeux la nouvelle Fédération constituée par les deux Républiques ne peut être considérée comme la seule héritière de l'ex-Yougoslavie, ils s'opposent à ce que la Yougoslavie nouvelle manière participe aux différentes organisations internationales. La Communauté réaffirme sa volonté de strictement appliquer les sanctions adoptées par les Nations unies contre la Serbie et le Monténégro et appuie donc les décisions de

mise en œuvre prises par l'UEO et l'OTAN.

Comment encore accentuer la pression diplomatique sur les belligérants? La France croit aux vertus d'une conférence internationale (demandée, fin mai, par Belgrade à la veille des sanctions décrétées par l'ONU) à laquelle participeraient des pays voisins, directement concernés par le conflit (Autriche, Hongrie), mais aussi d'autres, tels les États-Unis ou la Russie, capables d'exercer une influence à Belgrade et à Zagreb.

Certains États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique) redoutent qu'une telle initiative soit perçue comme un désaveu de la conférence européenne présidée par lord Carrington. Les Français se défendent de telles arrière-pensées mais mettent l'accent sur la nécessité, comme dit M. Dumas, de « corseter la conférence par des éléments extérieurs qui puissent exercer une pression utile ».

La déclaration adoptée lundi confirme le « rôle central » de la conférence Carrington, mais plaide pour des consultations renforcées avec la CSCE ainsi qu'avec les Nations unies et constate que ces consultations pourront conduire à

« un élargissement et un approfondissement de l'actuelle conférence ». M. Dumas a annoncé son intention de rencontrer prochainement lord Carrington et M. Boutros Boutros-Ghali afin d'examiner avec eux comment procéder à ce renforcement du dispositif diplomatique qu'il juge opportun.

Les Douze ont, d'autre part, insisté sur la nécessité de traiter de façon efficace le problème des réfugiés et personnes déplacées, évalués à environ 1 800 000 dans l'ex-Yougoslavie. Pour leur venir en aide, ils ont confirmé leur intention de mobiliser 120 millions d'euros (840 millions de francs), qui viendront s'ajouter aux crédits déjà dépensés par la CEE, et ont invité les autres pays occidentaux à se joindre à cet effort.

Les ministres appuient l'initiative du Haut Commissariat pour les réfugiés de rapidement tenir une conférence pour s'efforcer de trouver des solutions à cet aspect du drame yougoslave. La déclaration rappelle, enfin, la nécessité de maintenir ouverts des « couloirs humanitaires » afin de pouvoir acheminer l'aide la plus urgente.

PHILIPPE LEMAITRE

## La mauvaise humeur de M. Boutros-Ghali

Suite de la première page

Visiblement irrité et très surpris par les délais sans cesse donnés par le Conseil de sécurité, M. Boutros-Ghali ajoute : « Je crois sincèrement que des dates préliminaires pour la remise des rapports n'aident pas le secrétaire général à servir le Conseil ».

Parlant des travaux de Lord Carrington dans le cadre de la conférence européenne sur la Yougoslavie, le secrétaire général fait remarquer qu'« aucun représentant de l'ONU » n'a participé à la réunion de Londres. M. Boutros-Ghali ajoute qu'ayant été informé par Lord Carrington des accords de Londres, il lui avait exprimé ses « inquiétudes sérieuses » concernant le rôle de l'ONU. Avouant des « problèmes de communications au sein du secrétariat », qui l'ont « empêché d'être personnellement informé » de la nature des consultations du Conseil, il rappelle qu'au moment de ces consultations sur la Bosnie-Herzégovine, il se trouvait en réunion avec les dirigeants chypriotes. M. Boutros-Ghali écrit par ailleurs : « Maintenant, je me trouve dans la position ingrate de donner mon avis sur un sujet dont le Conseil a déjà décidé. » Il conclut en espérant que son rapport, qui « ne sera pas remis dans les délais » prévus par le Conseil, sera tout de même « considéré sans parti pris ».

« Il n'avait qu'à être là ! »

Les membres du Conseil ont décidé à l'unanimité « d'ignorer » cette lettre, que certains d'entre eux qualifient de « coup de sang », et font savoir qu'ils attendent toujours le rapport sur les modalités de la prise en charge des armes lourdes en Bosnie-Herzégovine par les forces de l'ONU. Rappelant que, de toute façon, le secrétaire général « n'assiste jamais » aux séances de consultation des membres du Conseil « sur aucun sujet », un membre du Conseil, lui-même très irrité par la lettre du secrétaire général, a commenté crûment : « Il n'avait qu'à être là ! » Ce diplomate explique que, depuis son arrivée à l'ONU, M. Boutros-Ghali a toujours été hostile à une intervention supplémentaire de l'ONU sur le terrain. Un autre membre du

Conseil, « attristé » par la réaction de M. Boutros-Ghali, déplore que « le geste de mauvaise humeur » du secrétaire général ait eu lieu sur « un sujet aussi tragique », ajoutant : « Cette lettre ne sert qu'à distraire l'opinion publique de la vraie tragédie qui se déroule sous nos yeux en Bosnie-Herzégovine. Je suis très surpris par la réaction de M. Boutros-Ghali ».

Des experts chargés du rapport ont remis le document à M. Boutros-Ghali, qui ne l'a toujours pas approuvé. Selon des diplomates membres du Conseil, le secrétaire général fera part de ses inquiétudes concernant le rôle de l'ONU dans le processus de désarmement en Bosnie-Herzégovine, qualifiant la tâche d'« irréalisable ». Selon le texte, la présence de 1 100 hommes, qui devraient être déployés dans plus de 60 localités différentes, sera nécessaire. Chacun des points de contrôle devrait être défendu par, au moins, trois blindés - soit près de 200 véhicules. Selon la même source, la mise en place d'un tel dispositif demanderait au moins deux mois et représenterait « plusieurs millions » de dollars.

Par ailleurs, le nouveau premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, qui se trouve à New-York pour rencontrer les membres du Conseil, a évoqué la proposition de la CEE d'exclure la Yougoslavie (limitée à la Serbie et au Monténégro) de toutes les organisations internationales en des termes sibyllins : « J'ai oublié de mettre à la poste ma lettre aux Douze », M. Panic, qui a un net penchant pour les relations publiques, a déploré le risque de voir se couper « toutes les voies de communications ».

Egalement présent à l'ONU, M. Haris Silajic, le ministre bosnien des affaires étrangères, a amèrement commenté : « Je me fonde sur l'hypothèse que nous vivons dans un monde où la loi règne. Si ce n'est pas le cas, il faudrait alors que le Conseil de sécurité nous dise clairement : On ne peut rien pour vous, vous n'avez qu'à vous armer, car personne ne vous aidera. »

AFSANÉ BASSIR POUR

## Washington hausse le ton

WASHINGTON

de notre correspondant

Le département d'État américain a haussé le ton, lundi 20 juillet, au lendemain de la reprise des bombardements par les Serbes contre la zone de l'aéroport de Sarajevo. « A l'évidence, la situation en Bosnie s'est plus aggravée qu'améliorée », avec la fermeture de l'aéroport de la capitale bosnienne, et le Conseil de sécurité (de l'ONU) va devoir en tenir compte », a dit un porte-parole. Ce dernier a rappelé la position américaine : « Les États-Unis sont fermement persuadés que la Serbie, qui a entrepris

une guerre d'expansion contre la Bosnie et s'est engagée dans la pratique répréhensible de l'épuration ethnique, porte la plus grosse responsabilité » dans les combats. Intervenus quelques heures seulement après son départ de Sarajevo, la reprise des bombardements est apparue, ici, à nombre d'observateurs, comme un carnoulet terrible adressé à M. Milan Panic, le premier ministre yougoslave, par le président serbe Slobodan Milosevic. Comme si ce dernier avait voulu montrer qu'il était le vrai « patron ».

A. Fr.

## A TRAVERS LE MONDE

HAÏTI

Une cinquantaine de réfugiés ont péri dans un naufrage

Un bateau à voiles surchargé, avec à son bord cinquante-huit Haïtiens qui tentaient de gagner les côtes de la Floride, a chaviré en mer, dimanche 19 juillet, ont indiqué les autorités haïtiennes. Selon la station indépendante Radio-Métropole, cinq personnes auraient survécu.

Par ailleurs, une mission d'une vingtaine d'hommes d'affaires américains - la première depuis le coup d'État du 30 septembre - devait rencontrer mardi à Port-au-Prince le nouveau premier ministre Marc Bazin pour discuter du « retour à des conditions normales de travail dans les secteurs clés de l'économie ». (AFP, Reuters.)

LIBAN

Les formations chrétiennes appellent à une grève générale le 23 juillet

A la suite de l'adoption par le Parlement d'une nouvelle loi électorale (le Monde du 18 juillet), les partis chrétiens au Liban ont appelé séparément, lundi 20 juillet, à une grève générale jeudi pour protester contre l'organisation des premières

électorales depuis vingt ans, dont la date devrait être fixée dans les prochaines heures par le gouvernement proserien de M. Rachid Sofh. L'ancienne milice des Forces libanaises (FL) de M. Samir Geagea, le Front mondial de libération du Liban du général Michel Aoun, le Bloc national de M. Raymond Eddé, et le Parti national libéral (PNL) fondé par l'ancien président Camille Chamoun, ont estimé dans leurs appels que les « circonstances actuelles sont inadéquates pour la tenue du scrutin ». (AFP.)

□ KENYA : un agent de l'ONU tué à Nairobi. - La police kenyane a annoncé, lundi 20 juillet, le meurtre, la veille, d'un fonctionnaire israélien des Nations unies, M. Avi Rappaport, membre de l'Organisation internationale de l'aviation civile, tué par des voleurs près du Musée national, à Nairobi. D'autre part, Médecins sans frontières a annoncé lundi le retrait de 24 de ses 29 membres travaillant dans des camps de réfugiés somaliens dans le nord-est du Kenya, en raison de l'aggravation du brigandage. (AFP, Reuters.)

□ RWANDA : Nouveaux combats malgré la trêve. - De nouveaux combats ont opposé, lundi 20 juillet, les troupes gouvernementales aux rebelles du Front patriotique rwandais (FPR), remettant en cause la trêve, conclue le 12 juillet à Arusha (Tanzanie), qui aurait dû entrer en vigueur dimanche (le Monde du 14 juillet). (AFP.)

## ASIE

La conférence de l'ASEAN à Manille

## L'archipel des Spratleys est devenu le principal sujet de tension dans la région

La sécurité régionale domine la 25<sup>e</sup> conférence ministérielle de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est, Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande), réunie à Manille mardi 21 et mercredi 22 juillet. Pour la première fois, la Chine et la Russie sont présentes en tant qu'« invités ». C'est également le cas du Vietnam et du Laos, qui doivent, à cette occasion, signer le traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est et accéder ainsi au statut d'« observateurs », dernière étape avant celui de membre de l'ASEAN.

L'ASEAN passera en revue les problèmes posés par le retrait américain des Philippines et la décision japonaise d'autoriser l'envoi de forces de paix à l'étranger. Elle devrait surtout appeler à la retenue dans la querelle sur l'archipel des Spratleys, que se disputent six États de la région.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Les Spratleys, un ensemble d'îles, de récifs, d'îlots et atolls de la mer de Chine méridionale situés sur une voie maritime vitale et dont les fonds marins pourraient être riches en pétrole et en gaz, sont convoités à la fois par la Chine, Taiwan, le Vietnam, Bru-

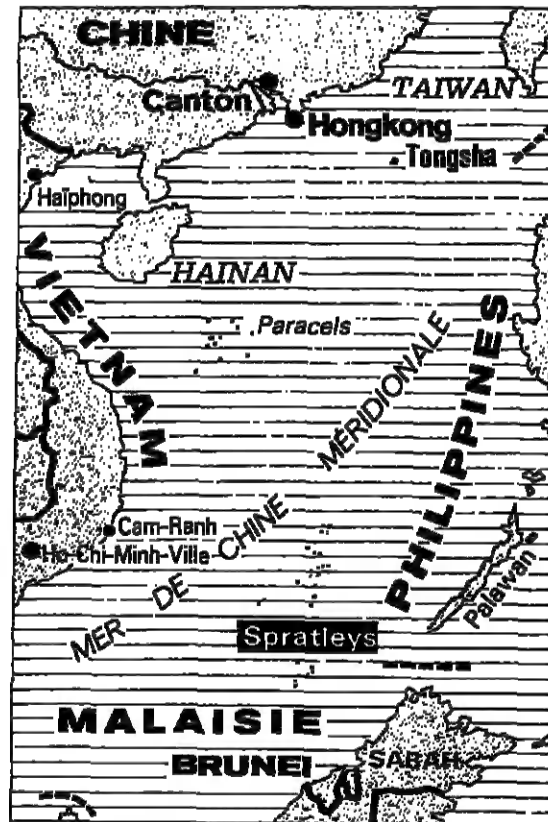
neï et les Philippines protestent énergiquement.

Pékin rappelle régulièrement le caractère « irréfutable » de sa souveraineté sur l'ensemble de l'archipel comme sur celui des Paracels, situé plus au nord et que se disputent seulement la Chine et le Vietnam. Manille a qualifié d'« irréaliste » l'accord entre Kuala Lumpur et Hanoi. Taipei estime, comme Pékin, que la souveraineté chinoise « ne se discute pas ». La Chine, dont la marine est la plus forte dans la région - si l'on exclut la VII<sup>e</sup> flotte américaine - occupe seule les Paracels depuis qu'elle en a délogé, en 1974, une garnison de l'ancien régime de Saigon.

Du pétrole dans l'archipel ?

En revanche, il y a beaucoup de monde sur les Spratleys. La flotte chinoise occupe plusieurs îlots dont elle a chassé, le 14 mars 1988, des garnisons vietnamiennes. Le Vietnam, seul avec la Chine à revendiquer l'ensemble de l'archipel, y conserve un pied. Taiwan a une garnison sur l'une des plus grandes îles. La Malaisie est également présente et Manille a renforcé, en février, sa présence sur huit îles à la suite de la découverte de pétrole à l'ouest de l'île philippine de Palawan.

Les discussions sur l'avenir de l'archipel avaient échoué jusqu'à la réunion, en juillet 1991, d'un séminaire à Bandung (Indonésie) auquel toutes les parties prenantes avaient, pour la première fois, par-



ti, la Malaisie et les Philippines. Ces six États affirment ne pas vouloir recourir à la force pour faire valoir leurs droits sur l'archipel, qui n'en demeure pas moins un réel sujet de friction.

En mai, la tension est de nouveau montée quand la Chine a accordé à une compagnie américaine, Creson Energy, des droits d'exploration dans un secteur que Hanoi considère comme faisant partie de ses eaux territoriales et non de celles des Spratleys. Début juillet, après avoir rejeté les protestations du Vietnam, la Chine a dépêché des renforts sur l'archipel ; Hanoi a immédiatement exigé leur retrait.

Ces quelque cinq cents îles quasiment inhabitées étalées sur 180 000 km<sup>2</sup> en mer de Chine méridionale sont l'objet d'une longue dispute entre riverains. En février, le Parlement de Pékin avait ouvert le débat en adoptant une résolution réitérant que l'archipel appartenait à la Chine. Philippines et Malaisiens avaient aussitôt réagi, rappelant leurs « droits » respectifs sur des fractions des Spratleys. Fin janvier, il avait suffi que la Malaisie et le Vietnam annoncent une entente de principe sur un développement conjoint des secteurs de l'archipel qu'ils revendiquent.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Handwritten text in Arabic script: "السلامة العامة"



سكنا عن الرجل

## AMÉRIQUES

### Variations latino-américaines

#### II. - Libéralisme économique, démocratie... et misère

Les Etats-Unis n'ont pu satisfaire les nouvelles attentes dans les pays centre et sud-américains. Leurs demandes, en matière de libéralisation des échanges notamment, sont d'autant plus pressantes que ces pays, en pleine mutation, affrontent de graves difficultés, susceptibles de mener, comme à Haïti et au Pérou, à d'inquiétants dérapages autoritaires (le Monde du 21 juillet). Dans quelle mesure l'avenir de la démocratie, et la paix retrouvée sur le continent, est-il assuré? Tel est le sujet de ce deuxième volet.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

L'Amérique latine risque-t-elle de revivre ses années noires? Le putsch des généraux haïtiens de septembre dernier, la périlleuse situation politique que vit le Venezuela depuis que des militaires ont tenté - sans succès - de s'emparer du pouvoir en février, le « coup d'Etat civil » subi du président péruvien Alberto Fujimori en avril, sont-ils annonciateurs de désordres à venir ou ne représentent-ils que des séquelles du passé? Au sud du Rio Grande, la mutation économique et politique en cours est en tout cas considérable.

Sous l'impulsion et le contrôle du Fonds monétaire international (FMI), de complexes réformes de structure (libéralisation de l'économie, réduction des déficits budgétaires) ont été mises en place presque partout depuis quelques années. En bousculant l'ordre établi, elles continuent de provoquer des résistances de la part de ceux qui supportent le poids de cette modernisation. La moitié de la population du continent vit dans la misère, et, mis à part quelques poignées de privilégiés, les classes moyennes qui commencent à naître sont aussi touchées de plein fouet par l'austérité ambiante.

#### « Au mauvais moment »

Dans l'introduction à son rapport annuel pour 1991, la Banque interaméricaine de développement (BID) explique clairement ce dilemme : « L'Amérique latine et les Caraïbes ont enregistré en 1991 une croissance moyenne de 2,7 % qui a inversé la tendance très malle de la décennie précédente. Mais, en dépit de cette hausse, le niveau moyen per capita correspond à celui d'il y a quinze ans. Pour cette raison, la majorité des pays de la région font face à de graves problèmes sociaux ».

« En fait, souligne le ministre équatorien des affaires étrangères, M. Diego Cordovez, la démocratie est arrivée au mauvais moment dans la région. » La récession mondiale, l'extrême endettement de la plupart des pays et les déséquilibres

socials ont effectivement coïncidé avec le retour de l'Etat de droit, dans la quasi-totalité du continent. « La remise en ordre de nos maisons », dit le président mexicain Carlos Salinas de Gortari, « est d'un coût extrêmement élevé pour les populations les plus humbles et se heurte aussi aux résistances des vieilles oligarchies ».

« Le parfait exemple de la bonne adéquation entre le respect des

non sans un certain succès macro-économique. L'inflation moyenne en Amérique latine, qui dépassait, il y a cinq ans, quelques centaines de pourcentage par an, se situe aujourd'hui autour de 50 %.

Mais les réformes de structure sont loin d'être terminées. Certains Etats, comme le Brésil, peinent à les mettre en œuvre. Singulier tant par son étendue que par l'hétérogénéité de situations entre le pauvre

plexe à gérer que par le passé. Le principal élément modérateur, face à ces risques d'explosion sociale ou de retour des militaires, reste l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle classe de dirigeants. Dans de nombreux Etats du continent, les présidents ou ministres qui ont la charge des destinées de leurs pays n'ont que peu de choses en commun avec ceux de la génération précédente.

La compétence et la formation - souvent acquise dans de prestigieuses universités américaines ou européennes - des nouveaux membres des gouvernements latino-américains sont souvent citées en exemple. Plusieurs ministères de l'économie et des finances, comme MM. Marcilio Marques Moreira au Brésil, Pedro Aspe au Mexique, Domingo Cavallo en Argentine ou le tout jeune Jorge Quiroga (trente-deux ans) en Bolivie, font sans conteste partie de ce groupe. Beaucoup de ces responsables salués pour leur compétence n'ont qu'un lien très vague avec la formation de leur président ou viennent de la société civile, ce qui illustre les difficultés rencontrées par les partis traditionnels pour se renouveler et apparaître comme les partenaires d'un véritable changement.

Les critiques parfois virulentes adressées à leurs Parlements respectifs par plusieurs dirigeants du continent (MM. Carlos Andres Perez au Venezuela, Paz Zamora en Bolivie, Fernando Collor de Mello au Brésil et Alberto Fujimori au Pérou, qui n'a pas hésité à dissoudre la Chambre et le Sénat) sont révélatrices d'évolutions différentes entre l'exécutif et le législatif. « La fonction exécutive s'est modernisée, alors que le Parlement légifère encore comme il y a un siècle. En ce sens, les démocraties latino-américaines passent par une rude épreuve, qui peut les empêcher de résoudre les problèmes sociaux », explique le président équatorien sortant, M. Rodrigo Borja.

Symbole de l'archaïsme des pays latino-américains, la corruption concerne encore aujourd'hui, le plus souvent, les niveaux intermédiaires de la fonction publique et touche moins les hautes sphères des Etats. Comme le résume un diplomate, « l'Amérique latine passe, c'est évident, un cap difficile. Mais les premiers résultats positifs enregistrés permettent d'être relativement optimiste et de ne pas considérer les actuelles tensions autrement que comme d'inevitables soubresauts d'Etats en pleine mutation ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Prochain article :

**Des riches toujours plus riches**  
par Bertrand de la Grange,  
Denis Hautin-Guiraut  
et Christine Legrand



grands équilibres, des libertés démocratiques et l'impérative prise en compte des problèmes sociaux, c'est le Chili», assure le président de la BID, M. Enrique Iglesias. Le « modèle » est pourtant atypique. Si les dictatures ont pu être une constante de la vie politique de la plupart des pays de la région, celle du général Augusto Pinochet est en revanche apparue comme un accident de parcours dans la longue histoire démocratique du Chili.

A la différence d'autres dictateurs, souvent plus démagogues ou tout simplement corrompus et incompétents, le général Pinochet n'a, d'autre part, remis sur pied une économie affaiblie sous la présidence de Salvador Allende. Bien évidemment, ce résultat ne le dédouane en rien de la répression féroce conduite au cours de ses quatorze années de pouvoir. Néanmoins, le président Patricio Aylwin a pu conduire une politique sociale, jusque-là totalement négligée, sans remettre en cause la bonne santé économique du pays.

Comme le souligne M. Carlos Salinas de Gortari, « il n'y a pas de modèle parfaitement transposable car chaque Etat de la région est confronté, malgré les apparences, à des situations très spécifiques ». Le Mexique a profité de l'appui de son puissant voisin américain, effrayé lors de la dernière élection présidentielle de 1988 par une possible et incontrôlable explosion de mécontentement. Il apparaît aujourd'hui comme le fer de lance d'une future réussite latino-américaine.

D'autres pays, comme l'Argentine ou la Bolivie, ont mené leur mutation au pas de charge. Privatisations, diminution du poids de l'Etat, resserrement des dépenses publiques, les « bons élèves » du FMI ont mis les bouchées doubles.

Nord-Est, le riche Sud et le Nord oublié, le plus grand pays du continent est un albatros qui a du mal à prendre son envol, alors que beaucoup de ses voisins commencent à décoller. « C'est un pays d'avenir et qui le restera », selon une plaisanterie locale.

#### Une nouvelle classe dirigeante

D'une manière générale, les gouvernements font face à un autre handicap : la disparition relative de contre-pouvoirs qui représentaient souvent un recours, un espoir ou un moyen de pression. Ainsi du déclin du rôle de l'Eglise catholique qui avait souvent soutenu les peuples dans leur résistance aux dictatures, de syndicats comme la bolivienne COB, dont le pouvoir s'est considérablement affaibli, ou encore des organisations de guérilla, souvent reconverties dans l'action politique, même si le Pérou est encore aux prises avec un Sentier lumineux aussi anachronique que puissant et si les négociations de paix, entamées au Guatemala et en Colombie, sont bien loin d'aboutir.

Face aux énormes difficultés des démocraties, les militaires apparaissent encore parfois comme l'ultime recours, comme l'illustre l'exemple vénézuélien (voir encadré). Mais, malgré leur présence importante, les forces armées du continent, qui contrôlent par exemple encore trois ministères au Brésil et sont écoutées ou redoutées au Pérou, en Bolivie, en Argentine et au Chili, se professionnalisent de plus en plus et n'ont aucune envie de reprendre les rênes d'un pouvoir qu'elles savent beaucoup plus com-

### Les mauvais exemples

« Nous sommes tous menacés », déclarait, le 30 septembre 1991, le président vénézuélien Carlos Andres Perez, juste après le coup d'Etat qui a chassé le président Jean-Bertrand Aristide du pouvoir à Port-au-Prince. Si nous tolérons cette atteinte à la démocratie, d'autres seront tentés d'imiter le mauvais exemple haïtien. Une remarque prémonitrice, mais il ne pensait pas alors être le second sur la liste.

Malgré la condamnation internationale, l'armée haïtienne, chienne de garde de la bourgeoisie noire et mulâtre, a imposé comme chef de gouvernement le conservateur Marc Bazin, qui avait obtenu 60 points de moins qu'Aristide à l'élection présidentielle de septembre 1991. A Caracas, les colonels à baret rouge des commandos se réclamant du Libertador Simon Bolivar ont été à deux doigts de prendre le pouvoir.

Cinq mois après l'échec de l'insurrection, des groupes, à peine clandestins, de capitaines et de

commandants continuent de débiter dans les casernes du pays. Ils réclament des « changements » et « le châtiment des corrupts ». Si les militaires haïtiens sont perçus par le peuple comme des oppresseurs, les putschistes vénézuéliens, en revanche, ont bénéficié et continuent de bénéficier d'une large approbation populaire.

#### « Coup de balai salutaire »

Le président Carlos Andres Perez, soumis depuis février à de très fortes pressions pour le contraindre à démissionner, a un autre motif d'amertume. Le coup de force d'avril du président péruvien Fujimori est commenté avec sympathie dans son propre pays. « La mise en cause d'une justice lente et corrompue, d'une classe politique coupée de la société réelle, du clientélisme, d'une administration bureaucratique et inefficace, ces arguments de Fujimori pour justifier son action illégale, nous les retrou-

vons au Venezuela, dit un sociologue de l'université centrale. Ils nourrissent la grogne populaire ».

La militarisation accentuée, la course à l'autoritarisme dans un pays voisin n'inquiètent apparemment pas l'opinion vénézuélienne, qui salue, en revanche, « le coup de balai salutaire ». « La première victime de cet événement », affirme José-Vicente Rangel, ancien candidat de gauche à la présidence, c'est la politique politicienne, la partitocratie. Le vrai saut dans le vide, c'est de ne rien faire. Fujimori a osé ; il a l'appui des forces armées et de larges secteurs populaires. Cela devait arriver tôt ou tard, le pays ne supportait plus la situation sous-entendue : comme au Venezuela.

La démocratisation de l'Amérique latine ne s'est accélérée qu'à la fin des années 80. Le Chili a vécu sous la botte militaire de 1973 à 1989, l'Argentine de 1976 à 1983, l'Uruguay de 1973 à 1984 ; le Brésil de 1964 à

1985 ; l'Equateur jusqu'en 1979 ; le Pérou de 1968 à 1980. Aussi, en juin 1991 à Santiago du Chili, l'assemblée de l'Organisation des Etats américains (OEA) a-t-elle pu se féliciter du rétablissement de l'Etat de droit, dans la quasi-totalité de l'hémisphère, par exemple, de parler l'élections vraiment libres au Mexique où la part au pouvoir recourt systématiquement à la fraude. Haïti, Venezuela, Pérou : ces trois graves dérapages ont, en six mois, remis en question l'optimisme de l'OEA et la vision d'un continent enfin débarrassé de ses fantômes bottés.

« La démocratie n'est pas faite, mais la dictature est pire », affirme l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa. La candidate malheureuse à l'élection présidentielle de 1990, antimilitariste convaincu, vient pourtant de demander expressément aux militaires péruviens de renverser Fujimori. Un comble !

MARCEL NIEDERGANG

## CLAUDE ALLÈGRE

Toute la beauté, la richesse du livre est dans le raccourci entre les grands événements cosmiques, notre présent et notre futur... Il faut faire connaître aujourd'hui la nouvelle gerbe des sciences. Merci à Claude Allègre d'avoir ouvert le chemin.

Pierre-Gilles De Gennes, *Le Figaro*  
Prix Nobel de physique



Claude Allègre

### Introduction à une Histoire naturelle



De big bang à la disparition de l'homme

Fayard le temps des sciences  
420 p. 120 F.

Son Introduction à une Histoire naturelle est un voyage plein de fraîcheur et d'intelligence. Avec son franc-parler de chercheur authentique, avec son dynamisme et un sens du suspense qui se dément rarement, Claude Allègre nous rappelle, après Paul Valéry, que la poésie appartient aux scientifiques autant, voire plus, qu'aux littérateurs.

Laurence Vidal, *Le Figaro*

Claude Allègre connaît admirablement la chimie et la physique de notre planète et il a un don extraordinaire pour expliquer simplement des choses compliquées. A lire ce genre d'écrit consacré à des sujets ardu, le non-spécialiste se sent vraiment intelligent car il comprend - enfin - des choses dont il entend parler depuis longtemps mais qui lui ont toujours été inintelligibles.

Yvonne Rebeval, *Le Monde*

Pour le naturaliste Claude Allègre, la « flèche du Temps » va du big bang à la fin du monde. Debat : Clô, a-t-elle besoin des hommes ?... Ce livre contient une forte leçon : elle ne sera pas perdue pour tout le monde.

Emmanuel Le Roy Ladurie, *L'Express*

FAYARD



## PROCHE-ORIENT

### Les rencontres du secrétaire d'Etat américain et la relance du processus de paix israélo-arabe

Le secrétaire d'Etat américain James Baker semble avoir tout lieu d'être satisfait à l'issue de la visite d'un peu plus de vingt-quatre heures qu'il vient d'effectuer en Israël. A l'issue d'un entretien, lundi 20 juillet, avec les principaux responsables palestiniens des territoires occupés, M. Baker a fait état de progrès dans la relance du processus de paix israélo-arabe, suspendu depuis mai dernier.

Malgré un infériorisme de la position palestinienne - acceptation, sous condition, de renouer le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, engagement à « tenir compte » de toute action concrète israélienne en faveur de la paix, même si

le gel des colonies de peuplement n'est que temporaire, - M. Baker a préféré demeurer prudent. « Nous devons attendre, bien entendu que les pourparlers bilatéraux (israélo-arabes) reprennent », a-t-il dit. Une nouvelle session de ces négociations pourrait avoir lieu début août à Washington, si certaines des difficultés qui attendent encore M. Baker sont apaisées. Or les dirigeants de l'Olp, réunis à Tunis depuis lundi soir, ne se sont pas encore clairement prononcés - contrairement aux Palestiniens « de l'intérieur » - sur les « petits pas » faits par M. Rabin.

Les trois autres parties arabes au processus de paix, la Jordanie, la Syrie et le

Liban, ont déjà exprimé des craintes de voir la nouvelle lune de miel israélo-américain se faire à leurs dépens. Aussi, M. Baker, qui devait effectuer mardi des visites de quelques heures à Amman puis à Damas, devrait-il s'employer à apaiser les appréhensions de ses hôtes. Au nombre de celles-ci : l'hypothèse selon laquelle l'administration américaine pourrait se décharger sur l'Egypte d'une partie de son rôle de médiateur.

A cet égard, la visite effectuée mardi au Caire par M. Rabin, pour rencontrer le président Hosni Moubarak, est jugée prématurée, à Amman comme à Damas.

## Les Etats-Unis seraient disposés à accorder une partie des garanties bancaires demandées par Israël

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Ce n'est pas officiel. Des diplomates américains affirment que c'est encore « prématuré », mais c'est presque certain. Sauf coup de théâtre, et en dépit des vives objections émises à ce sujet par ses partenaires arabes et palestiniens dans le processus de paix, Israël devrait obtenir des Etats-Unis au moins une partie des fameuses garanties bancaires que l'Etat juif sollicite depuis plus d'un an et que M. George Bush avait refusées à M. Itzhak Rabin, en raison de la colonisation intensive des territoires occupés.

La télévision israélienne l'a clairement pratiquement sans réserve lundi soir dans son journal de 21 heures : impressionnant par le coup de frein donné aux implantations dans les territoires, convaincu de la bonne foi de M. Itzhak Rabin sur la suite qui sera donnée à cette question, et favorablement surpris par l'ampleur des réformes économiques envisagées par le nouveau gouvernement, le secrétaire d'Etat James Baker, qui a eu deux nouveaux entretiens avec le premier ministre dans la journée, aurait « clairement donné son accord de principe » à la garantie de crédit sollicitée par Israël.

En principe, c'est M. Bush qui devrait annoncer la bonne nouvelle aux Israéliens. « Et accessoirement aux électeurs juifs américains », glissait, venimeux, un commentateur local - lors du premier sommet qu'il aura avec M. Rabin, le mois prochain, dans sa résidence d'été de Kennebunkport. En attendant, les experts américains et leurs hôtes continuaient mardi matin de plancher sur les données purement économiques de l'affaire. Combien ? Quand ? Selon certaines sources, la demande de M. Rabin ne porterait plus sur un emprunt de 2 milliards de dollars, mais sur 4 milliards de dollars, en 1993 et 1994.

### La « Terre promise » des juifs de l'ex-URSS

Les principales personnalités palestiniennes, que M. Baker avaient reçues pendant plus de deux heures lundi matin au consulat américain (1), n'ont pas été particulièrement surprises par ce développement. Avant l'annonce télévisée, on nous faisait entendre de bonnes sources qu'aux yeux de ses hôtes palestiniens, le diplomate américain était apparu « très impressionné » par les concessions de M. Rabin. « Le secrétaire d'Etat, disait-on, a virtuellement accepté tout le programme travailliste en ce qui concerne les colonies et il semble estimer que le nouveau gouvernement a pratiquement rempli les conditions qui étaient exigées de Shamir. »

« Je voudrais dire, déclarait M. Baker en sortant de son premier rendez-vous de la journée avec M. Rabin et son ministre des finances, que nous avons discuté du nouvel ordre des priorités nationales entreprises par le nouveau gouvernement pour revitaliser l'économie et que nous avons aussi traité de l'importance qu'il y a pour nous à fournir l'assistance nécessaire à l'absorption des immigrants en Israël. » Référence aux centaines de milliers de juifs venus de l'ex-URSS et qui continuent d'arriver en « Terre promise » - au rythme de deux à trois mille par mois seulement ces temps-ci.

« Progrès » annoncés et répétés du côté israélo-américain donc, mais « progrès » aussi selon la partie palestinienne. Une fois n'est pas coutume, les uns et les autres

étaient d'accord lundi soir pour se féliciter des « progrès accomplis », dans une « atmosphère très chaleureuse ». Les Palestiniens auraient notamment dégage l'impression que les Américains, étant pressés d'obtenir un résultat à présenter à leur opinion publique avant l'élection de novembre aux Etats-Unis, pourraient se montrer prêts à diverses concessions (sur une possible reprise du dialogue officiel entre Washington et l'Olp, sur la future participation directe de M. Fayçal Hussein aux négociations - le chef de file des territoires occupés, étant résident de Jérusalem, était interdit de présence par M. Shamir, - sur une mise en œuvre rapide d'élections libres dans les territoires.

### « Des signes positifs » selon les Palestiniens

Tous ces points restent à confirmer. Mais quand le porte-parole de la délégation palestinienne au processus de paix, M<sup>me</sup> Hanane Achraoui, estime que, « sans être satisfait » de ce qui a été fait par M. Rabin jusqu'ici, nous enregistrons des signes positifs, encourageants, et qui vont dans la bonne direction, n'est-ce pas le signe que quelque chose de sérieux est peut-être en train de bouger dans la région ?

Bien sûr, a expliqué M<sup>me</sup> Achraoui, « nous aimerions voir cependant les bonnes paroles

concrétisées en actes sur le terrain ». Les déportations d'activistes vers la Jordanie ou le Liban « doivent cesser », les prisonniers politiques (environ douze mille actuellement contre seize mille au début de l'an dernier) « doivent être libérés », la censure - très pesante sur la presse palestinienne - « doit être levée » et il doit être mis un terme aux « tortures et aux mauvais traitements infligés aux prisonniers ».

Bref, pour les Palestiniens, si M. Rabin veut véritablement démontrer sa bonne volonté vis-à-vis des territoires, il n'a que l'embarras du choix. « Chaque fois que les Israéliens prennent une décision concrète sur le terrain, a promis M<sup>me</sup> Achraoui, répondant à une question sur un possible arrêt complet de l'intifada, nous en tiendrons compte ». Avant d'ajouter : « Oui, nous serions prêts à étudier la possibilité de rencontrer M. Rabin de manière informelle, à condition qu'une invitation formelle nous parvienne (le premier ministre a lancé son invitation au Parlement lors de son discours d'investiture) et à condition que cela puisse servir la cause du processus de paix. »

Pour le reste, et notamment l'octroi par Washington des fameuses garanties bancaires que tous les chefs d'Etat arabes dénoncent par avance, la position palestinienne semble avoir très légèrement évolué. « Toutes les formes de colonisation des territoires occupés, précise

## M. Baker attendu avec inquiétude en Jordanie et en Syrie

AMMAN

de notre envoyée spéciale

C'est avec une inquiétude plus ou moins marquée que M. James Baker était attendu, mardi 21 juillet, à Amman et Damas. L'optimisme manifesté à Jérusalem par le secrétaire d'Etat américain est loin d'être partagé ici, où l'on craint avant tout que les Arabes ne fassent les frais d'un trop grand rapprochement israélo-américain, dont a besoin le président George Bush pour sa campagne électorale. La presse jordanienne souligne ainsi à l'envi, depuis plusieurs jours, l'aspect intérieur américain de la tournée de M. Baker, pour en déduire que pour gagner le « vote juif », M. Bush devra faire des concessions à Israël que les Arabes paieront. Avant d'entendre, comme il le souhaite, des « éléments nouveaux » de la part des Arabes, M. Baker devra donc les convaincre que Washington n'a pas changé les règles du jeu, - l'échange des territoires contre la paix - et que le nouvel esprit positif qui règne à Jérusalem ira au-delà du discours et se manifestera dans les faits.

A cet égard, les deux capitales ont rappelé leur opposition à tout assouplissement de la position américaine sur les garanties bancaires demandées par Israël, en l'absence d'un arrêt total de la colonisation dans les territoires occupés. Devançant un éventuel appel de M. Baker à plus de souplesse sur ce point, le journal syrien *Techrine* (officiel) va même plus loin, en affirmant que « l'octroi des garanties à Israël, sans engagement des dirigeants israéliens à respecter les droits des Palestiniens et à se retirer des territoires occupés, portera un grave préjudice au processus de paix, entravera la crédibilité américaine et encouragera Israël à davantage d'obstination ».

L'inquiétude de Damas et Amman a d'ailleurs conduit à un

certain rapprochement, illustré par l'invitation au Caire de M. Baker, du roi Hussein avec le président Hafez el-Assad, le premier depuis près d'un an, alors que les relations jordaniano-syriennes n'étaient pas au beau fixe. La nouvelle donne créée par l'élection de M. Rabin inquiète d'autant plus la Jordanie que l'on craint ici que les Palestiniens divisés - notamment entre le Fath et le mouvement islamique Hamas - se laissent entraîner hâtivement vers une autonomie que les Israéliens voudraient voir ratifiée par Amman. Or le roi Hussein n'entend pas faire revivre un quelconque projet de confédération jordaniano-palestinienne au stade actuel. Malgré un certain regain de popularité du régime jordanien dans les territoires occupés, le roi se veut d'une extrême prudence et, comme il l'a assuré au président syrien, ne signera rien sans l'accord des autres parties arabes.

### Questions sur le statut des territoires occupés

La méfiance commune de Damas et d'Amman vis-à-vis des réactions palestiniennes aux propositions de M. Rabin est d'autant plus grande que l'on s'inquiète d'une trop forte influence de l'Egypte, dont le retour au premier plan du processus de paix n'est pas vu d'un œil très favorable.

Aussi ne fait-il pas de doute que l'invitation au Caire de M. Baker est jugée prématurée, par Damas mais surtout par Amman, d'autant qu'aucune rencontre n'a eu lieu depuis la guerre du Golfe entre le président Hosni Moubarak et le roi Hussein. A demi-mots, on semble craindre que les Etats-Unis, trop occupés dans les mois à venir par leurs problèmes internes, déléguent en quelque sorte un peu de leur rôle à l'Egypte, ce qui fait resurgir le spectre de la paix séparée de Camp David.

un mémorandum remis lundi matin au secrétaire d'Etat américain, sont illégales et violent aussi bien la loi internationale que les termes de référence du processus de paix. Jérusalem compris. La distinction qu'Israël veut imposer entre implantations « de sécurité » et « politiques » constitue une tentative de légaliser une activité inacceptable. Pour autant, a dit le porte-parole palestinien, « nous n'avons jamais demandé le gel total de la colonisation avant de négocier. Nous négocions d'ailleurs depuis des mois ». Et Dieu sait que les implantations se sont multipliées depuis l'amorce du processus en octobre dernier à Madrid.

« Si l'Amérique permet que son aide matérielle (à Israël) soit utilisée pour des activités de colonisation, a encore dit M<sup>me</sup> Achraoui, elle se sera disqualifiée, à nos yeux, en tant que médiateur de paix. » Sous-entendu : si les Américains trouvent le moyen d'aider à l'absorption des immigrants juifs tout en veillant à ce qu'aucun de ses dollars ne soit dépensé dans les territoires, libre à eux. Or, cela semble bien être l'intention du président Bush.

PATRICE CLAUDE

(1) Il s'agit de M. Fayçal Hussein, M. Haydar Abdel Chafiq, M. Ghassan Kharib, M. Sami Kilani et M<sup>me</sup> Hanane Achraoui.

## AFRIQUE

### L'Algérie sans programme

Le nouveau premier ministre s'est abstenu de dévoiler ses choix économiques et politiques

Avec autant de soin qu'il en a mis à former, le 19 juillet, son gouvernement, M. Belaid Abdesslam garde encore pour lui le programme qu'il compte mettre en œuvre. La classe politique algérienne en est réduite à décrypter un message incertain, cherchant à sentir le vent en jaugant la personnalité et l'histoire des nouveaux ministres, particulièrement celles du premier d'entre eux.

On dit l'homme volontiers autoritaire. Dans un pays où le laxisme des années précédentes comme l'inertie des appareils centraux sont souvent déplorés, ce trait de caractère n'est pas nécessairement un handicap. On rappelle aussi ses anciennes fonctions de tout-puissant ministre de l'Industrie du président Boumedienne, comme l'on souligne l'origine professionnelle de nombreux ministres qui, anciens responsables des grandes entreprises nationales, ont fait leurs classes sous sa férule. Certains craignent donc un retour aux vieilles méthodes du « socialisme » et de l'« industrie industrialisante ». Mais selon d'autres, qui ont récemment rencontré M. Abdesslam, celui-ci, plus pragmatique qu'il ne le laisse paraître et ayant tiré les leçons des échecs passés, pourrait surprendre.

A-t-il, d'ailleurs, le choix ? Ecrasé sous le poids de sa dette - 26 milliards de dollars, - manquant cruellement de liquidités pour importer les produits les plus nécessaires, l'Algérie n'a plus les moyens d'une politique économique dont M. Abdesslam s'était fait le héros en même temps qu'il en devenait le symbole. La dette a tout changé, et c'est, avant tout, ce problème que le premier ministre devra s'attaquer.

### Les investisseurs ne se bousculent pas

Quelques semaines avant de démissionner le 8 juillet, son prédécesseur, M. Ghazali, avait laissé entendre qu'il ne pouvait plus réchauffer le processus d'un réajustement. Pas plus que ce dernier, M. Abdesslam n'y est favorable. Mais pour l'éviter il lui faudra trouver de nouveaux moyens, c'est-à-dire accélérer les négociations avec les compagnies pétrolières étrangères qui, en l'état actuel des choses, demeurent les seules sources possibles d'argent frais. M. Ghazali avait, si l'on peut dire, amorcé la pompe, suscitant l'intérêt d'une bonne dizaine de pétroliers désormais autorisés à investir dans des champs déjà en exploitation, en échange du paiement d'un « ticket d'entrée » dont l'Algérie attendait quelque 6 milliards de dollars.

Or, depuis plusieurs mois, les négociations butent sur deux problèmes : le prix du « ticket » et la maîtrise des opérations sur le terrain. La compagnie Total, associée pour la circonstance à deux sociétés japonaises, serait ainsi disposée à avancer 600 millions de dollars à condition de rester maître d'œuvre exclusif des investissements consentis. Mais elle se heurte au refus d'une partie de la Sonatrach, la puissante société pétrolière algérienne, qui n'entend pas se laisser dépouiller de ses prérogatives. M. Abdesslam aura besoin de tout son entourage pour contourner cette difficulté.

Il lui faudra aussi déployer toute son habileté pour négocier avec le Fonds monétaire international dont il attend, à court terme, quelque 400 millions de dollars de crédits nouveaux. Un tel accord conditionne par ailleurs l'octroi d'autres prêts, notamment de la

### Un commissaire de police tué à Constantine

A Constantine, un commissaire de police a été tué par des inconnus qui ont pris la fuite, lundi 20 juillet, a indiqué la radio algérienne. On a appris que la veille, une personne avait trouvé la mort et deux autres avaient été blessées, lors de la dispersion d'une manifestation pro-islamiste par les forces de l'ordre, à Diar el-Djemaa, un quartier de la banlieue d'Alger considéré comme un des bastions islamistes.

D'autre part, les accrochages opposant des unités de gendarmerie à un groupe armé, dans la région de Sétif (le Monde du 21 juillet), ont continué au moins jusqu'à dimanche. Selon l'agence de presse APS, plusieurs membres du groupe islamiste ont été blessés par les gendarmes, qui mènent une opération de ratissage, appuyés par des hélicoptères. - (AFP, Reuters)

FRANÇOISE CHIPAUX

ne prendra  
isolier la France

pour remettre  
le marché

la région

des Hautes-Alpes  
de M. de Camille

des Hautes-Alpes  
de M. de Camille

des Hautes-Alpes  
de M. de Camille

des Hautes-Alpes  
de M. de Camille

des Hautes-Alpes  
de M. de Camille

des Hautes-Alpes  
de M. de Camille

des Hautes-Alpes  
de M. de Camille

des Hautes-Alpes  
de M. de Camille

des Hautes-Alpes  
de M. de Camille

des Hautes-Alpes  
de M. de Camille

des Hautes-Alpes  
de M. de Camille

des Hautes-Alpes  
de M. de Camille

des Hautes-Alpes  
de M. de Camille

des Hautes-Alpes  
de M. de Camille

des Hautes-Alpes  
de M. de Camille

des Hautes-Alpes  
de M. de Camille

des Hautes-Alpes  
de M. de Camille

des Hautes-Alpes  
de M. de Camille

des Hautes-Alpes  
de M. de Camille



150

## POLITIQUE

Le Monde • Mercredi 22 juillet 1992 • 7

La campagne du référendum du 20 septembre

### M. Chirac : « Je ne prendrai pas le risque d'isoler la France »

M. Jacques Chirac a adressé, le 17 juillet, une lettre à tous les cadres du RPR, dont certains avaient quelque peu chahuté, treize jours auparavant, quand il avait confirmé son intention de dire « oui » sans enthousiasme mais sans état d'âme au traité de Maastricht (le Monde du 7 juillet).

Le président du RPR affirme que « les gaullistes ont donné une impulsion décisive à la construction européenne » et il ajoute : « Je ne prendrai pas la responsabilité d'interrompre cette longue évolution,

ni le risque d'isoler la France dans une Europe divisée (...). Je ratifierai les accords de Maastricht en toute lucidité, conscient des ambiguïtés du texte, de ses insuffisances, parfois de ses silences (...). » Et à ceux qui s'inquiètent devant la dynamique européenne, souligne M. Chirac, je tiens à dire que le traité, s'il est ratifié, sera mis en œuvre au cours de nombreuses étapes, de multiples rendez-vous qui seront autant d'opportunités pour agir, réorienter le cours des choses. Rien n'est irréversible en ce domaine. » Décidé à ne

pas laisser le champ libre à MM. Philippe Séguin et Charles Pasqua, qui viennent de constituer un Rassemblement pour le « non », mais soucieux aussi d'éviter l'éclatement de son mouvement avant les échéances électorales, M. Chirac réitère son souhait « que chacun manifeste un esprit de tolérance et de compréhension, que chacun ait le souci de ne porter atteinte en aucun cas à l'unité et à la cohésion », et il en appelle au rassemblement contre... M. François Mitterrand : « Au-delà de cette actualité européenne, il est capital, dit-il, que, dans moins de trois mois, nous retrouvions tous unis, aussi bien au Rassemblement pour la République que dans l'opposition. (...) La seule question que nous devons nous poser est celle-ci : allons-nous, en nous divisant, faciliter la tâche à M. Mitterrand qui redoute le verdict des électeurs en mars 1993 ? C'est à la lumière de ce projet d'unité nationale qu'il faut que chacun ajuste son action. »

■ M. Grottel (PR) : « Je vote contre Mitterrand ». — M. Alain Grottel déclare au Figaro, dans une interview publiée le mardi 21 juillet, qu'il votera « contre Mitterrand » au référendum du 20 septembre. « Je ne vois pas pourquoi on ferait confiance au président de la République sur ce point, alors que nous le condamnons dans tous les autres domaines », poursuit le député UDF du Val-de-Marne. « Chaque pays d'Europe a des difficultés à régler : réunification pour l'Allemagne, Mafia en Italie (...). Une addition de difficultés, conclut-il, n'a jamais fait l'abandon. »

■ M. Debré : « Assurer la France ». — M. Michel Debré, ancien premier ministre, ancien député RPR, affirme, le 20 juillet, dans sa Lettre mensuelle, que « le général de Gaulle n'est jamais sorti de l'esprit de la France ». Il cherche à rattacher, un trait qui a pour philosophie d'annuler la France et, notamment, de la priver du droit de préparer sa défense nationale. Gageons qu'avant le référendum français, ajoute-t-il, nul à Bruxelles n'évoquera « la note à payer », car l'argent promis aux Irlandais, il appartient aux contribuables français et allemands de le payer. »

#### L'union de l'opposition

Bien que l'Europe ne soit pas au centre de ces mesures, M. de Charette a estimé que, en cas de victoire du « non » au référendum du 20 septembre prochain, « la France se réveillera en ayant l'impression de traverser un cauchemar », et « se retournera vers ceux qui auront voté « oui ». En revanche, « si le « oui » l'emporte, c'est parce que l'UDF se sera engagée à fond. »

Il ne fait donc aucun doute pour M. de Charette que son parti sortira renforcé de cette consultation populaire, qu'il qualifie pourtant de « risque inutile ». Quant aux conséquences du référendum sur l'union de l'opposition, M. de Charette et ses amis de l'UDF travaillent « à ce qu'il n'y ait pas », tout en admettant qu'un rejet de Maastricht aura des conséquences funestes pour l'UDF.

### Les Clubs Perspectives et Réalités et les échéances électorales « Quarante mesures pour remettre la France en marche »

M. Hervé de Charette, délégué général des Clubs Perspectives et Réalités (composante giscardienne de l'UDF), a présenté, lundi 20 juillet, « quarante premières mesures pour répondre à l'impulsion des Français et pour remettre la France en marche ». Ces propositions, qui devraient être adoptées le 26 septembre prochain par le conseil national des clubs, après le référendum sur Maastricht, sont destinées à enrichir la plate-forme commune de l'opposition pour les élections législatives de 1993.

M. de Charette veut donner la priorité à la lutte contre le chômage. Dans cette perspective, le document de travail préconise notamment une réduction des charges sociales assises sur les salaires, l'abaissement à 16 % du taux normal de la TVA, l'instauration d'un « SMIC-jeunes », et la privatisation de l'ANPE, dont le capital serait ouvert aux entreprises et aux collectivités locales.

Pour encourager l'investissement, et donc la création d'emplois, les amis de M. Giscard d'Estaing souhaitent une « réduction programmée du déficit budgétaire », qui serait favorisée par l'affectation partielle du produit d'un vaste plan de privatisations, promis ambitieusement encore par celui mis en œuvre entre 1986 et 1988 : Usinor-Saci, Renault, Aérospatiale, Air France et Air Inter sont inscrites sur la liste.

En matière institutionnelle, les Clubs Perspectives et Réalités rappellent leur attachement au quinquennat et proposent de renforcer les pouvoirs du Parlement, en limitant par exemple l'utilisation de

#### Conflit entre rocardiens et fabiusiens

### La fédération du PS des Hautes-Alpes demande l'exclusion de M. de Caumont

MARSEILLE

de notre correspondant régional

La commission des conflits de la fédération socialiste des Hautes-Alpes vient de se prononcer pour l'exclusion du PS de M. Robert de Caumont, ancien député du département et ancien maire de Briançon. Elle lui reproche d'avoir « tenté de semer le trouble dans l'électorat socialiste et de jeter le discrédit sur l'ensemble de la fédération du PS » par des actions en justice engagées lors des élections régionales de mars. M. de Caumont a fait appel devant la commission nationale.

Quatre jours avant le scrutin de mars, M. de Caumont, rocardien, investi par les instances nationales du PS pour conduire la liste socialiste dans le département, avait assigné en référé le député Daniel Chevallier, fabiusien, maire de Veynes, qui avait été désigné par la fédération pour diriger la liste Energie Sud, patronnée par M. Bernard Tapie. Cette assigna-

tion visait à obtenir l'invalidation des bulletins de vote de la liste de M. Chevallier mentionnant le soutien de la fédération. Débouté devant le tribunal de grande instance de Gap, l'ancien maire de Briançon avait interjeté appel du jugement, sans plus de succès, devant la cour d'appel de Grenoble, puis formé un pourvoi en cassation, en même temps qu'un recours en Conseil d'Etat contre l'élection, deux actions auxquelles il a, ensuite, renoncé.

Les fabiusiens, alliés aux autres courants minoritaires contre les rocardiens, cherchent apparemment à empêcher M. de Caumont de briguer l'investiture du parti pour les élections législatives dans la deuxième circonscription des Hautes-Alpes, où les amis de M. Michel Rocard sont majoritaires.

G. P.

■ Hommage de M. Joxe à trois soldats morts en service commandé. — Le ministre de la Défense devait se rendre, mardi 21 juillet, à Chamoux (Haute-Savoie), puis à Avourès (Savoie) pour rendre hommage au maréchal des logis chef Luc Karlekand, qui a été mortellement blessé, dimanche soir 19 juillet, en portant secours à deux alpinistes surpris par une avalanche au mont Blanc, puis au capitaine Jean-Pierre Linard et au lieutenant Philippe Capo, tués, vendredi 17 juillet, par une mine, lors d'une mission d'inspection en Yougoslavie. A titre posthume, le sous-officier de gendarmerie a été décoré de la médaille militaire et les deux officiers, membres des « casques bleus », ont été faits chevaliers de la Légion d'honneur.

Les Rencontres de Pétrarque à Montpellier

### Reconstruire le civisme

Les VII<sup>es</sup> Rencontres de Pétrarque organisées à Montpellier par France-Culture du 15 au 18 juillet avec la collaboration du Monde et d'El País ont tantôt d'établir le diagnostic des maux dont souffre aujourd'hui la démocratie, en France et ailleurs, et de préconiser quelques remèdes en se donnant pour tâche de « repenser la politique ». A défaut de « réinventer la République », comme le suggéraient les organisateurs, les participants — historiens, philosophes, politologues, hommes politiques — ont jugé nécessaire, au terme de leurs débats, d'appeler à un réveil de la « conscience civique ».

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Nul ne songe plus à nier que le système politique français est en crise. Largement discrédité aux yeux des citoyens, souvent incapable de régler rapidement des conflits qu'il n'a pas prévus, comme l'a montré la récente affaire des routiers, en panne d'idées, de projets, de valeurs, le pouvoir en France a, semble-t-il, de plus en plus de mal à faire ce qu'on attend de lui, c'est-à-dire à répondre aux besoins et aux aspirations de la société. Devenu « autiste », selon l'expression du sociologue Jean-Louis Missika, il a perdu ses « palpures » ou ses « récepteurs » sociaux qui devaient lui permettre de mieux percevoir la réalité avant de prétendre la transformer. Comment rétablir ces « connexions » aujourd'hui affaiblies, entre le « politique » et la société qu'il est censé gérer ?

Le constat d'abord. « Le citoyen ne se sent pas représenté », a affirmé l'historien René Rémond. « On a le sentiment qu'on n'a plus de prise sur les choses », a confirmé Alain-Gérard Slama, historien, qui a parlé d'une « démocratie congelée ». Les intellectuels espagnols présents aux débats ont certes tenu à nuancer le propos. Manuel Azcarate, éditeur-éditeur à El País, a rappelé qu'en Espagne, la démocratie, loin d'être une vieille dame fatiguée, était encore une « jeune fille », et Miguel Angel Restreny, sous-directeur du quotidien madrilène, a regretté que les mauvaises nouvelles viennent toujours de France... Il

n'empêche : maladie infantile ou malaise du grand âge, la démocratie, tout le monde en a convenu, ne se porte pas bien, même si elle a de meilleurs couleurs de l'autre côté des Pyrénées.

#### « Le poison qui tue les démocraties »

Les hommes politiques en particulier ne savent plus comment agir sur une société que Jean-Louis Missika a jugé « de moins en moins gouvernable ». « La réforme devient impossible », a estimé François Bayrou, secrétaire général de l'UDF. Comment expliquer cette situation de relative impuissance que ressentent les politiques eux-mêmes ? Faut-il l'imputer à la concurrence d'autres acteurs sociaux, qui disposent d'une partie de leurs pouvoirs légitimes les élus du suffrage universel ?

On fit allusion aux médias, sans insister. On évoqua les juges, actualité oblige, mais ni François Bayrou, ni Georges Frêche ne crurent bon de se joindre au chœur de ceux qui s'inquiètent des excès de pouvoir de la magistrature : « Les juges font leur travail, déclara le maire socialiste de Montpellier. Quand ils jugent les hommes politiques qui le méritent, ils ont raison, ils font bien leur devoir. Il y a chez les juges le même nombre de bavures et de médiocres que dans les autres professions. » On s'en prit surtout aux technocrates, François Bayrou et Georges Frêche signifiant d'une même voix les dangers d'où viendrait tout le mal. Quant à l'historien Gérard Vincent, il dénonça dans « l'évolution technocratique », avec ses effets négatifs sur l'emploi, « le poison qui risque de tuer les démocraties ».

Mais la difficulté qu'éprouvent les politiques à saisir le réel a d'autres causes encore, à commencer par la persistance des vieilles habitudes de pensée, qui mettent à mal l'idée répandue de la « fin des idéologies ». Car si les utopies globalisantes, voire totalitaires, dont le marxisme fut une illustration, sont bien mortes, avec leur espoir d'un monde nouveau et du bonheur sur la terre, comme l'ont souligné notamment Antonio Elorza, historien espagnol, et Alain-Gérard Slama, les idéologies, elles, sont encore vivantes — du moins si par idéologie on entend, avec Alain Finkielkraut, la tentation d'écarter tous les faits qui ne cadrent pas avec les théories auxquelles on croit.

Comme l'a affirmé le philosophe Daniel Bensaid, « on n'échappe pas à

l'idéologie », même s'il faut constamment en faire la critique. « Aucune médiation entre la classe politique et l'électorat ne peut se passer de références à des systèmes de représentation, à des valeurs ou à des mythes, autrement dit à des idéologies », a rappelé Gilles Martinet.

Au moins importe-t-il d'éviter que ces idéologies ne prétendent à une explication globale d'un monde et qu'elles ne brouillent la réalité au lieu de l'éclairer, comme ce fut le cas dans le passé. Faudrait-il en revenir à l'idéal républicain pour définir un projet de société, un « horizon », selon François Bayrou, un « sens », selon Alain Finkielkraut, qui réconcilierait enfin les Français avec la politique ?

René Rémond montra, ex<sup>em</sup> les historiens à l'appel, qu'il se fallait pas parler de toutes les vertus du modèle républicain mais qu'il convenait à la fois d'en dépasser les acquis en développant un « état de droit » et d'en retrouver l'esprit en s'efforçant de « reconstruire un civisme ». Certains s'inquièrent de la dérive qui tend à introduire en France, contre la tradition républicaine, un modèle d'inspiration anglo-saxonne, fondé sur le droit et le marché plus que sur la « volonté générale » — distinction dont Blaise Pascal se fit l'écho en opposant savamment la logique de Locke à celle de Rousseau.

#### « La pluralité des allégeances »

Mais on s'accorde pour dire qu'il était indispensable, afin d'écarter le risque d'une « démocratie sans politique », selon la formule d'Alain Finkielkraut, de réinventer ce que René Rémond appelle « un sentiment d'appartenance au corps social », c'est-à-dire une conscience citoyenne. L'école et les médias furent évidemment cités comme deux des principaux instruments de cette nécessaire « culture pour tous ».

Encore faudrait-il que la recherche de l'unité sociale respecte les différences. Car s'il est vrai, comme l'a noté le professeur Jean-Claude Casanova, qu'on ne saurait constituer une société sur l'individualisme, l'individualisme, il faut accepter de tenir compte aujourd'hui de l'individualisation du sentiment national, par le bas (la décentralisation) et par le haut (l'Europe) et tenter de penser un « lien civique » qui s'accommode de « la pluralité des allégeances ».

THOMAS FERENCZI

BERTRAND POIROT-DELPECH  
de l'Académie française

### L'Europe piétonnière

Puisque la terre-aux-souffles, les angoisses et l'esprit de revanche ont cessé de cimenter le sentiment national, restent les idées. Hélas ! les principes entraînent moins les foules que l'ancien respect de l'intégrité territoriale — nos guerres coloniales l'ont montré : et on ne voit pas encore nettement sur quel socle idéologique notre continent pourrait se fonder, lui qui a tant trahi son idéal des droits de l'homme. Nous ne disposons plus, à l'Est, d'ennemi repousser l'ennemi de consensus. L'anti-américanisme de type anti-Disneyland et anti-Chiles ne peut servir de relais, sinon aux démagogues des extrêmes de droite et de gauche.

Le plus grand risque serait que l'Europe trouve son lien dans la peur des immigrants. Ces derniers ressentent nos envies d'union entre Blancs, « cousins » de l'Est compris, comme des préférences à relents xénophobes et racistes. Leur intuition devrait éclairer nos insouciances.

Sur le quel du métro Barbès, plus coloré que les rues de Harlem, le Français de souche le moins porté à l'exclusion se surprend à trouver qu'il serait au moins autant chez lui à Munich qu'à Paris...

Pourquoi ai-je écrit : Munich, et pas Edimbourg ? A cause de l'ennemi héréditaire, toujours lui ! A Rome, comme l'écrivait Goethe, la double appartenance va de soi. C'est vrai chez les frères latins en général. A propos de Londres, aussi, nous sommes prêts à parler de « sweet home ». Avec l'âme germanique, les souvenirs bloquent davantage. Ce qui poussait le philosophe Jankélévitch à rayer Kant de ses tablettes agit encore. La chute du mur de Berlin a fait l'effet d'une rasade de symboles — comme on dit de l'alcool : du jour au lendemain, on a vu la porte de Brandebourg changer de signification, et les « vopos » de Check-point Charlie troquer la mitraille contre les bouquets de fleurs... Mais la mémoire s'ensemble comme les asturies. A-t-on envie que des Bavarois se sentent chez eux à Villeneuve-Poëles, là où j'ai vu, luisant de pluie, leurs premiers side-cars conquérants ? A-t-on envie de me sentir chez moi à Dachau ? Maastricht, c'est aussi ce troc affectif entre des paysages, des préjugés, des mentalités, des airs du pays.

Pour bien faire, il faudrait que l'Europe de l'avenir s'arrête aux passages cloutés comme un Londonien, qu'il travaille avec un sérieux prussien, qu'il tienne son linge aux fenêtres comme un Napoléon, qu'il rôle moins que les Français, qu'il n'ait plus trop voir mourir des toros, l'après-midi... Que de brassages, de renoncements, pour que le drapeau bleu à douze étoiles que nos chefs d'Etat arborent derrière leur bureau les soirs de message devienne vraiment l'emblème commun, aussi cher que l'autre, hérité des guerres.

Un à un, les symboles anticipent la double citoyenneté à établir. Le drapeau communautaire a mis vingt ans à s'imposer. L'hymne à la joie a fait son chemin dans nos émotions. L'écu marque une étape décisive, et peut-être moins malaisée que la permis de conduire, dans la concrétisation quotidienne de la construction en cours.

C'est notre chance que l'Europe manque de mythes certains, de hauts lieux parés, de fondateurs indéfectibles et de mentalité uniforme, sinon la crainte de notre décadence et la hantise d'y échapper. On ne sait même pas qui a trouvé, tardivement, le nom d'« Europe », cette jeune fille venue d'Asie et qui n'a pas dépassé le Crète, sans autre destin que l'amour et l'aventure.

Le plus difficile sera de sauver nos différences, ce qui distingue Joyce de Pirandello, Strindberg de Valle-Inclán, Westminster du palais des Doges, Chertres du pont Charles à Prague. Notre réussite se mesure à l'art de ne pas nous fonder, de ménager la bigarrure féconde.

La pire serait de généraliser ce mélange de vestiges rénovés et de boutiques de luxe qui fleurit à travers notre continent. Antoine Blondin rêvait d'Europe buissonnière : pourvu qu'elle ne devienne pas uniformément piétonnière !

P. S. — Les personnes en instance d'inscription sur les listes électorales par suite d'un changement d'adresse ne pourront voter qu'en 1993. Le gouvernement, s'il le veut, peut ouvrir la révision des listes, afin de ne pas priver ces citoyens de leur droit, lors du référendum du 20 septembre. A ce jour, aucune disposition n'a été prise. L'exclusion d'un scrutin aussi important serait bien injuste pour les milliers de Français qui n'ont eu que le tort de tarder à se mettre en règle.

ISTH  
ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR  
DEPUIS 1884  
PRIVE  
**SCIENCES PO  
PARIS**  
• Stages intensifs d'été  
du 22 juillet au 28 août  
• Sessions annuelles et semestrielles  
**SUCCES CONFIRMES**  
Centre Italie 45 85 59 35  
Centre Austral 42 24 10 72  
PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION



## POLITIQUE

## Dans un appel

42 obédiences  
maçonniques  
s'élèvent contre  
« tout intégrisme »

Quarante-deux obédiences maçonniques internationales, implantées dans vingt-six pays, et regroupées dans le Centre de liaison et d'information des puissances maçonniques signataires de l'appel de Strasbourg du 21 janvier 1991 (CLIPSAS), se sont réunies en assemblée générale à Lisbonne, les 29 et 30 mai.

Au cours de cette réunion, le CLIPSAS, qui préside M. Jean-Robert Ragache, grand maître du Grand Orient de France, la principale obédience maçonnique française, a rédigé un appel en faveur de « l'émergence d'une vraie solidarité humaine », contre « tout intégrisme », « toute agression » et « toute exclusion », dont le texte a été rendu public, lundi 30 juillet, par le Grand Orient de France. « Pour atteindre ces buts, ajoute cet appel, il est nécessaire que chaque homme et que chaque femme jouent pleinement le rôle qui est le sien en travaillant à l'élimination progressive de l'injustice économique mondiale, de l'aliénation physique, morale et spirituelle des peuples, dans le respect de l'environnement vital. »

Si l'appel du CLIPSAS, compte tenu de la nature de ce rassemblement, a évidemment vocation universelle, il revêt une signification toute particulière pour les obédiences françaises qui considèrent que les religions n'ont pas l'exclusivité de l'intégrisme et qu'il existe aussi des intégrismes politiques. Systématiquement visées par le Front national, elles multiplient depuis quelques temps les initiatives contre l'extrême droite, en s'appuyant parfois, dans le cas de la Grande Loge de France, sur des autorités religieuses. Quatre obédiences - le Grand Orient, le Droit humain et la Grande loge féminine de France - avaient d'ailleurs cosigné, le 17 février dernier, une déclaration affirmant « leur détermination commune à combattre les thèses extrémistes et intégristes ».

G. P.

Pour toutes vos commandes de fleurs  
Naissance, baptême,  
fiançailles, mariage et décès  
**Le Fleuriste de Vaugirard**  
Livraisons à domicile, Paris, banlieue et grande banlieue.  
131, rue de Vaugirard,  
75015 PARIS  
Tél. : 47-34-56-09

## Naissances

- M. Emile-Robert PERRIN  
et  
M<sup>me</sup>, née Joëlle DUDREUILH,  
ont la joie d'annoncer la naissance de

Candice,

le 9 juillet 1992.

- Pascale  
et  
Pierre-Antoine ULLMO,  
ainsi que Johana,  
ont la joie d'annoncer la naissance de

Charlotte.

Paris, le 17 juillet 1992.

3, rue Sainte-Beuve,  
75006 Paris.

- Florence  
et  
Luc LECERF-JAILLET,  
sont très heureux d'annoncer la naissance de

Emmanuelle,

à Nantes, le 10 juillet 1992.

18, allée des Raguenets,  
95210 Saint-Gratien.

## Décès

- Ses filles,  
Nicole Alphonsoy  
Et Françoise Mallat,  
Leurs époux,  
Enfants et petits-enfants,  
Sont très tristes de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Geneviève BERNHEIM,  
née Meyer,  
survenue le 16 juillet 1992, dans sa quatre-vingt-seizième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

11, quai Voltaire,  
75007 Paris.10, rue Georges-Ville,  
75116 Paris.

- Martine Bloch,  
Christian Fautet,  
Bernard Boule,  
Martine Roche et Michel Taillade,  
Martine et Jean-Louis Dumartin,  
Catherine et Jean-Claude Rieu,  
ont la grande tristesse de faire part du décès accidentel de leur très chère amie,

Sylvie BOUIC-VERGNAUD,

le 15 juillet 1992.

La cérémonie d'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité, le 17 juillet, à Bordeaux.

251, résidence Dampierre,  
parc Saint-Maur,  
59600 Lille.Nos abonnés et nos actionnaires,  
bénéficiant d'une réduction sur les  
insertions du « Carnet du Monde »,  
sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

- Meylan (Isère), Montvalezan (Savoie).

Jean et Christiane CHABERTY,  
Claire et David,  
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Vincent,

survenu à l'âge de vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mardi 21 juillet 1992.

- Paul Danan,  
Lydie et Henri Kossas  
et leur fils David,  
Josiane et Henri Navaro,  
Renée Sokoloff  
et ses filles Tatiana et Pascale,  
Elvire Danan,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la tristesse de faire part du décès de

Fanny DANAN,

survenue le 16 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Ils rappellent le souvenir de son époux,

Edouard DANAN.

46, rue Lougier,  
75017 Paris.49, avenue de Lutterbach,  
68200 Mulhouse.

- Le président de l'université Paris-X (Nanterre),  
Le directeur de l'UFR littérature, langues et philosophie,  
Le directeur du département de grec et l'ensemble des personnels enseignants, chercheurs et administratifs,  
ont le regret de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Janine DEBUT,

professeur de linguistique grecque.

2001, avenue de la République,  
92001 Nanterre Cedex.

- Le docteur et M<sup>me</sup> André David,  
M. et M<sup>me</sup> Olivier Gennin  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> François Klein-Germain  
et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Maurice DIRAND,

le 17 juillet 1992.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Fernand DUCARNE,

chevalier de la Légion d'honneur,  
médaille de la Résistance,  
croix de guerre,

survenu le 12 juillet 1992, à l'hôpital du Val-de-Grâce.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité, en l'église du Val-de-Grâce, le jeudi 16 juillet.

De la part des familles Ducarne, de Ribaucourt, Montoya, Avril.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, allée des Guigniers,  
91410 Dourdan.

- Bertrand Hanauer,  
Alain, Flora et Tristan Dupas,  
Jean-Daniel, Marianne Hanauer  
et leurs enfants,  
Marthe Linton,  
Eric et Marie Linton,  
font part, avec une indicible tristesse,  
du décès de

Pascale HANAUER,

née Dupas,

survenue à Paris, le 18 juillet 1992, dans sa vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 23 juillet, à 10 h 30, en l'église Saint-Antoine-de-Padoue, 52, boulevard Lefebvre, Paris-15<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise.

10, rue Pierre-Grange,  
94170 Le Perreux.19, rue Lagrange,  
75005 Paris.2, rue du 11-Novembre,  
91120 Palaiseau.

- Paul Jamin,  
Doris Jamin,  
Isabelle Jamin,  
Alexandra Jamin,  
son frère, sa belle-sœur, ses nièces,  
ont la profonde tristesse d'annoncer la disparition, à l'issue d'une longue et douloureuse maladie, de

Marianna JAMIN,

ex-professeur au lycée Lamartine,  
officier des Palmes académiques,  
Prix Ronsard de poésie.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

1, rue de Rocroy,  
75010 Paris.- M. Michel Koch,  
M. et M<sup>me</sup> Arnaud Delvolvé  
et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de
M<sup>me</sup> Evelyn KOCH,

née Elissavita,

Evelyn Marc, en son nom de peintre,  
soudainement survenue le 16 juillet 1992.

L'inhumation a eu lieu le mardi 21 juillet, dans la plus stricte intimité, au cimetière de Maussano-les-Alpilles.

M. Michel Koch,  
2, square Lamartine,  
94230 Cachan.  
Tél. : 46-63-21-34.- M. et M<sup>me</sup> Jacques Ouzilou,  
M<sup>me</sup> Colette Ouzilou,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Robert Ouzilou,  
M. et M<sup>me</sup> Claude Ouzilou,  
Ses petits-enfants,  
Danièle et Jean-Marc Ouzilou  
Et Hélène Darche,  
M<sup>me</sup> veuve Arthur Ouzilou  
et ses enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de
M<sup>me</sup> veuve Victor OUZILOU,

née Yvonne Ziels,

survenue le 18 juillet 1992, dans sa cent deuxième année.

Les obsèques auront lieu au cimetière du Père-Lachaise, le mardi 21 juillet, à 15 heures.

- M<sup>me</sup> Nataf  
et ses enfants,  
ont la douleur d'annoncer le décès du

docteur François NATAF,

survenu le 14 juillet 1992.

Il avait soixante-dix-neuf ans.

10, passage Piver,  
75011 Paris.

- M<sup>me</sup> Françoise Pondaven,  
M. Philippe Pondaven,  
M. et M<sup>me</sup> Marc Pondaven  
et leurs enfants,  
Toute la famille,  
Et toutes les personnes qui l'ont entouré,  
ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Jean PONDAVEN,

ingénieur des Arts et Métiers,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,  
qui s'est endormi dans la paix du Seigneur, le vendredi 17 juillet 1992, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu mardi 21 juillet.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue de la Moissonne,  
78690 Saint-Rémy-l'Honoré.59, rue d'Auteuil,  
75016 Paris.Sous-préfecture de Montluçon,  
03109 Montluçon.39, rue Lepic,  
75018 Paris.- Le prince Georges Radziwill  
a la douleur de faire part de la mort de la

princesse Françoise RADZIWIŁŁA,

née Taillferre.

Les obsèques auront lieu le mercredi 22 juillet 1992, à 10 h 30, en l'église de Quincy-Voisins au Seine-et-Marne.

Le prince rappelle à votre souvenir la mémoire de sa mère.

M<sup>me</sup> Germaine TAILLEFERRE  
(1892-1983).

Requiescat in pace !

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, rue Charlot,  
75003 Paris.- Jacques et Annie David,  
Julien, Romain et Bénédicte,  
André David,  
ont la douleur de faire part du décès de
M<sup>me</sup> Laurence SAUVEGRAIN,

née Bouleau,

survenue le 18 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Le service religieux sera célébré le mercredi 22 juillet, à 16 h 30, en l'église de Soumencas (Lot-et-Garonne), suivi de l'inhumation dans le caveau de famille.

Elle aurait aimé vous rappeler le souvenir de ses enfants,

Jacques SAUVEGRAIN  
et  
Monique DAVID.73, boulevard Saint-Germain,  
75005 Paris.

47120 Soumencas.

- Montayral.

M<sup>me</sup> Henri Souleau,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Gauthier Mouglin,  
M<sup>me</sup> Agnès Souleau  
et M. Aymeric Travers,  
M<sup>me</sup> Béatrice  
et Mathilde Souleau,  
ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Philippe Souleau,  
ses parents,  
M<sup>me</sup> Jacques Defrénais,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Segond,  
M. et M<sup>me</sup> Charles Souleau,  
M. et M<sup>me</sup> François Souleau,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Charles de Guardia,  
M. Philippe Defrénais,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Marie Defrénais,  
M<sup>me</sup> Claire Defrénais  
et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri SOULEAU,

professeur des facultés de droit  
de l'université Paris-Nord,

survenu accidentellement à l'âge de cinquante ans, le 18 juillet 1992.

Priés pour lui.

Ses obsèques religieuses auront lieu en l'église de Montayral par Fumel (Lot-et-Garonne), le mercredi 22 juillet, à 16 heures, et seront suivies de l'inhumation dans le caveau familial au cimetière de Montayral.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

5, rue du Général-Lambert,  
75007 Paris.Château de Montayral,  
Montayral,  
47500 Fumel.

- Le président de l'université Paris-Nord,  
Les membres du conseil d'administration,  
Le doyen de la faculté de droit et de sciences politiques et sociales,  
Et les membres du conseil de la faculté,  
Ainsi que tous les personnels de l'université,  
ont la grande tristesse de faire part du décès accidentel de

M. Henri SOULEAU,  
professeur de droit privé,survenu le 18 juillet 1992, à Arcachon, et s'associent pleinement à la douleur de M<sup>me</sup> Souleau et de ses enfants.

- Bultion, Albertville, Corneilles-en-Parisis, Ambilly, Draveil, Paris, Cometz-le-Châtel.

M. Olivier Vicario,  
son épouse,  
M<sup>me</sup> Martin et Romain Breitwieser,  
ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Robert Grole,  
ses parents,  
Le docteur et M<sup>me</sup> André Vicario,  
ses beaux-parents,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Grole  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Bernard Grole,  
M<sup>me</sup> Joëlle Grole et M<sup>me</sup> Arlette Peretou,M<sup>me</sup> Liliane Darrigol-Carteret  
et ses enfants,  
M<sup>me</sup> Janine Courtaud,  
M. et M<sup>me</sup> François Vicario  
et leur fils,  
M. Christian Vicario  
et ses fils,  
M<sup>me</sup> Pierre Vicario,  
M<sup>me</sup> Michel Vicario  
et ses enfants,  
M<sup>me</sup> Louis Houzelstein  
et ses enfants,  
M<sup>me</sup> Alice Houzelstein,  
Et ses amis,  
ont la douleur de faire part du décès brutal de
M<sup>me</sup> Corinne VICARIO-GROLÉE,

artiste peintre,

survenue le 8 juillet 1992, à Bultion.

L'inhumation a eu lieu à Saint-Germain-Laval (Seine-et-Marne), dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

## Remerciements

- Habib et Monique Attia,  
ses parents,  
Sami,  
son frère,  
Et Paris,  
son fils,  
vous remercier chaleureusement pour les nombreux témoignages d'affection à l'occasion de la douloureuse disparition de

Monia ATTIA.

## Anniversaires

- Arrêté par la police française lors de la rafle du Vel d'Hiv',  
le 16 juillet 1942.

Soul GRABARZ,

était déporté vers Auschwitz,  
le 22 juillet 1942.

Il n'en revint pas.

Sa famille honore sa mémoire.

- Souvenons-nous de

André POUSSIÈRE,

Maubouge 1910-Poitiers 1985,  
et de ses fils,Bernard POUSSIÈRE,  
Cambrai 1933-Metz 1987,François POUSSIÈRE,  
Beyrouth 1945-Lyon 1984.

La mort, c'est l'oubli.

## Soutenances de thèses

- Laurence Moatti a soutenu sa thèse pour le doctorat en droit de l'université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), sur les « Contrats internationaux de compensation », et a obtenu la mention « très honorable ».

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 96 F

Abonnés et actionnaires ..... 85 F

Communicat. diverses ..... 100 F

Thèses étudiants ..... 55 F

## TAILLEUR

HOMME - DAME

Joseph CASSARO

12, rue Falguière

75015 Paris

Métro : Falguière

Montparnasse

Tél. : 43-20-79-20

MERCREDI 22 JUILLET - 18H15

**PIERRE BEREGOVOY**

RÉPOND AUX QUESTIONS  
DE JEAN-PIERRE DEFRAIN  
JEAN-YVES HOLLINGER  
ET DOMINIQUE PENNEQUIN

EN DIRECT SUR **RTL**

سكرا من الاصل



سكنا من الامم

## SOCIÉTÉ

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris

### Le témoignage d'un père

L'audience du 20 juillet du procès des responsables de la transfusion sanguine a été notamment marquée par la déposition de M. Francis Graeve, président honoraire de l'Association française des hémophiles. Il a assuré devant la 16<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris qu'il n'avait reçu aucune information, en 1984 et 1985, sur la dangerosité des concentrés sanguins non chauffés de la part des pouvoirs publics ou des médecins traitants.

Ce long monsieur respectable, vêtu de gris, s'appelle Francis Graeve. Et l'on devine, en le voyant s'avancer vers la barre pour prêter serment, que cet ancien préfet va brider son émotion. On sait qu'il va peser ses mots même si les faits dont il est le dépositaire pourraient logiquement susciter sa colère, aviver sans fin sa douleur.

Rien, on ne lui avait rien dit. On l'avait, comme les quatre mille à cinq mille hémophiles français, laissé dans sa nuit. Au point que ce père de deux enfants hémophiles adressait encore à l'un de ses fils, diplomate en poste à New-Delhi, en juillet 1985, quelques lignes de ces concentrés sanguins infectés par le virus du sida. « Par la voie diplomatique, monsieur le pré-

dent. » Deux fils hémophiles... M. Graeve confiera sans cris la mort de l'un, la séropositivité de l'autre. Mais de grâce, qu'on ne tente pas de lui faire dire que les hémophiles ont été alertés sur les dangers encourus. « Jusqu'à la fin, nous avons vécu avec l'idée que le risque du sida était minime, qu'il n'y avait aucun hémophile atteint », indique sans hausser le ton cet ancien président de l'Association française des hémophiles.

Il égrène tristement à la barre quelques chiffres de l'hécatombe : sur les huit membres du bureau de l'Association en 1983, quatre sont morts du sida et trois sont aujourd'hui séropositifs. Sur les cinq élus du conseil d'administration, trois sont décédés, deux séropositifs. Peut-on résumer plus tragiquement le destin d'une communauté endeuillée, en surêté ?

Mais il fallait aussi, au hasard des questions de la défense, tenter de répondre à l'impossible : pourquoi, comment ce drame a-t-il pu se nouer, perdurer à son insu ? Et M. Graeve, pressé de toutes parts, explique que ni les médecins soignants, certes remarquables, certes d'une disponibilité à toute épreuve, ne trouvant le temps de les prévenir. On se rappelle alors les témoignages trébuchants, embarrassés, du docteur Claire Gazengel, du professeur Marie-José Larrieu, ainsi que de l'absence de dernière minute du docteur Yvette Sutan, partie en vacances.

M. Graeve fit aussi remarquer que, en juin 1983, le professeur Jean Bernard s'était montré rassurant en leur disant que « le risque du sida était minime par rapport aux hépatites ». Il indique au passage que le docteur Jean-Pierre Allain, représentant le Centre national de transfusion sanguine (CNTS), se garda bien de lui donner, le 19 juin 1985, les précisions affirmées qu'il apportait confidentiellement le lendemain à une commission scientifique, comme l'ont, depuis, révélé les archives. « On ne nous a jamais parlé de l'importance du risque de contamination », ponctue le président honoraire. De même, son association, qui représentait alors deux mille hémophiles, n'eut-elle jamais le privilège de recevoir le Bulletin épidémiologique hebdomadaire, l'une des fiertés du ministère de la santé.

#### « L'enjeu dépassait les hémophiles »

Il y eut donc beaucoup de questions, beaucoup d'arguments lancés comme autant d'éclairs de foudre par la défense, et brusquement une indignation de l'ancien préfet : « Je m'étais tout à fait fait à l'idée que le problème actuel qui se posait était celui des problèmes humains en termes statistiques ». Ce fut tout. Ce fut beaucoup. Mais M. Graeve en dit davantage dans les couloirs du palais de justice : « L'enjeu dépassait les hémophiles ! Deux

mille cinq cents hémophiles, c'est zéro... mais dire la vérité aux hémophiles, c'était dire la vérité à la France, sur la menace qui pèse sur elle, sur tous les gens qui étaient soignés dans les hôpitaux. Et c'est cela qui explique le silence. »

En ce temps-là, le CNTS et les pouvoirs publics faisaient preuve d'une grande pusillanimité alors que l'épidémie guettait comme le Minotaure. Or une épidémie, lance le docteur Jacques Leibowitch à la barre, « c'est un état de guerre ». Mais qui voulait le déclarer ?

#### « Nous sommes des fonctionnaires »

Certains préférèrent visiblement ouvrir les hostilités à l'encontre du test de dépistage du sida de la firme Abbott. Cette dernière avait visiblement le tort d'être américaine. Le docteur Alain Leblanc, spécialiste en biologie médicale au Laboratoire national de la santé, apporta d'intéressantes précisions sur le sort réservé à ce test en 1985 : « En avril, le dossier était complet. Techniquement, nous n'avions aucune raison de retarder son enregistrement. Son besoin était reconnu par tous. »

« Pourquoi ne l'avez-vous pas enregistré ? » interpelle le substitut, M<sup>me</sup> Michèle Bernard-Raglin. — Personnellement, j'étais prêt à le faire, mais nous avons reçu des ordres de ne pas le faire. M<sup>me</sup> Georges-Paul Wagner se lève : « Des ordres de

qui ? — Il existe une voie hiérarchique naturelle. Je n'ai reçu d'ordres que du docteur Robert Netter qui a dit lui-même en recevant. »

C'est alors au tour de M<sup>me</sup> Sabine Paugam d'intervenir : « Dès le mois d'avril, le docteur Netter indique au secrétariat d'Etat à la santé qu'il ne peut plus diffuser l'enregistrement sans risquer un recours contentieux devant le Conseil d'Etat. L'enregistrement est pourtant reporté jusqu'en juin, puis juillet. Toujours les ordres ? — Les ordres, effectivement ! répond le docteur Leblanc. Nous sommes des fonctionnaires. On nous démissionne, on nous exécute... Mais nous avions tout de même distribué tous les tests disponibles. »

Ce n'était pas tout à fait fini : « Est-ce le conseiller du ministre Edmond Hervé, Claude Weisselberg, qui vous a incité à retarder l'enregistrement du test Abbott ? demande M<sup>me</sup> Charles Korman. — Oui. Début juillet, avant de partir en vacances, le docteur Netter m'a donné instruction d'accorder l'enregistrement le 20 juillet. Le 18, le docteur Weisselberg m'a appelé pour me demander de retarder encore d'une semaine l'enregistrement. Il semblait beaucoup y tenir. » Et l'ordre fut exécuté.

LAURENT GRELSAMER

## ENVIRONNEMENT

En Mauritanie

### Déconverte d'éléments radioactifs dans une décharge industrielle

La présence d'éléments radioactifs a été détectée sous une chape de béton, sur une décharge industrielle en cours de traitement, près de l'ancienne usine de Pechiney à La Praz, dans la commune du Freney, en Mauritanie (Savoie). L'activité (dix fois le fond ambiant d'irradiation naturelle, soit environ la limite légale d'exposition pour le public, selon un expert du CEA) provient de déchets d'origine inconnue. Des échantillons ont été prélevés pour analyse par des experts du CEA, et un périmètre de sécurité installé.

Cette découverte fait suite à l'action judiciaire engagée par le maire de la commune pour obtenir le déblaiement d'une décharge de 2 000 tonnes de produits industriels entassés par la société privée AFFIPRAZ, en dépôt de bilan, dans les locaux de l'usine fermée par Pechiney en 1982. Des traces de beryllium avaient été mises au jour. Ce métal, employé dans l'industrie aéronautique et spatiale, n'est pas radioactif, mais très toxique s'il est inhalé sous forme de poussière. Fabricqué par Pechiney dans les années 80, il est susceptible d'être à l'origine du décès d'une femme, dont la famille travaillait à La Praz. Le ministre de la santé avait, d'ailleurs, décidé d'engager, dès la fin du mois d'août, une enquête épidémiologique portant, depuis trente ans, sur les salariés et les habitants de la commune. (Corresp.)

## Les folies de Furiani

Suite de la première page

Le Sporting Club de Bastia, en traitant M. Jean-Marie Boismond, le directeur général de la société nicoise Sud-Tribune, croit avoir trouvé l'homme providentiel. Une autre entreprise vient de refuser le marché de cinq mille, puis sept mille, puis dix mille places démontables que le SCB voulait lui faire construire. Il avait été impossible de se mettre d'accord sur les prix et sur les délais. M. Jean-Marie Boismond, lui, sait apaiser les difficultés. Oralement, un marché de 650 000 F - 65 F par place - est conclu. Depuis le 18 avril, une équipe de Sud-Tribune est à pied d'œuvre à Ajaccio.

Eddi, Smah, Laïd, Christian, Ali, Thierry, viennent d'y monter et d'y démonter une tribune provisoire, et se sont aussi chargés d'aménagements sur la tribune ouest du stade de Furiani, pour le match Bastia-Nancy. On dispose donc sur place d'une partie de la main-d'œuvre et d'une partie d'un matériel qui a fait ses preuves : des éléments métalliques Samia qui, en 1977, ont été garantis par une société de contrôle technique agréée par l'Etat, la SOCOTEC. Mais il n'y a ni assez de main-d'œuvre, ni assez de matériel.

M. Jean-Marie Boismond a l'idée, qu'il pense astucieuse, de faire acheminer depuis le continent, outre du Samia, des éléments de type Entrepote d'ordinaire réservés aux échafaudages, qu'il loue pour un peu plus de 22 000 F. C'est la première fois qu'il procède au « mixage » de ces deux matériels différents, mais il ne s'en inquiète pas. L'avantage est évident, surtout en période de grève des dockers : gain de place (50 % au cours du transport) et gain de temps au moment de la pose. Parti de Marseille, Nice et Toulon, le matériel est débarqué à Bastia, Fortovecchio et Fila-Rousse. L'équipe de Sud-Tribune arrive le 27 avril à Furiani. La tribune Claude-Papi vient d'être rasée grâce au concours d'entrepreneurs locaux. On en est aux travaux de compactage du sol. Le montage proprement dit de la tribune commence le 28 avril. L'armée, la sécurité civile et la mairie de Bastia mettent gracieusement de la main-d'œuvre à la disposition du SCB et les gradins, très vite, sortent de terre.

M. Pierre D'Alessio, le gardien du stade, est « épate » par l'agilité des monteurs de Sud-Tribune « qui travaillent à 20 mètres de hauteur, sans protection ». M. Jean-Marie Boismond agit comme d'habitude, sans notes de calcul et sans plan, hormis celui de la billetterie fourni par le SCB. Il le dira par la suite aux gendarmes : « J'ai mené le chantier à ma guise, et selon ma conscience. » Ingénieur depuis 1977, diplômé de l'Institut national des sciences appliquées de Toulouse, et spécialiste génie civil, il a des connaissances en charpente métallique et en résistance des matériaux. Mais c'est sur le terrain qu'il a

acquis sa compétence. C'est un pro qui supporte mal la contradiction et sait noyer ses interlocuteurs dans le flot d'un jargon technique auquel ils ne comprennent pas forcément grand chose.

#### Un logiciel pour les témoignages

A 20 h 20, le 5 mai, quand M. Max Giorandino, du haut de son pilier, voit disparaître dans le vide quatre mille des quelque dix mille places dont il vient d'achever le montage avec l'équipe de M. Boismond, il a un réflexe : de peur d'être agressé, vite, avant toute chose, retirer son maillot qui porte le logo de sa société. Au même moment M. Boismond, qui a quitté le stade vers 16 heures pour rentrer chez lui à Nice regarder le match à la télévision en compagnie de ses enfants, pleure, la tête dans ses mains. Comme le fils de son patron, il a compris qu'aux yeux de tous, ce sont eux, les constructeurs de cette machine de fête transformée en piège infernal, les premiers responsables. Les premiers, peut-être, mais pas les derniers.

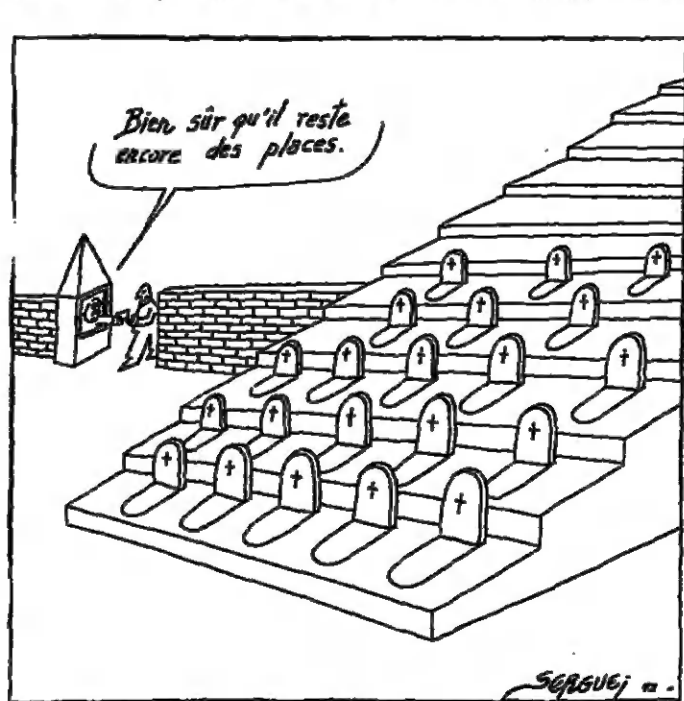
Le 6 mai, à 8 heures du matin, une information judiciaire est ouverte à Bastia. L'enquête, exceptionnelle par l'ampleur du drame et le nombre des victimes, peut commencer. Les moyens mis en œuvre sont considérables. La gendarmerie fait venir du continent neuf ordinateurs et six portables. Un logiciel particulier est mis au point pour recueillir plaintes et témoignages. Chaque soir, les « faits remarquables » sont stockés sur un disque dur. Pendant trois jours et deux nuits, sans dormir, dix officiers de police judiciaire (OPJ) procèdent aux premières constatations. Sept cent cinquante photos - dont certaines prises depuis un hélicoptère - constituent l'album de la catastrophe. L'enquête sur les responsables mobilise une quarantaine d'OPJ et quatre cents gendarmes. On ne lésine pas sur les honoraires des experts qui se chiffrent en centaines de milliers de francs.

#### Une confondante légèreté

Mais, les enquêteurs s'en aperçoivent tout de suite, des évidences sautent aux yeux. Les éléments Samia ont des bouts carrés. Certains clavettes sont constituées de sifflets de bois. Des éléments de la structure sont saucés par de simples fils de fer. Les cales - contreplaqué ou parpaings - paraissent d'une dérisoire fragilité. « Un simple Meccano », avait dit M. Jean-Marie Boismond pour décrire son ouvrage. Comment avait-on pu permettre cela ?

C'est le deuxième aspect de l'enquête, et celui qui va révéler les béances d'un système administratif d'une confondante légèreté dont certains responsables du football ont complaisamment profité. Comme tout établissement recevant du public, le stade Furiani est sou-

mis à l'avis d'une commission de sécurité départementale dépendant de la préfecture. En Haute-Corse, sa compétence et sa composition sont définies par un décret préfectoral du 16 septembre 1985. C'est la direction départementale des services d'incendie et de secours qui doit en assurer le secrétariat. De plus, dans une note interne numérotée 49-92 et datée du 30 avril, la direction départementale en tête de ses recommandations pour l'organisation des secours, précise que le match Bastia-Marseille, « en raison de l'afflux inhabituel de spectateurs » et de « l'installation d'infrastructures d'accueil provisoires et de



l'aggravation des risques qui en résultent » charge particulièrement son bureau prévention « de vérifier la conformité des infrastructures » des tribunes provisoires supplémentaires. On ne saurait être plus clair.

Or que se passe-t-il ? C'est par un coup de téléphone du directeur du SAMU de Bastia, le 27 avril, que M<sup>me</sup> Michèle Giudicelli, qui préside le service interministériel de défense et de protection civile et, à ce titre, la commission départementale de sécurité quand - ce qui est le cas - le directeur de cabinet du préfet en est empêché, apprend, alors qu'elle est en vacances, le prochain déroulement du match contre l'OM. Elle décide donc de réduire la commission de sécurité. Contrairement à la réglementation, les convocations sont faites par téléphone, et non par écrit. On « oublie », ainsi, de convoquer, ce qui n'aurait peut-être pas été inutile, le directeur départemental de l'équipement, membre permanent de la commission.

Dévider l'écheveau de ces réunions apparaît pratiquement impossible tant on y fit tout et n'importe quoi. Le 29 avril, une première réunion a lieu sur le stade. La tribune Claude-Papi vient d'être démolie. A la préfecture, comme à la mairie de

Furiani, on l'a appris par voie de presse. La représentante du SAMU, M<sup>me</sup> Carla Vanucci, fait remarquer que les travaux de la tribune nord sont loin d'être terminés alors que la date du match approche. La construction lui paraît inquiétante. Mais le responsable du chantier (M. Jean-Marie Boismond) affirme qu'il a « une grande habitude » de cette construction, puisque la même - c'est faux - a été montée à Albertville. La tribune, assure-t-il, pourrait supporter le double du nombre de spectateurs prévu. M<sup>me</sup> Vanucci décide, malgré ses réticences, d'installer un poste de secours sous la tribune, au milieu,

Il repart apparemment rassuré, pendant que la commission continue d'arpenter le stade. Un procès-verbal de cette réunion du 4, pour une fois, est rédigé : il y est constaté que certains travaux déjà réclamés, et portant notamment sur l'éclairage, n'ont pas été réalisés. Le niveau de sécurité est considéré comme « très insuffisant ». Mais on n'évoque nulle part la tribune nord.

On se réunit à nouveau le 5 mai, jour du match. Les installateurs n'ont fait que quelques efforts, la commission décide qu'il n'y a pas lieu d'interdire la rencontre. M<sup>me</sup> Giudicelli ratifie le procès-verbal daté faussement du 5, et y place la date du 4 mai, avant de repartir à son bureau, où elle veut soumettre ces trois feuillets d'écranage synthétique en fin de compte un seul procès-verbal pour trois réunions - au directeur de cabinet du préfet. Curieusement, la liste d'émargement est rédigée sur du papier à en-tête du... Sporting-Club de Bastia (SCB). M<sup>me</sup> Giudicelli ne se sent pas tranquille. Elle bougonne même, qu'il est « étonnant de constater que, pour de l'argent, on se permettait beaucoup. » Plus tard, devant les enquêteurs, elle dira : « Parfois je me demandais si je ne passais pas pour ridicule vis-à-vis des organisateurs. Lorsqu'on parle de sécurité, on fait toujours sourire, jusqu'au jour du drame. »

#### Une sinistre pagaille

Mais il est déjà tard, quand elle rappelle la préfecture. Il n'y a plus personne, mais deux ministres sont attendus à l'aéroport de Poretta. On ne saurait priver MM. Tapie et Zucarelli du corps préfectoral au grand complet. M<sup>me</sup> Giudicelli range donc le procès-verbal dans son bureau, pensant régulariser la situation le lendemain. Le lendemain, on en sera à dénombrer les morts et les blessés.

La commission dite « de sécurité » n'est pas la seule, en théorie, à conforter les organisateurs du match dans leur entreprise. Lorsqu'il a pris le marché du stade de Furiani, on l'a vu, M. Jean-Marie Boismond a certifié que le procédé qu'il utilise - Samia - est garanti par la SOCOTEC. Pour rassurer, si besoin était, tant les dirigeants du football bastiais que l'administration, il annonce qu'il fait à nouveau appel à la SOCOTEC.

Dans l'esprit de tous, M. Bernard Rossi, le directeur de cette société pour la Haute-Corse est donc chargé d'une mission de contrôle sur la nouvelle tribune, contrôle qu'aucun texte d'ailleurs ne rend obligatoire. Sur l'infortuné M. Bernard Rossi, un piège redoutable se referme alors, à moins qu'il ne soit un flicteux menteur, ce que pensent sans doute les magistrats bastiais qui, depuis plus de deux mois, s'opposent à sa mise en liberté. M. Bernard Rossi affirme avoir été chargé, lui qui est totalement incompétent en charpente métallique, d'examiner la solidité du sol d'assise - sa spécialité - sur lequel on édifie la nouvelle tribune nord. Il établit d'ailleurs un rapport qui atteste que le sol - il ne parle de rien d'autre - peut supporter les charges prévues.

Lorsqu'il pleut, dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 mai, il pousse le zèle jusqu'à venir vérifier sur place que la pluie n'a pas raviné le terrain, risquant d'entraîner des glissements de terre rendue meuble. L'avis qu'il émet est donc « favorable ». La belle imprudence ! Un avis favorable de la SOCOTEC vaut de l'or : aussi bien M. Jean-Marie Boismond, qui s'en gargarise auprès de ses interlocuteurs, que la Ligue corse de football saura en faire bon usage.

#### Billets gratuits

Le 29 avril, à peine reçu le rapport de la SOCOTEC, la Ligue corse faxe à la Fédération française de football une lettre complètement mensongère, dans laquelle elle affirme disposer de la fois de l'avis favorable de la SOCOTEC (il n'est nullement mentionné qu'il ne s'agit que d'un avis partiel), et de celui de la commission départementale de sécurité, dont on a vu plus haut que l'avis, ambigu, n'a été formulé que le 5 mai, quelques heures avant le début du match... Comme on se repasse une pomme de terre brûlée, les dirigeants du SCB et de la Ligue tentent, les uns après les autres, de se décharger de leurs responsabilités : on parle de « maladroitures », de « rajouts » malencontreux, dont on ne sait plus très bien qui en est l'auteur...

La raison du truchement est pourtant élémentaire : seul l'avis favorable de la commission de sécurité permettrait la mise en vente des billets du match imprudemment mis à la disposition du club par la FFF. M. Jean-François Filippi n'a pas trahi pour charger sa future belle-fille, M<sup>me</sup> Sabine Toso, d'aller chercher les billets au siège de la FFF à Paris et de les envoyer à Bastia dans un paquet discret, par l'aviation de 20 heures, dès les 27 et 28 avril. Il fallait agir vite, si l'on voulait jouer à guichets fermés, et donner, dans le dos de la Fédération, un petit coup de pouce imprévu au prix des places. Les billets auraient dû être vendus de 25 à 250 francs. Ils le furent entre 100 et 500 francs. Ce qui permettait au club, dont les problèmes financiers se trouvaient aggravés par la construction de nouvelles tribunes, non plus d'enregistrer un déficit mais un bénéfice. On croyait ainsi pouvoir garantir une recette globale de 4,2 millions de francs au lieu du 1,373 million initialement prévu.

Le pire, dans ce calcul d'arrière-boutique, est que le système n'a pas bien fonctionné. Au matin du match, malgré le barrage qui entourait la rencontre, près de deux mille places n'avaient pas trouvé acquéreur. Aussi le SCB décida-t-il d'en distribuer gratuitement : de cinq cents à six cents auprès des administrations de l'île, et mille quatre cents dans les lycées et collèges. Tous ces billets permettaient de s'asseoir dans la tribune nord, flamboyante neuve. Et, pour certains, d'y mourir.

AGATHE LOGEART



## SOCIÉTÉ

## SPORTS

Une affaire « florissante » d'un budget annuel de 125 millions de francs

## Les comptes du Tour

L'italien Franco Chioccioli, vainqueur du Giro en 1991, a remporté, lundi 20 juillet, sa première victoire dans son premier Tour de France en terminant détaché à Saint-Etienne. Statu quo en tête du classement général. En revanche, le Français Laurent Jalabert retrouve le maillot vert dont l'avait dépossédé le Belge Mucchi.

## SAINT-ETIENNE

de notre envoyé spécial

Une affaire qui roule, ainsi apparaît le Tour de France. Une affaire qui tourne et qui, au-delà des exploits et du ferveur populaire, brasse des millions de francs. Cette affaire de spectacle à ciel ouvert fait incontestablement recette. « Le Tour de France fait du bénéfice », reconnaît, sans vouloir donner un chiffre précis, Jean-Marie Leblanc, qui dirige cette course depuis quatre ans. Il relève toutefois que la société du Tour de France organise d'autres épreuves qui, Paris-Roubaix excepté, ne sont pas dans cette heureuse situation.

Si le Tour est une épreuve « florissante », la société qui l'organise, la société qui l'organise, avec un budget annuel de l'ordre de 125 millions de francs. Côté recettes, le « carennement » fait apparaître trois sources de financement : le sponsoring (58 %), les droits de télévision (26 %) et les contributions des villes-étapes (16 %). Il en coûte 600 000 F à ces dernières pour avoir l'honneur et le privilège d'accueillir une arrivée. Un peu plus à l'étranger car les coûts (hébergement, déplacement) sont plus élevés.

Un privilège lucratif si l'on tient compte des retombées médiatiques (au niveau mondial) et économiques (au niveau local), une large partie des sommes versées par les villes étant réinjectées dans le circuit grâce aux dépenses représentées par les séjours, sur place ou dans les environs, des 3 500 personnes qui se déplacent dans le sillage de la « Grande Boucle ». Jean-Marie Leblanc souligne « l'afflux des candidatures avec, par exemple, pour l'année prochaine, 35 candidatures pour 25 étapes environ ».

Côté télévision, le Tour a passé des contrats d'exclusivité : avec Antenne 2, jusqu'en 1996 (le Monde daté 12-13 juillet), l'Eurovision et plusieurs chaînes étrangères. Des contrats désormais négociés par Jean-Claude Killy dans le cadre de sa société, Amaury Sports Organisation, une holding regroupant toutes les activités hors presse du groupe Amaury, dont le Tour et le Paris-Le Cap.

Ces contrats, financièrement satisfaisants, respectent un cahier des charges précis sur lequel il n'est pas question de transiger. Exclues, par exemple, les coupures publicitaires « inacceptables dans un spectacle sportif continu et toujours imprévisible » ou les étapes retardées pour permettre une arrivée en direct dans le journal télévisé de 20 heures. « Pas question, explique Jean-Marie Leblanc, de remettre en cause l'équilibre fragile qui s'est instauré au fil des années, notamment au niveau des coureurs (repos, récupération, repas) et des impératifs de la presse écrite (partie prenante du succès du Tour), pour gagner quelques points d'audience. Je suis aussi dépositaire de l'éthique sportive du Tour et je ne veux pas bousiller cette belle épreuve ».

## Les classements

QUINZIÈME ÉTAPE  
Bourg-Oisans-Saint-Etienne  
(196 kilomètres)

1. Chioccioli (Ita.), 4 h 43 mn 59 s ; 2. Konishev (CEI) à 42 s ; 3. Perini (Ita.) à 43 s ; 4. Jalabert (Fra.) à 49 s ; 5. Chiappucci (Ita.) même temps.

Général : 1. Indurain (Esp.), 74 h 4 mn 55 s ; 2. Chiappucci (Ita.) à 1 mn 42 s ; 3. Hampsten (EU) à 8 mn 1 s ; 4. Lino (Fra.) à 9 mn 16 s ; 5. Bugno (Ita.) à 10 mn 9 s.

## Locomotive du cyclisme

Une épreuve à laquelle on fait souvent, cependant, le reproche monopolistique d'attention et de contribution ainsi à dévaloriser les autres courses. Pourquoi ne pas lier contractuellement la couverture du Tour à la retransmission d'autres épreuves moins prestigieuses ? Réponse de Jean-Marie Leblanc : « Nous l'avons fait sans l'imposer par une sorte d'accord moral, afin que le service public acquiesce également les droits des grandes classiques de la Coupe du monde et s'engage, dans le cadre d'une convention passée avec la Fédération, à couvrir les meilleures épreuves du calendrier français : Paris-Nice, les Quatre Jours de Dunkerque, le Critérium du Dauphiné libéré, le Midi Libre, le championnat de France et le Grand prix de Plouay. Il faut que le Tour soit une locomotive dans un paysage cycliste considérable afin que les sponsors des équipes, qui se font de plus en plus rares, puissent compter sur une exposition plus régulière ».

Côté sponsoring, trois partenaires principaux : le Crédit lyonnais, Fiat et Coca-Cola, avec des contributions de 12 à 14 millions de francs : pour cinq ans avec Coca-Cola) ou en cours de reconduction avec le Crédit lyonnais. S'ajoutent des sponsors moins importants qui interviennent notamment dans les domaines techniques et la logistique de l'épreuve. Citons Aspro pour le service médical, Hewlett Packard pour l'informatique (les classements), Tissot pour le chronométrage, Météo France/Matra, les AGF pour l'information du public, France Télécom pour les communications, Mavic pour l'assistance technique aux coureurs, la Sodexo pour l'accueil des personnalités, etc., sans oublier les maillots avec, entre autres, la contribution du PMU pour le maillot vert, celle du conseil général des Hauts-de-Seine pour le meilleur jeune et celle de Richi pour les dossards. Ces derniers sponsors représentent un apport supplémentaire de 4 à 5 millions de francs. Leur participation se traduit à la fois en termes financiers et en prêt de matériels divers : voitures par Fiat, motos par Kawasaki et téléviseurs par Locatel.

## Une caravane « classe »

Autre source de revenus importante, la caravane publicitaire dont les deux cents véhicules précèdent les coureurs sur la route du Tour. Pour y participer, il en coûte 45 000 F par véhicule. Le ticket d'entrée s'accompagne d'une certaine exigence sur la qualité de la prestation : « On veut que ça soit classe », précise Leblanc. Au total, cent cinquante (150) véhicules viennent s'ajouter à ceux que l'on peut appeler les « régionaux » de l'équipe et qui, eux, se contentent de figurer dans leur zone d'influence, sur une, deux ou trois étapes. Enfin, les « pavillons » forment le « village » qui est dressé à chaque départ et qui permettent, moyennant 450 000 F pour l'ensemble du Tour, de faire des relations publiques à travers et aux confins de l'Hexagone.



## REPÈRES

## AVIATION

Sept morts dans l'accident du prototype V-22 Osprey aux États-Unis

Le prototype de l'avion V-22 Osprey, qui est un appareil dont la voilure pivote sur elle-même pour des décollages et atterrissages verticaux, s'est écrasé, lundi 20 juillet, peu avant de se poser sur la base militaire de Quantico, en Virginie. Les sept occupants ont trouvé la mort, selon le Pentagone, qui a précisé qu'un incendie s'était déclaré à bord avant l'accident. Aux États-Unis, le V-22 Osprey, qui décolle comme un hélicoptère mais vole comme un avion, est construit par Bell et Boeing et il est destiné au corps des marines pour déployer des forces d'assaut. Déjà, un premier prototype s'était écrasé en 1991. Annulé par le président Bush, le programme a été rétabli par le Congrès.

## NUCLÉAIRE

Le Japon étudie un incinérateur de plutonium destiné à l'ex-URSS

Le Japon s'apprête à la réalisation d'un réacteur « de conception nouvelle », utilisé comme incinérateur de plutonium à usage militaire de l'ex-Union soviétique, et qui pourrait être construit en Russie. Le projet, mené sous la direction de l'Agence des sciences et technologies et de l'entreprise d'État pour le développement des réacteurs et du combustible nucléaire (Donen), devrait être lancé en 1993, soit, mardi 21 juillet, le quotidien japonais Yomiuri.

L'Agence des sciences et technologies confirme qu'une étude a été entreprise pour la conception d'un tel réacteur à neutrons rapides consommant du plutonium. « C'est une question qui doit être discutée entre les pays détenteurs d'armes nucléaires mais qui concerne aussi les nations qui n'en ont pas », commente un responsable. Selon le Yomiuri, ce sur-générateur (utilisé en sous-générateur) aurait une puissance de 1 300 mégawatts, ce qui en ferait le plus gros de ce type au monde, devant Superphénix (1 200 mégawatts).

Alors que le Japon se trouve isolé dans le pourcentage de son programme de bouclage du cycle nucléaire à la suite du gel de Superphénix, la relance de ce projet vise à démontrer à l'opinion publique que les sur-générateurs peuvent être utilisés à des fins pacifiques. — (Corresp.)

## PALÉONTOLOGIE

Découverte dans le Gers d'un crâne de cervidé de dix-sept millions d'années

Cinquante millions d'années après la mort du dernier dinosaure et dix millions d'années avant l'apparition de l'homme vivait un paléomeryx, animal préhistorique mammifère, sorte de compromis entre le cerf et la girafe. C'est le crâne d'un de ces mystérieux cervidés de l'ère tertiaire (miocène burdigalien) qui vient d'être découvert par une équipe de jeunes chercheurs à Montréal-du-Gers. Pour les paléontologues, il s'agit d'une découverte importante : certes il existait déjà quatre exemplaires de ce crâne en Europe, mais celui de Montréal est le premier crâne complet de ce type de cervidé. En effet, le crâne de ce cerf au si long cou a conservé, depuis dix-sept millions d'années, ses spécificités : deux bois et une corne derrière le tête. Un bon état de conservation qui pourrait permettre aux paléontologues d'étudier le problème de l'apparition des bois chez les cervidés, selon Francis Duranthon, du Muséum d'histoire naturelle de Toulouse, qui a dirigé les fouilles de Montréal. — (Corresp.)

## DÉFENSE

Pour ses missiles antiaériens

L'Allemagne envisage de rejoindre le consortium franco-italien EUROSAM

Pour remplacer ses missiles antiaériens anciens, du modèle américain Hawk, l'Allemagne envisage de rejoindre le consortium européen EUROSAM, qui réunit les groupes français Aérospatiale, Thomson-CSF et le groupe italien Alenia autour d'une génération de missiles antiaériens baptisée Aster. A l'origine, l'Allemagne avait prévu de développer son propre système d'armes, le Taktische Luft-Verteidigung System (TLVS), à partir du savoir-faire des groupes Siemens, DASA (plus spécialement sa filiale Messerschmitt-Bölkow-Blohm) et Telefunken System Technik. D'autres candidats étaient sur les rangs, comme le Super-Patriot (une version plus moderne du Patriot utilisé par les Américains durant la guerre du Golfe), le missile ERINT du groupe américain LTV ou le programme CORPS SAM que l'armée américaine a inscrit pour répondre à ses besoins en missiles antiaériens et antimissiles tactiques.

Le Bundestag a alloué à l'armée allemande un premier crédit de 140 millions de deutschemarks pour une étude dite de faisabilité qui prendra en considération le programme Aster du consortium européen. Les besoins allemands concernent la version Aster-30, qui est le missile conçu par EUROSAM pour la défense antiaérienne à courte et moyenne portée. A partir de cette famille de missiles serait développé l'engin plus spécialement adapté à l'Allemagne.

## RELIGIONS

Les présidents libyen et irakien ont manifesté leur sympathie au pape. — Après avoir reçu un bouquet de fleurs de la part du chef d'Etat libyen, le colonel Kadhafi, le pape Jean-Paul II, toujours hospitalisé, mardi 21 juillet à la clinique Gemelli de Rome, a reçu du président irakien Saddam Hussein un message lui souhaitant un prompt rétablissement. Un porte-parole du Vatican avait confirmé, lundi 20 juillet (nos dernières éditions du 21 juillet) que le pape était bien mieux, mais que quelques cellules commençaient à devenir cancéreuses.

COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 98 : pressions autour de la candidature de Melun-Sénart

## Le feuilleton du Grand stade continue

Trois semaines après le choix de la France pour l'organisation de la Coupe du monde de football de 1998, l'incertitude plane à nouveau sur le lieu où sera installé le « Grand Stade » nécessaire à cette compétition. L'abandon du projet retenu — celui de Melun-Sénart — a été annoncé par ses adversaires, qui arguent d'un manque d'essais financiers. Cette rumeur, démentie par les responsables de la ville nouvelle, a entraîné la candidature spontanée de deux des trois communes malheureuses lors du choix de Melun-Sénart par le premier ministre de l'époque, M. Michel Rocard, le 8 février 1991.

M. Charles Pasqua président (RPR) du conseil général des Hauts-de-Seine souhaite « rapatrier » ce temple de 80 000 places dans son département, à Nanterre, plus proche de Paris, tout comme M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, conseiller municipal de

Nanterre. Le conseil général des Hauts-de-Seine a décidé, lundi 20 juillet, le lancement d'une étude de faisabilité. Toutefois, il n'est suivi que du bout des lèvres par la municipalité (PCF) de Nanterre, qui réclame des garanties d'aménagement. M. Anicet Le Pors, conseiller général communiste des Hauts-de-Seine, s'est même prononcé en faveur d'une autre candidature, Tremblay-en-France. Loin d'un rebondissement, ces dernières déclarations ne sont que le nouvel épisode d'un feuilleton. Depuis l'annonce de sa candidature, la capacité de Melun-Sénart à financer le projet reste incertaine. L'appel d'offres avait été adressé à des consortiums privés formés notamment autour de Bouygues et de la SAE, dont la publication avait été annoncée pour avril puis pour mai, reste toujours dans les tiroirs. L'assemblée régionale n'a toujours pas approuvé les statuts du Groupement d'intérêt

privé (GIP) rassemblant l'Etat, la Région, le département, le syndicat d'agglomération nouvelle — responsables de l'aménagement de la ville — ainsi que le Comité national olympique et sportif français.

Actuellement, les responsables de Seine-et-Marne se contentent de réagir aux attaques. M. Jacques Larcher, président (UDF) du conseil général, a nié l'affirmation de M. Sapin, selon lequel le département n'était plus pressuré. De même, lundi soir, les responsables de l'aménagement de la ville nouvelle n'entendaient pas renoncer à accueillir le Grand Stade : « L'implantation du Grand Stade à Melun-Sénart reste à la fois la moins chère pour les finances publiques et la plus conforme à la politique d'aménagement de l'Ile-de-France souhaitée aussi bien par le gouvernement que par le conseil régional d'Ile-de-France ».

## POINT DE VUE

La politique de la ville : une priorité et une volonté par François Loncle

Il n'y a ni panne ni vacance pour la politique de la ville. La priorité affirmée dès le 8 avril par le premier ministre Pierre Bérégovoy, les engagements gouvernementaux annoncés depuis le 13 mai ont pour objectif l'amélioration du cadre de vie urbain et la lutte contre l'insécurité : des quartiers sûrs dans des villes apaisées, humaines et solidaires. La loi d'orientation pour la ville (LOV) est un élément-clé pour la politique de la ville mais elle est loin d'en être le seul. Dès sa nomination, le 3 juin, je me suis attaché à répondre aux préoccupations des parlementaires et élus locaux en accélérant la procédure d'élaboration de textes attendus depuis de trop longs mois.

Je ne peux laisser dire que, faute de publication des décrets d'application, l'essentiel de la LOV est resté lettre morte (le Monde du 21 juillet). Nombre de ses dispositions étaient d'application immédiate et ne nécessitent aucun décret. Il suffit de se référer à la circulaire adressée le 31 juillet 1991 aux préfets et aux directeurs de l'équipement.

S'agissant de la douzaine de décrets d'application nécessaires, deux ont été publiés à ce jour au Journal officiel. Je maintiens que la plupart des autres décrets sont prêts et seront publiés dès leur signature par les nombreux ministres concernés. Il s'agit notamment des décrets offrant la possibilité d'exonérer de taxe professionnelle les entreprises implantées dans certains quartiers en difficulté, permettant la création d'établissements publics fonciers locaux, la participation des maires aux commissions d'attribution des logements et la présence des représentants de locataires aux conseils d'administration des sociétés HLM. Quant aux programmes de référence, ils ont fait l'objet d'une circulaire du ministre de l'équipement

en date du 30 mars dernier et rien ne s'oppose à leur élaboration.

S'agissant enfin de la concertation organisée par les maires pour toute opération d'urbanisme ou d'habitat qui modifie substantiellement les conditions de vie des habitants, le redit ici qu'elle est d'application immédiate et que le gouvernement ne souhaite pas encaisser par un décret la libre initiative des collectivités locales. Comment à ce sujet ne pas réaffirmer notre attachement à la décentralisation ? Mais je rappelle que le gouvernement reste prêt, si cela s'avère nécessaire, à intervenir par la voie réglementaire. Par exemple, à l'issue du travail d'harmonisation des différentes enquêtes publiques existantes engagé par les ministères de l'équipement et de l'environnement.

Plus que jamais, la politique de la ville est bien au cœur des priorités du gouvernement. Placé sous l'autorité du premier ministre, l'assurance, depuis le 3 juin, la continuité, le développement, et surtout la mise en œuvre, de cette politique. J'ai réglé en huit jours le dossier de la solidarité urbaine. Les opérations d'équipement et de construction sont en cours à un rythme jamais atteint (cinq cent mille jeunes en bénéficient). J'ai signé, avec Pierre Joxe, Paul Quilès et Jack Lang, le protocole d'accord permettant à quatre mille appels du contingent de faire leur service national dans nos villes. Nous signons prochainement le premier contrat entre l'Etat et un groupe privé pour le développement des quartiers. Dans les villes, chacun travaille aux projets locaux de sécurité lancés par Paul Quilès... J'ajoute avec la volonté de simplifier, d'unifier, de coordonner et de mobiliser.

■ François Loncle est secrétaire d'Etat à la ville.

## MÉDECINE

Un décret du ministère de la santé et de l'action humanitaire

Le financement des centres d'accueil et de soins pour toxicomanes va être amélioré

A la suite d'un décret du ministère de la santé et de l'action humanitaire publié au Journal officiel du 2 juillet, la gestion et le financement des centres d'accueil pour toxicomanes, dénommés « centres de soins conventionnés », vont être améliorés.

Les intervenants en toxicomanie ont enfin un gain de cause. Après avoir fait par deux fois l'objet d'une réflexion ministérielle, en novembre 1991 sous le ministère de M. Bruno Durieux (le Monde daté 24-25 novembre 1991) et en mai 1990, sous celui de M. Claude Evin, le décret relatif aux centres d'accueil et de soins pour toxicomanes a finalement été publié au Journal officiel du 2 juillet. Selon les chiffres du ministère de la santé et de l'action humanitaire, il existe actuellement en France 154 structures de ce type, financées en 1992 à hauteur de 362 millions de francs.

Le texte vise à améliorer le financement, généralement associatif et précaire, des centres d'accueil et de soins pour toxicomanes. Il s'applique « aux dépenses de prévention, d'hospitalisation et de soins des personnes » visées par l'article 3 de la loi du 31 décembre 1970 modifiée relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses.

Le décret précise qu'« une ou plusieurs sections peuvent être rattachées aux centres de soins ; elles correspondent à des modes de prise en charge spécifiques comportant notamment des arrangements thérapeutiques, des arrangements relais, des réseaux de

familles d'accueil et des permanences d'accueil et d'orientation effectuées à l'extérieur des centres ».

En « contrepartie », les structures doivent assurer un minimum d'activités (prise en charge médicale et psychologique mais aussi sociale et éducative du toxicomane, accueil, orientation et information des toxicomanes et de leurs familles, accompagnement du sevrage quand il est réalisé en milieu hospitalier, etc.) et se conformer à une liste de prescriptions précises (élaboration d'un projet thérapeutique d'une durée maximum de cinq ans, remise d'un rapport annuel d'activité).

## Une population de 150 000 personnes

Si les organismes gestionnaires de ces centres de soins conventionnés sont des associations loi 1901 ou des établissements publics de santé, ils sont tenus de passer une convention avec le préfet du département, conclue pour une période d'un an et qui peut être dénoncée à tout moment.

En annonçant le 10 juin, devant l'Assemblée nationale, la parution imminente du décret, M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, avait par ailleurs affirmé qu'il s'attachait à améliorer la capacité d'hébergement offerte (630 lits ventilés dans 60 centres), rappelant qu'en France, la population des toxicomanes est estimée à 150 000 personnes, dont 12 500 seulement ont fréquenté le système de soins et d'accueil en 1990.

L. F.

## entretien

des femmes  
meubles que d'hommes

150 000 personnes



سيدا في الامم المتحدة

# Le Monde

## SCIENCES • MEDECINE

La VIII<sup>e</sup> conférence internationale sur le sida à Amsterdam

### Un entretien avec le docteur Michael Merson

À l'occasion de la VIII<sup>e</sup> conférence internationale sur le sida, à Amsterdam, le docteur Michael Merson, chef du programme mondial de l'OMS, explique l'urgence absolue que représentent les actions de prévention.

« Toutes les données disponibles confirment l'extension de l'épidémie de sida. C'est un fait. Quel qu'en soit le mode de transmission, la prévention est la seule solution. Quelles prévisions peut-on formuler à l'avenir ? »

« Il est vrai que de très nombreux éléments confirment la progression de l'épidémie. C'est particulièrement net en Afrique subsaharienne et dans plusieurs pays asiatiques où, si le virus continue de diffuser dans des régions à très forte densité de population, le phénomène épidémique sera très rapidement des conséquences absolument catastrophiques. On observe également l'émergence de l'épidémie à de nombreux points du globe, dans plusieurs pays d'Europe de l'Est, où la transmission du virus est associée à l'augmentation récente de la toxicomanie et de la prostitution. »

« Les prévisions actuelles fourmillent de chiffres. L'OMS, qu'entre autres et quant à la mortalité de personnes infectées en l'an 2000, d'autres prévisions, comme celles établies par le groupe d'Harvard, aux États-Unis, font état d'évaluations comprises entre huit et cent dix millions. Ces nombres sont très différents, mais l'essentiel, pour moi, ce qui importe, c'est le domaine, au-delà des chiffres, c'est la mobilisation de toutes nos forces au service de la prévention. L'urgence absolue, c'est de tout mettre en œuvre pour prévenir au plus vite le plus grand des fléaux de notre époque. »

« Le sida est-il la priorité absolue à la prévention ? N'est-ce pas un nouveau fléau ? Celle-ci n'est-elle pas la dernière des conséquences de la crise ? »

« Oui. Précisément. Les résultats de la diffusion de l'épidémie de sida sont très inquiétants. Nous devons d'analyser les différents projets visant à faciliter la diffusion de l'usage du préservatif à travers le monde. L'exemple de la Suisse, riche d'enseignements. Dans ce pays, l'usage du préservatif par les hommes est passé de dix-sept à cinquante pour cent entre 1986 et 1992, pour atteindre 13,8 millions d'unités. Contrairement à ce que craignaient certains, la population helvétique, le fait de faciliter l'usage du préservatif n'entraîne nullement une augmentation du nombre de partenaires sexuels. D'autres campagnes, dites de social marketing (1), ont permis d'obtenir de meilleurs résultats dans différents pays d'Afrique, du Zaïre, du Ghana, du Zimbabwe, du Cameroun, du Maroc et du Guinée. »

« En Thaïlande, un effort massif vient d'être mis en place pour l'usage systématique des préservatifs sexuels avec les prostituées. Les résultats sont déjà probants. À l'échelon mondial, la diffusion des préservatifs dans les pays en voie de développement est passée de 400 millions d'unités en 1987 à un milliard l'an dernier. Parallèlement, différentes études démontrent que l'augmentation de l'usage du préservatif correspond bien à une diminution des marqueurs biologiques de transmission de l'infection par le virus du sida en particulier. »

« La promotion du préservatif peut, bien sûr, être univoque en fonction d'un pays de ses coutumes ou religieuses. On peut faire appel aux mass media, aux techniques du social marketing, s'adresser aux religieux à risque (prostituées, militaires, etc.) ou passer par des dispensaires ou services du Planning familial. Mais, au total, les conclusions de nos études ne laissent aucun doute : la promotion du préservatif et en particulier des préservatifs adaptés de prise en charge et de distribution des maladies sexuellement transmissibles, on peut obtenir des résultats positifs dans la lutte contre l'épidémie de sida. »

« Avez-vous des objectifs chiffrés globaux quant à l'utilisation des préservatifs ? Celle-ci sera-t-elle ou non, dans les années à venir, la dernière des conséquences de la crise ? »

« La démographie dans les pays en voie de développement... »

« L'essentiel, actuellement, c'est d'avoir systématiquement recours au préservatif lors des relations sexuelles avec des partenaires sexuels. Il est bien évidemment



Dr. Michael Merson, directeur du programme mondial de l'OMS.

difficile de situer avec précision la proportion de la population concernée, mais on l'estime généralement à moins d'un quart. Si l'usage du préservatif par ces personnes est systématiquement mis en œuvre, on pourrait bloquer efficacement la transmission du virus. Il n'y a pas, d'autre part, de vrai lien entre l'usage du préservatif et la croissance démographique des pays en voie de développement. Qu'il s'agit de relations sexuelles avec des partenaires occasionnels. Les données sont sans doute différentes dans certains pays, comme l'Ouganda, où l'on compte entre 30 % et 35 % de la population infectée et où l'usage du préservatif est une pratique beaucoup plus généralisée. J'ajoute qu'en plus du préservatif il revient à chaque pays de choisir de la meilleure approche préventive qu'il s'agisse de l'abstinence, de la monogamie ou de la fidélité mutuelle. »

« Dans ce contexte, la récente déclaration de Dakar des chefs d'Etat membres de l'Organisation de l'unité africaine (le 22 juillet) qui s'engage à participer personnellement à la lutte contre le sida est-elle un événement d'une

très grande importance. J'aimerais que de telles initiatives soient prises ailleurs dans le monde, en Asie, sur le continent américain, mais aussi en Europe. Ce qui est en train de se passer en France, avec l'affaire du sang contaminé, pour fort bien en produire dans les pays en voie de développement, aujourd'hui les plus touchés par l'épidémie, où des centaines de milliers de jeunes ont été contaminés alors même que la prévention était encore possible. Ces jeunes demandent alors des comptes aux dirigeants qui auront gardé le silence en sachant qu'une partie importante de la population de leur pays était infectée. »

« Une récente polémique est apparue à propos d'un rapport de l'Organisation des Nations unies sur le sida. Le rapport, intitulé "Sida : le leadership à l'échelle mondiale", est-il en question. Où en est-on aujourd'hui ? »

« Je tiens à préciser que le programme de l'OMS contre le sida marche très bien, et ce même si, malheureusement, l'épidémie continue à progresser. Notre budget est stable, à hauteur de 90 millions de dollars par an, et nous avons renouvelé et étoffé notre équipe dans laquelle vient notamment d'être nommé le professeur Peter Piot (Institut de médecine tropicale d'Anvers). Outre les objectifs, c'est la mise en œuvre qui compte. Les programmes nationaux de lutte contre l'épidémie, promotion de l'information et de la prévention, recherche, définition des sites d'expérimentation vaccins, etc.), nous allons accorder plus d'importance à la prévention et à la prise en charge des maladies sexuellement transmissibles. C'est ainsi que le programme de lutte contre les maladies sera intégré au programme global de lutte contre le sida. »

« L'autre point important concerne l'amélioration souhaitée par les pays industrialisés de la coordination des différents aspects de lutte contre l'épidémie. Il est clair, ici, que l'OMS ne peut tout faire. L'UNICEF, le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), la Banque mondiale ont également un rôle à jouer face à une pandémie qui affecte et affectera profondément

de nombreux domaines de la vie sociale et économique. Au niveau global, un *Aids Coordination Forum* a été créé pour trois ans, structure dont l'OMS assure le secrétariat. Au sein de ce Forum, les bailleurs de fonds, les organismes des Nations unies pourront s'informer et qui fait coordonner leur action dans tous les domaines. Par ailleurs, il n'existe plus de conflit OMS-PNUD mais, bien au contraire, une alliance, une volonté de travail en commun à l'échelon des pays concernés. Si l'OMS est chef de file pour les aspects techniques et politiques, le PNUD traitera, en revanche, de l'impact de l'épidémie dans les domaines social, industriel et agricole. Le point de vue des pays industrialisés donateurs est clair. Ils veulent une meilleure coordination, une nouvelle définition des rôles respectifs pour une action plus puissante. Ils estiment que nous ne pouvons pas à coordonner les efforts face à l'épidémie si la situation d'urgence, l'ambivalence d'attitude n'est pas attendue dans les domaines.

« Est-ce à dire que l'épidémie de sida a des effets déjà pris une dimension socio-économique plus importante que sa dimension sanitaire ? »

« Attention à ne pas mélanger les genres. Cette épidémie est, avant tout, à mes yeux, un problème de santé. Comme le reconnaît la stratégie mondiale de lutte contre le sida, révisée cette année, la dimension économique n'est plus à négliger. L'on veut lutter efficacement et parvenir à contrôler la situation. Je répète qu'il n'y a pas d'autre solution que d'agir de manière préventive, c'est-à-dire, qu'on se veuille ou non, d'obtenir modification des comportements sexuels. Il s'agit de plus avoir de comportements sexuels à risques chez ceux qui ont une sexualité active. Il s'agit aussi d'encourager les comportements sexuels à risque auprès des plus jeunes. Ce n'est pas de la façon que l'on parviendra à diminuer l'intensité de la transmission du virus. »

« Les modifications de comportements sexuels doivent-elles être irréversibles ? Pensez-vous que la prévention permettra de changer les habitudes de prévention ? »

« La mise au point d'un vaccin préventif efficace est encore lointaine et ne constituera pas de la façon une panacée. Le défi est donc que l'évolution vers des comportements sexuels à risque soit irréversible. »

« Dans la conférence de l'OMS, à Amsterdam, on ne parle pas de l'attitude du gouvernement américain, qui veut imposer un dépistage sérologique aux entrants dans le territoire américain. Quelle position vous semble-t-elle ? Avez-vous la question de l'homme et de la femme encore dans le domaine de la manière aussi aiguë qu'au milieu des années 80 ? »

« Le problème du sida est des droits de l'homme et de la santé. Il y a quelques années, comme en Thaïlande, où le gouvernement a fort heureusement le courage de changer la législation vis-à-vis des voyageurs. En dépit de nombreux contacts avec l'OMS, le gouvernement américain ne refuse à changer sa législation sur l'entrée des personnes séropositives sur son territoire. Il adopte en cela une position analogue à celle de pays comme la Chine, les Philippines ou l'Irak. Rien n'est justifié une telle attitude, contraire à la recommandation de l'OMS. Combien faudra-t-il rappeler que le risque de transmission du virus du sida est affaire de comportement sexuel et en aucun cas de nationalité ? »

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

### Autant de femmes contaminées que d'hommes

Sida. La première. C'est d'ailleurs toujours le cas en Europe occidentale où les infections sont observées chez les hommes et les femmes. Actuellement, si l'on considère le million de personnes qui ont été nouvellement infectées au cours du premier semestre 1992, on s'aperçoit que la moitié sont des femmes. Et que par ce phénomène quasi-automatique, le nombre de nouveaux-nés séropositifs cesse d'être nul.

« 71 % des infections dues au VIH, a précisé au cours du congrès le professeur Anne Chazotte (Université de Columbia, New York), sont dues à l'usage du préservatif. Aux États-Unis, les femmes sont le groupe de population au sein duquel l'épidémie progresse le plus vite. » Chaque année, ce sont 15 000 femmes qui sont nouvellement infectées par le VIH, renchérit le docteur Merson.

Selon le docteur Merson, directeur du programme mondial de lutte contre le sida, cette tendance devrait s'accroître encore dans les prochaines années, ce qui implique que les actions de prévention doivent être adaptées à la biologie que les hommes. Les conséquences épidémiologiques de cette situation sont graves. Ainsi, à Kigali (Rwanda), une étude a montré que parmi les femmes enceintes n'ayant pas leur vie sexuelle protégée, 15 % étaient séropositives. Cette proportion est de 18 % chez les plus jeunes femmes de dix-neuf à vingt-cinq ans.

une diminution de près de 40 % des taux de mortalité infantile en Afrique subsaharienne, la tournure que prend actuellement l'épidémie de sida laisse penser que les taux actuels ne varient pas, ou même augmentent légèrement. Les autorités sanitaires chiffrées à milliards de francs par le coût direct et indirect de l'épidémie. Quelle sera la situation en l'an 2000 lorsque, si l'on se croit le docteur Jonathan Mann, qui préside le congrès d'Amsterdam, on comptera dans le monde 38 et 110 millions d'adultes et 10 millions d'enfants séropositifs ?

La menace de la tuberculose. Le pire est que les variations sont pas figées une fois pour toutes, mais, au contraire, se perpétuent continuellement. « Il est probable, expliquait le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur), que l'on parviendra au premier point de l'ensemble des différentes souches virales. On procédera, et on y arrivera par la vaccination. »

Même absence d'optimisme à propos du traitement. C'est traditionnellement au docteur Samuel Broder, directeur du National Cancer Insti-

### Des cas atypiques

AMSTERDAM. De notre envoyé spécial

L'hebdomadaire américain *Newsweek* publie un article intitulé : « Apparence d'un nouveau virus du sida ? » Il semble, en fait, prématuré de parler d'un nouveau virus du sida. Certains chercheurs sont, cependant, intrigués par certains cas de sida atypiques. Il s'agit de patients cliniquement et biologiquement de sida, mais chez lesquels les sérologies sont soit totalement négatives, soit atypiques.

Le docteur James Curran, l'un des directeurs du Centre national des maladies infectieuses (CDC) d'Atlanta, a déclaré qu'il n'y a pas de preuve qu'une prise précoce d'AZT ou de DDV, voire d'une association des deux, permette d'obtenir un réel gain de survie. Le docteur Broder a en outre cité les derniers résultats de la fameuse étude-cohort de San-Francisco qui montrent que la prise d'AZT ou de DDV fait passer la durée moyenne de la survie, une fois que la maladie s'est déclarée, de 6,4 à 19,2 mois pour les femmes et de 14,6 à 21,8 mois pour les hommes.

Et, comme si les choses n'étaient pas assez compliquées, deux études, l'une du docteur Margaret Fischl (université de Miami), l'autre du docteur Michael Mullen (Centre médical Cabrin, New-York), ont confirmé l'émergence aux États-Unis de souches de bacilles de la tuberculose résistantes aux traitements usuels. Ces cas de tuberculose opportunistes, liées au sida, risquent de poser à l'avenir de redoutables problèmes, a expliqué le docteur Fischl, « les souches d'origine humaine, pleines de maladies ou de personnes séropositives. Que se passerait-il si l'une d'elle était immunorésistante ? »

FRANCK NOUCHI

### Les « gens d'action »

En France, la prévention est prise en charge par une mosaïque d'associations

SAINTES. De notre envoyé spécial

« Sortez couverts » et une bannière géante ont trôné pendant deux jours sur le gravier de la cour carrée de l'Abbaye-aux-Dames de Saintes (Charente-Maritime). Après Villeneuve-lès-Avignon, l'an dernier, l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS) a choisi, les 25 et 26 juin, de réunir les nouveaux représentants des associations qui, quatre coins de France, combattent la maladie. Trois cent quatre-vingt structures associatives sont recensées dans les fichiers de l'AFLS, une centaine d'entre elles, parrainées ou subventionnées par l'Agence, ont été conviées.

Ces hommes et ces femmes qui travaillent dans les quartiers, les lycées, les centres d'aide sociale, les mairies, les hôpitaux ou les ministères pour enrayer l'épidémie de sida, les « gens d'action », selon l'intitulé même de la manifestation, sont là pour explorer leurs « champs d'action », confronter leurs expériences, glaner des informations.

Le premier jour, l'assemblée plénière a consacré différentes manières de « communiquer » sur le sida. M. Emeric Deutsch, conseiller en stratégie, professeur de psychosociologie à l'Institut d'études politiques de Paris, ancien président-directeur général de la SOFCO (SOFRES Communication), expliqua les difficultés liées à l'élaboration d'un message : « Ce que l'on vend au niveau du préservatif,

### Des cas atypiques

AMSTERDAM. De notre envoyé spécial

L'hebdomadaire américain *Newsweek* publie un article intitulé : « Apparence d'un nouveau virus du sida ? » Il semble, en fait, prématuré de parler d'un nouveau virus du sida. Certains chercheurs sont, cependant, intrigués par certains cas de sida atypiques. Il s'agit de patients cliniquement et biologiquement de sida, mais chez lesquels les sérologies sont soit totalement négatives, soit atypiques.

Le docteur James Curran, l'un des directeurs du Centre national des maladies infectieuses (CDC) d'Atlanta, a déclaré qu'il n'y a pas de preuve qu'une prise précoce d'AZT ou de DDV, voire d'une association des deux, permette d'obtenir un réel gain de survie. Le docteur Broder a en outre cité les derniers résultats de la fameuse étude-cohort de San-Francisco qui montrent que la prise d'AZT ou de DDV fait passer la durée moyenne de la survie, une fois que la maladie s'est déclarée, de 6,4 à 19,2 mois pour les femmes et de 14,6 à 21,8 mois pour les hommes.

Et, comme si les choses n'étaient pas assez compliquées, deux études, l'une du docteur Margaret Fischl (université de Miami), l'autre du docteur Michael Mullen (Centre médical Cabrin, New-York), ont confirmé l'émergence aux États-Unis de souches de bacilles de la tuberculose résistantes aux traitements usuels. Ces cas de tuberculose opportunistes, liées au sida, risquent de poser à l'avenir de redoutables problèmes, a expliqué le docteur Fischl, « les souches d'origine humaine, pleines de maladies ou de personnes séropositives. Que se passerait-il si l'une d'elle était immunorésistante ? »

Le premier jour, l'assemblée plénière a consacré différentes manières de « communiquer » sur le sida. M. Emeric Deutsch, conseiller en stratégie, professeur de psychosociologie à l'Institut d'études politiques de Paris, ancien président-directeur général de la SOFCO (SOFRES Communication), expliqua les difficultés liées à l'élaboration d'un message : « Ce que l'on vend au niveau du préservatif,

### Les « gens d'action »

En France, la prévention est prise en charge par une mosaïque d'associations

SAINTES. De notre envoyé spécial

« Sortez couverts » et une bannière géante ont trôné pendant deux jours sur le gravier de la cour carrée de l'Abbaye-aux-Dames de Saintes (Charente-Maritime). Après Villeneuve-lès-Avignon, l'an dernier, l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS) a choisi, les 25 et 26 juin, de réunir les nouveaux représentants des associations qui, quatre coins de France, combattent la maladie. Trois cent quatre-vingt structures associatives sont recensées dans les fichiers de l'AFLS, une centaine d'entre elles, parrainées ou subventionnées par l'Agence, ont été conviées.

Ces hommes et ces femmes qui travaillent dans les quartiers, les lycées, les centres d'aide sociale, les mairies, les hôpitaux ou les ministères pour enrayer l'épidémie de sida, les « gens d'action », selon l'intitulé même de la manifestation, sont là pour explorer leurs « champs d'action », confronter leurs expériences, glaner des informations.

Le premier jour, l'assemblée plénière a consacré différentes manières de « communiquer » sur le sida. M. Emeric Deutsch, conseiller en stratégie, professeur de psychosociologie à l'Institut d'études politiques de Paris, ancien président-directeur général de la SOFCO (SOFRES Communication), expliqua les difficultés liées à l'élaboration d'un message : « Ce que l'on vend au niveau du préservatif,

dit-il, c'est la probabilité de contamination. Promouvoir l'utilisation de la protection « sans entrer dans la vie privée des gens », « informer », « éduquer », aller contre « les croyances d'innocuité », tenir compte du « décalage entre savoir représenté et savoir vécu », autant d'obstacles à surmonter.

LAURENCE FOLLEA Lire la suite page 11







صوتنا مع الوطن

du succès

**M6 vous communique  
son adresse à compter d'aujourd'hui :**

**TÉLÉCOM 2B, 5 degrés Ouest  
36 000 km. plan équatorial.**



Les gens d'action

## DEPUIS CE MATIN 0H00, M6 EMET DU SATELLITE TÉLÉCOM 2B.

Mais alors, qu'est-ce que ça change ? Pour vous téléspectateurs, absolument rien ! Ceux qui recevaient M6 par le canal hertzien continueront à recevoir M6 sur le même canal. Ceux qui recevaient M6 par satellite continueront à recevoir M6 par satellite sans changer leur parabole. Ceux qui adressaient leur



courrier 16 cours Albert 1er continueront à adresser leur courrier 16 cours Albert 1er. Pour la chaîne, par contre, il s'agit d'un investissement important sur 10 ans pour améliorer le confort d'écoute en utilisant des technologies de pointe, comme le satellite exploité par France Télécom. Vous comprendrez que nous n'ayons pu résister au plaisir de vous le faire savoir.

**FRANCE  
TÉLÉCOM**













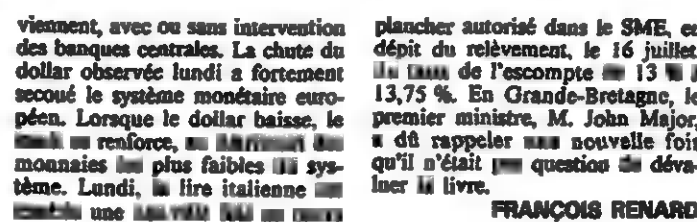




501

## L'intervention des banques centrales a enrayé la chute du dollar

En faisant, les banques ~~américaines~~  
voulurent moins ~~payer~~ réellement  
la dette en dollar que les ~~américains~~



## Les marchés financiers ont limité les dégâts

**« La goutte d'eau qui a fait déborder le vase »**

Japon, les Bourses européennes ont plongé.

## Installation du « gendarme » des marchés japonais

La Commission dispose de deux employés (dont quatre-vingt-quatre inspecteurs) provenant du ministère des finances, du FBI et de la police. Elle a le pouvoir d'enquêter sur les causes au jeu du marché (dédommagements, manipulations de cours). Elle est également chargée de surveiller les maisons de titres, tâche qui revenait auparavant au ministère des finances.

Il est en effet avéré que ce dernier avait eu part de responsabilité dans les malversations survenues en son faveur au chapitre de l'immobilier en relation avec certaines étroites, tenant de la connivence, qu'il entretenait avec Mlle « *la simple appendice de son mari en finances* », écrivait le quotidien *Yomiuri*. Elle sera en tout cas la première à reconnaître un certain plaisir, celui d'être au fait de près au logement, Nippon Housing Loan Co., qui, par le truchement temporaire d'une partie de son portefeuille à l'usage des sociétés, a été

fisc.

**PHILIPPE JONES**

E. L. et F. Bn.

En fin de journée, les opérateurs avaient les yeux braqués sur Wall Street. Paradoxalement, la Bourse de New-York semble la plus résistante : elle n'a perdu que 0,86 % lundi, mais c'est elle qui suscite le plus d'inquiétudes. A plus de 3 300 points, l'indice Dow Jones est à quelques points de ses sommets historiques, mais que l'im-

E. L. et F. Br.

■ M. Henri Nallet ■ consultant ■ de la BERD. — M. Henri Nallet, ancien ■ de l'agriculture et ancien garde des sceaux, a annoncé, lundi 20 juillet, qu'il travaillera en qualité de consultant international, depuis ■ de ■ du mois, pour le compte ■ la Banque Européenne ■ Reconstruction ■ de Développement (BERD). Il est, ■ chargé d'une mission d'étude sur la ■ de l'agriculture dans les pays de l'Est et préparera un rapport à la BERD ■ la fin de cette ■.

SICAV		DES BANQUES POPULAIRES AU 30/09/1992		
L'ÉPARGNE ACTIVE		Valeur liquidative de l'action en F	Actif net en MF	Performance sur 1 an (Coefficient annuel)
<b>pour dynamiser vos placements en accordant à tous les marchés</b>				
<b>ACTIONS</b>				
<b>MICROCAP</b>		899,78	2.123,75	+ 11,07 %
<b>SMICAP</b>		1.102,99	458,98	+ 0,91 %
<b>MLCAP</b>		479,86	567,14	+ 3,35 %
<b>AAA</b>		1.080,75	541,84	+ 7,84 %
<b>ML</b>		25,57	161,14	- 8,25 %
<b>pour valoriser votre capital à moyen ou long terme</b>				
<b>OBLIGATIONS</b>				
<b>FRUCTI-CAP</b>		41,37	824,78	+ 8,75 %
<b>PATRIMOINE-RETRAITE</b>		219,26	701,15	+ 8,51 %
<b>FRUCTI-ÉPARGNE</b>		32,98	115,42	+ 7,18 %
<b>FRUCTI-PREMIERE</b>		11.401,37	543,62	+ 9,47 %
<b>FRUCTIDOR</b>		232,61	826,27	+ 8,48 %
<b>SICADEN</b>		702,87	206,62	+ 6,98 %
<b>pour gérer vos liquidités en toute sécurité</b>				
<b>COURT TERME</b>				
<b>VALORG</b>		2.061,43	650,87	+ 8,38 %
<b>FRUCTI-ASSOCIATIONS</b>		35,50	9.152,07	+ 8,63 %
<b>FRUCTI-COURT</b>		142.940,04	17.944,38	+ 9,47 %

**Le patrimoine moyen brut  
des grands groupes sociaux varie de 1 ■ 8**

principale et secondaire, liquidité du ménage) varie peu dans la composition d'une catégorie sociale à l'autre : l'habitation principale en constitue l'essentiel. Dans le monde n'est-ce pas la même chose ?

Si trois agriculteurs sur quatre sont propriétaires de leur résidence, et plus d'un supérieur sur 100 %, la proportion ne dépasse pas 45 % chez les ouvriers, et 10 % chez les employés. La valeur de la résidence principale des cadres supérieurs et professions libérales, observe le CERC, est près de deux fois supérieure à celle des autres catégories sociales.

Les mieux lotis sont les professions libérales, avec un patrimoine moyen de 3 millions en France, alors que celui des ouvriers ne dépasse pas 350 000 F. L'écart est encore plus ouvert si l'on prend en compte les patrimoines (après déduction de l'endettement). La fourchette est alors de 1 à 9,5 entre les ouvriers et les professions libérales. De plus, les catégories qui détiennent le patrimoine le plus faible (ouvriers, employés) sont proportionnellement les plus nombreuses.

Après les professions libérales, ce sont les agriculteurs en activité et les artisans indépendants qui possèdent les patrimoines les plus élevés (environ 2 millions de francs dans les deux cas). Mais une part importante de celui-ci est à caractère professionnel (à hauteur de 54 % pour les agriculteurs ; 20 à 30 % pour les artisans indépendants).

### Le patrimoine domestique (réai-

Selon l'étude, les placements ménages (patrimoine de rapport) atteignent en moyenne 430 000 F. Ce patrimoine est inégalement réparti : 1,4 million pour les anciens travailleurs indépendants non-agricoles contre 110 000 F pour les ouvriers, soit un écart de 1 à 13. Les patrimoines de rapport les plus importants font une large place aux actions et à l'immobilier bâti. Les placements liquides traditionnels continuent de représenter une part importante des placements des catégories moyennes. Les livrets d'épargne représentent de 20 % de l'épargne ouvriers et employés.

(1) CERC, *Notes et graphiques*, numéro 19, juin 1992.

### En prenant le contrôle de la SPDV

Le conseil d'administration de la Société de production et de diffusion vidéo-graphique (SPDV) a approuvé la nouvelle structure du capital qui verra l'AFP devenir, en passant de 20 % à 11 %, le principal actionnaire de cette société qui édite notamment la chaîne câblée d'informations Canal Infos. L'AFP reste dans cette société... la filiale câblée de la Chaîne des débits, Communication développement, qui laisse sa participation mais continuera d'en détenir 20 %. Les autres câblo-opérateurs, comme Générale et Lyonnaise de ceux, qui étaient entrés dans la SPDV, ont la part de 20 % chacun, vont se désengager partiellement, en l'entrée d'autres partenaires est prévue.

La SPDV veut désormais se positionner comme prestataire de services multimédias pour les chaînes de télévision et les entreprises en valorisant la production d'information de l'AFP, et ses propres compétences en matière de mise en forme et de diffusion d'images, utilisant les nouvelles technologies. C'est ainsi qu'elle réalise l'émission TV Sport (TV Score), certains modules de jeux et d'information de Canal 1. Pour TV3, la chaîne francophone internationale, la SPDV réalise depuis peu les chaînes d'information, avec les photos satellitaires. TV Guide, chaîne d'annonces, a une promotion pour les films (*le mardi 21 et 29 juin*), une des autres « studios » (en réalité, des ordinateurs, puisque la SPDV mise beaucoup) sur le traitement numérique de l'information). La chaîne peut décliner ses prestations, adaptées aux langues multilingues, ou bien en vidéo qu'en vidéotext (services télématiques). Quant à Canal Info, il se situe plutôt vers les applications plus professionnelles.

Kevin Maxwell condamné à 406,5 millions de livres. — Kevin Maxwell, l'un des fondateurs de la banque d'affaires Maxwell, a été condamné, lundi 17 juillet, en audience privée à la Haute Cour de Justice de Londres, à verser 406,5 millions de livres (4 milliards de francs), pour avoir manqué à ses « *devoirs fiduciaires* » en tant que membre du conseil d'administration de Bishopgate Investment Management.

Cet organisme grait les fonds de retraite de l'ex-empereur Maxwell et il manque encore 40 millions de livres à son trésorerie, qui a servi à renflouer d'autres fonds du groupe. Si Kevin Maxwell, qui n'est pas présent ni représenté au jugement, est incapable de payer cette somme, il pourrait être en faillite personnelle. Il peut encore faire appel de cette décision.

PASCALE ROBERT-DIARD



## Participez à l'avenir du Monde

Vous êtes diplômé(e) d'une école supérieure de commerce, une première expérience professionnelle vous a fait découvrir les réalités du terrain, vous avez envie d'évoluer dans un environnement professionnel qui vous attire.

Pour compléter notre équipe nouvellement renforcée, le Monde recrute :

### 2 Délégués régionaux

Pour les régions : • Nord  
• Normandie

Rejoignez l'équipe commerciale du Monde et développez dans la région de votre choix l'audience de notre quotidien et des autres publications du groupe.

Délégué commercial, vous assurerez dans un secteur géographique déterminé la réalisation des objectifs de diffusion du Monde et de ses publications (le Monde Diplomatique, le Monde de l'Education, Dossiers et Documents, le Monde des Philatélistes, etc.).

Vous animerez le réseau de vente, développerez le portefeuille d'abonnés et optimiserez les autres modes de présence commerciale auprès des différents publics du Journal.

Adressez votre dossier de candidature, en précisant la région souhaitée, sous référence LM/DR, à la Direction du Personnel, Journal Le Monde, Gestion des Emplois, 1 place Hubert Beuve-Méry, 94051 Ivry-sur-Seine Cedex.

Ulysse Pila

### RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

Lyon

Cette société de renommée internationale de grande notoriété est spécialisée en convertissant des tissus de soie naturelle et polyester haut de gamme.

Le Responsable Export assurera le rôle de l'Export Commercial, participe au choix des collections, anime une équipe de 12 agents à l'étranger, et développe son réseau de clients (confectionneurs, lingeries, grossistes...).

Professionnel du textile, homme de terrain, il connaît les techniques administratives à l'export et a la faculté d'animer une équipe à l'international.

Mobile et disponible pour voyager, il s'exprime couramment en anglais et en allemand.

Il désire aujourd'hui rejoindre au sein d'une entreprise française internationale (SARL MF de CA) un bon développement.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence LM 15004 F 3.

EGOR RHONE-ALPES

Tour du Crédit Lyonnais  
128, rue Servant - 69001 LYON CEDEX 03  
PARIS ALGER PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BRUXELLES DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM

EGOR

### RESPONSABLE DE CLIENTELE

200 KF + / PARIS

Sous la responsabilité du Directeur Commercial, nous connaissons aujourd'hui une forte croissance. Pour améliorer encore notre service commercial, nous créons le poste de Responsable de Clientèle.

Sous la responsabilité du Directeur Commercial, vous animerez une équipe d'une dizaine de personnes (Gestionnaire du Rétail, Commercial Après Vente, Chef de Groupe Clientèle) et vous développerez l'animation commerciale à partir de notre fichier clientèle (25 000 clients).

A 30 ans environ, vous justifierez d'une formation supérieure et d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans en marketing direct, il possèdera dans le secteur de la VPC.

Créatif, dynamique, vous serez l'outil informatique. Votre talent d'animateur et votre professionnalisme vous permettront de vous imposer rapidement au sein de notre groupe commercial aux valeurs humaines.

Merci de nous renvoyer votre lettre manuscrite et CV sous référence 13.33.13 LM à notre Conseil DROUOT-L'HERMINE CONSULTANTS - 33, rue de Miramont - 75008 Paris.

**DROUOT-L'HERMINE**  
CONSULTANTS

Société en création, nous recherchons en France une personne expérimentée des équipements de télécommunications pour appuyer sur son expertise la distribution nationale des produits actionnaires. Avec une belle perspective de développement soutenu par un actionariat prestigieux et performant (groupes multinationaux permettant un développement rapide au-delà du milliard de Francs à l'horizon 2000), nous sommes amenés à recruter pour notre implantation nationale :

### CHEF DE PRODUIT SENIOR

R61 MO/CP

Une formation supérieure commerciale (Bac + 4) avec une expérience conceptuelle et un sens pédagogique ainsi qu'une forte capacité de conviction. Vous possédez une expérience de quatre ans minimum en marketing qui vous a familiarisé avec les produits et services en télécommunications, dans les domaines de l'informatique, la bureautique ou les produits électroniques. Vous vous êtes personnellement impliqué dans le lancement d'un produit et vous avez obtenu un succès commercial.

Rattaché au Directeur Marketing et Ventes, responsable des produits et services, vous aurez pour mission la conception du plan marketing et son suivi sous tous aspects.

Merci d'écrire, en précisant le poste choisi, à EUROMESSAGES - BP 80 - 92130 BOULOGNE qui transmettra.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - BREST **EUROMESSAGES**

### RESPONSABLE COMMUNICATION ET MARKETING DIRECT

Rattaché(e) au Directeur Marketing et Ventes, vous serez responsable de l'image et la notoriété du développement et de la mise en place des plans de communication. La formation Bac + 4, vous possédez une expérience confirmée de la communication d'entreprise d'au moins trois années dans un secteur concurrentiel et préalable une expérience dans une agence de conseil ou le Chef de Produit d'une entreprise à vocation marketing et grande diffusion. Autonome, il challenge votre affaire. Vous avez une bonne maîtrise de la langue française et vous maîtrisez les techniques de Marketing Direct. Anglais indispensable.

Société de services techniques (1000 personnes), d'un grand Groupe, recherche, dans le cadre de son développement pour sa région NORD

### TECHNICO- COMMERCIAL

Vous avez 24/30 ans, un niveau Bac + 3 et une première expérience dans la vente de Service en milieu industriel.

Rattaché au Directeur Régional, vous serez amené à prospecter et à négocier de nouveaux marchés.

Un métier enrichissant et valorisant, ainsi que des responsabilités, vous attendent au sein de notre structure dynamique.

Véhicule personnel indispensable.

Poste basé à VILLENEUVE FRANCAIS.

Déposez maintenant votre candidature par minitel 3616 EUROMES code 4066 ou adressez votre dossier (lettre manuscrite, CV + photo) sous réf. 4066 à EUROMESSAGES - BP 80 - 92130 BOULOGNE Cedex qui fera suivre.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - BREST **EUROMESSAGES**

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR

Journal de 150



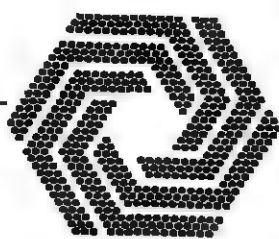
سكنا بن المرحل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde  
de la

Le Monde ■ Mercredi 22 juillet 1992 19

## Gestion et des Finances



COGEMA

LE GROUPE  
COGEMA

16 PERSONNES

21,7 MILLIARDS DE C.A.  
DONT 31 % A  
L'ETRANGER

150 REACTEURS  
NUCLEAIRES  
ALIMENTES DANS  
LE MONDE

### ANALYSTES DE GESTION SENIORS

#### Banlieue Ouest - Vélizy

Intégrés à l'équipe de Contrôle de Gestion Central du Groupe, vous devez :  
- assurer la cohérence et la qualité de l'information de gestion de branches d'activités et filiales (reporting/ budget/ actualisations/plan...);  
- Participer au processus de suivi de gestion, vous contribuez à l'analyse des résultats de la société et du groupe et prenez en charge toute étude économique jugée utile (rentabilité, investissement, contrats commerciaux...).

Ces fonctions s'adressent à des professionnels du Contrôle de Gestion alliant de solides bases comptables et une excellente connaissance des systèmes de gestion à des qualités intellectuelles et de communication. Ces postes vous permettront d'acquiescer une vision globale de méthodes pour évoluer à l'échelle de 3 ans au sein du groupe. Vous êtes diplômés d'une grande Ecole de Commerce et vous justifiez d'au moins 5 années d'expérience professionnelle.

Contacter Frédéric Pougeon au (1) 45.53.36.36 ou envoyer CV + photo + N° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, bis rue Spontini, 75116 PARIS sous réf.FP8331MO.



Michael Page Finance  
Spécialiste du Recrutement

Filiale d'un des premiers établissements bancaires de la place  
recherche un

## Organisateur

Paris

± 280 KF

Rattaché à la Direction de notre filiale, vous serez chargé des missions d'organisation de l'activité de trading sur titre de créances négociables, et de l'activité de compensation des marchés à terme.

En relation avec les front et back-office vous aurez la responsabilité de concevoir les cahiers des charges, d'élaborer les procédures et de mettre en place l'organisation informatique concernant cette activité jusqu'aux phases de test, formation...

Agé d'environ 30 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 5) et avez

une expérience similaire d'au moins 4 ans en milieu bancaire financier.

Organisé et rigoureux, vous savez mener à bien les projets qui vous sont confiés, ce qui vous ouvrira les meilleures perspectives au sein de notre structure.

Contacter Frédéric Serres au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 30 bis rue Spontini 75116 PARIS. sous réf.FS7563MO.



Michael Page Banking  
Spécialiste du Recrutement Bancaire

### Directeur Administratif et Financier

Un d'un international d'envergure, notre société est spécialisée dans le domaine des opérations techniques sophistiquées.

En liaison directe avec le Directeur Général et la maison-mère, vous êtes chargé de gérer, faire évoluer la Direction Financière et Administrative et l'adapter à l'expansion de nos activités : comptabilité, contrôle de gestion, reporting, "cash & collection", administration du personnel, fiscalité, social... Egalement la mise en place de notre système informatique et l'harmonisation des procédures internes des entités.

Position stratégique pour un candidat bilingue anglais, plutôt jeune (30/40 ans), diplômé d'une Ecole de gestion, ayant acquis des compétences financières et administratives solides en cabinet, mais surtout en entreprise de type anglo-saxon.

Vos points forts : "le savoir-s'investir", le discernement et l'autonomie qui déterminent les bonnes initiatives, la capacité à manager avec tact une équipe, en un mot le sens des solutions.

La rémunération est motivante, le poste est basé à Paris Est.

Le Directeur d'ARCOS & PARTNERS étudiera confidentiellement votre candidature adressée sous référence LM/19 - au 6 rue d'Eylau - 75116 PARIS.



### Trésorier au Gan, une assurance de réussite.

Au sein de la Direction Financière, le  
Département Gestion Obligataire  
Trésorerie recherche un :

#### TRÉSORIER CONFIRMÉ

En collaboration avec l'équipe existante, vous assurerez la gestion de la trésorerie du groupe des mandats sous gestion.

Diplômé d'un 3e cycle (Finance, Gestion...), vous serez occupé pendant au moins 2 ans une fonction similaire.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous la réf. PR/02M à Pascale Roux, GAN, DRH/GRC, 2 rue Pillet Will, 75448 Paris Cedex 09.



L'ÉNERGIE DE TOUS LES PROJETS

La Direction d'Audit Interne  
recherche des

## Auditeurs internes

### DEBUTANTS ou CONFIRMES

Vous assurerez au sein des Etablissements et Services de la C.C.I.P. :  
- des missions de contrôle de comptes  
- d'analyses des procédures ;  
- des audits opérationnels et des systèmes de gestion.

De formation supérieure en Gestion (Université ou grande école), vous possédez de bonnes qualités relationnelles et des aptitudes à la rédaction de rapports seront valorisées par nos postes.

Notre politique de formation et de mobilité vous laissera envisager de larges possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + photo + prétentions) sous référence ALM0710 à C.C.I.P. - D.R.H. 8, rue Chateaubriand - 75008 PARIS.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

### Directeur des services administratifs et financiers

#### VILLE MOYENNE POITOU-CHARENTES

Notre groupe de sociétés (250 personnes, 300 millions de chiffre d'affaires HT), fournisseur des secteurs bâtiment, travaux publics, connaît une forte croissance depuis plusieurs années.

Pour épauler la Direction générale, nous recherchons un homme de formation supérieure, type ESC + DECS, ayant acquis une expérience d'environ 10 années.

Rattaché à la Direction générale, nous vous confierons les missions suivantes : organisation des services administratifs, supervision du contrôle des comptabilités générale et analytique, établissement du bilan consolidé, gestions de trésorerie et prévisionnelle.

Vous désirez évoluer au sein d'un groupe en plein développement : nous vous proposons de nous rejoindre et d'envoyer votre candidature au journal, sous la réf. 8548, qui vous informera.

Notre société importe et distribue des articles de mode en cuir et en tissu en s'appuyant sur une image de qualité et d'authenticité. Nous recherchons pour notre filiale française un :

## DIRECTEUR FINANCIER

### Alpes Maritimes - 380 KF + voiture

Reportant au Contrôleur Financier international Américain, vous serez responsable de l'intégralité de la fonction financière et administrative et en particulier de :

- la gestion de vos équipes en tant que membre à part entière de l'équipe de direction
- la qualité des éléments financiers et du respect des dates de reporting
- le rôle d'interlocuteur pour le groupe dans tous vos domaines de compétence
- mettre en place et développer les contrôles internes
- établir les plans et le budget en liaison avec les opérations

Vous avez 30-35 ans environ, vous êtes de formation supérieure (ESC, MSG ou équivalent) et vous disposez d'une expérience de 10 années environ dans des fonctions de contrôle très opérationnelles.

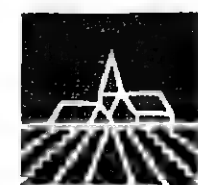
Cette expérience vous a permis de connaître le monde de la distribution et de l'import dans un contexte international. Vous êtes habitué à travailler et à reporter en anglais.

Si l'opportunité de rejoindre un groupe US de qualité pour en devenir le Directeur Financier vous attire, envoyez votre dossier complet (lettre manuscrite, CV + prétentions) sous la référence E-568 à : conseil Christian KATCHOURINE COR'EX - 11, avenue Myron T. Herrick - 75008 PARIS.



CONSEIL EN RECRUTEMENT

### CHARGE D'ETUDES STATISTIQUES



GROUPAMA  
Ile de France

ASSURANCES

recrute  
pour le département

MARKETING-  
ETUDES

Au sein d'une équipe de 7 personnes, vous aurez pour mission de :  
- analyser les tableaux de bord, l'analyse des résultats techniques et la validation des statistiques issues des systèmes d'information.

Vous travaillerez en étroite collaboration avec les services Marketing, Commercial et Gestion.

Jeune diplômé, de formation type Ecole de commerce, ENSAE ou DESS Statistiques, votre sens de la communication et votre ouverture d'esprit seront des atouts pour votre réussite.

Dans un contexte de structures évolutives en cours, disponibilité et mobilité géographique sur la région Picardie / Ile-de-France sont à envisager.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, C.V. et photo) sous réf. Sta 2 à FMAIF Recrutement 75687 PARIS cedex 14.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 0 1 5 LM

PASCALE ROBERT-DIARD



## Dirigeants

## ► DIRECTEUR DE PRODUCTION Allemagne

Notre groupe industriel français (plus de 10.000 personnes) est leader sur son marché européen.

Il connaît une forte expansion économique : doublement du CA et quadruplement des bénéfices en 6 ans.

Le développement est soutenu par une forte activité industrielle et commerciale largement répandue en Europe.

En Allemagne, notre principal employeur près de 700 personnes et obtient d'excellents résultats commerciaux et économiques, auprès d'une exigeante clientèle de constructeurs réputés.

Vous êtes ingénieur et dominé par l'électro-mécanique, vous pouvez justifier d'une expérience réussie de 12 ans ou moins dans l'industrie de transformation de grande série (Méthodes-Fabrication).

Pour approfondir vos techniques de fabrication, vous bénéficiez en France d'une période d'intégration d'un an environ.

Vous allez familiariser avec nos produits (élastomères), nos moyens de calcul, nos méthodes de fabrication, les exigences Qualité totale auxquelles nous sommes soumis. Vous pourrez ainsi diriger l'ensemble de la production de notre usine en Allemagne : fabrication, méthodes, entretien... Vous y travaillerez en étroite liaison avec le Centre de Calcul, les laboratoires matériaux et développement, les services commerciaux et marketing.

Nous choisissons pour un candidat allemand ou français, parfaitement bilingue.

Les candidats allemands pourront être reçus en Allemagne.

Merci d'adresser, sous référence 1115/N, lettre de candidature, CV (en français et en Allemand), photo et prétentions.

Conseil Pierre Lemahieu

Synergies

14, RUE LINCOLN 75008 PARIS

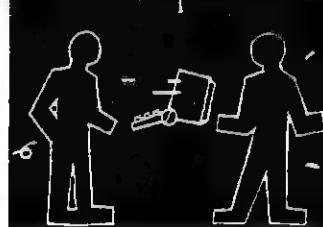
L'Institut Straumann développe son staff "Monde" et implante sa filiale France à Paris-Est. Nous sommes une société suisse leader dans le domaine de l'implantologie dentaire. Nous sommes à la recherche d'un candidat pour notre large contribution dans ce secteur grâce à la haute technologie et à la recherche. produits et notre apport permanent en matière de recherche. Pour animer notre équipe et développer notre présence sur le marché français, nous recrutons notre

## Directeur Filiale

Votre mission : relation étroite avec notre Direction Générale suisse, vous êtes le véritable patron de notre structure. Vous êtes responsable des objectifs, des budgets, appliquez la politique d'investissement. Vous êtes garant de la politique sociale et d'investissement. Vous contribuez à organiser la communication interne et externe. Vous contribuez à notre rayonnement sur le marché à travers nos clients, du monde universitaire hospitalier et des médias. Votre profil : à environ 40 ans, vous êtes diplômé d'une école de commerce, d'ingénieur, universitaire, vous êtes rompu au management et pouvez justifier d'un parcours professionnel en constante évolution. Votre connaissance du secteur dentaire serait un plus. Votre organisation associée à un esprit créatif et à un excellent relationnel est reconnue. Vous espérez une carrière à long terme. Vous êtes autonome avec un sens aigu de la rentabilité. Vous êtes prêt à vous déplacer sur le terrain. Vous êtes domicilié en France. Vous maîtrisez la langue anglaise. L'allemand serait apprécié. Rémunération attractive à négocier selon l'expérience et associée aux résultats. Les entretiens auront lieu à Paris durant le mois de juillet.

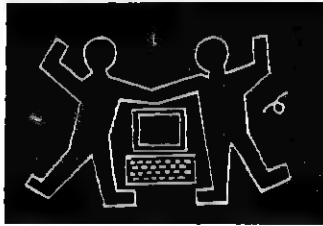
Envoyez CV et photo et prétentions sous réf. 1115/N, au Florian Mantione Institut, Conseil en recrutement, 16 rue d'Alsace, 92000 BELLIGNY. Vous pouvez consulter la définition de l'emploi sur Minitel 3615 code SOTEL.

Florian Mantione Institut  
Premier National en Recrutement

36 15  
LM

## LA PERTINENCE

Pendant un mois, nous recherchons des candidats qui correspondent exactement aux profils que vous recherchez. Les CV peuvent comprendre jusqu'à 7 pages (formation, expérience, langue, ...), complétés par les coordonnées et une lettre de motivation des candidats.



## LE RENDEMENT

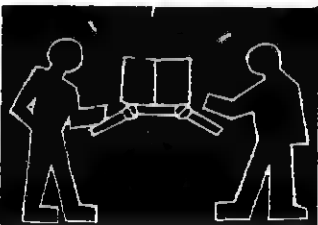
Du jeune diplômé au profil le plus pointu, le monde de l'emploi vous propose le système le plus performant pour vos recrutements.

## L'EXPERTISE

Chaque jour, des centaines de candidats découvrent vos annonces sur 3615 LM, soit par une recherche précise de poste, soit par une sélection réalisée par notre système expert en fonction de leurs curriculum-vitae.

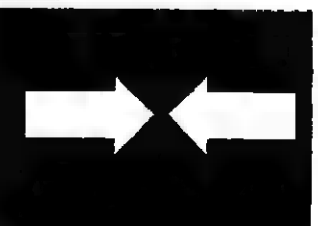
## L'INTERACTIVITÉ

Chaque jour, votre boîte aux lettres reçoit vos CV sur 3617 LM.



## LA CONVIVIALITÉ

Pour répondre aux statistiques du recrutement, pour répondre aux besoins en temps réel, pour joindre une personne nécessaire, il vous suffit d'une simple recherche sur le monde de l'emploi.

36 17  
LM CV

## Ressources Humaines



Filiale française (200 personnes, 370 MF)  
d'une multinationale de première  
leader mondial dans ses spécialités,  
nous recherchons

directeur  
ressources humaines

Rattaché(e) au Directeur de notre usine d'Alzay proche de Rouen, vous travaillerez en étroite coopération avec l'équipe de collaborateurs et les responsables opérationnels siège et usine.

- responsabilités permanentes : larges : administration et gestion du personnel usine (170 personnes) et siège (30 personnes à Rouen-Malmaison), paie, juridique, mise en application des règles de la compagnie,
- évaluation du personnel, postes, des qualifications,
- recrutement des ingénieurs et cadres pour la France,
- analyse des besoins en formation, réalisation du plan de formation, dans le cadre de l'application de notre plan mondial "qualité totale",
- relations avec les partenaires sociaux.

Vous proposez une place de développement des ressources humaines en coordination avec votre responsable fonctionnel pour l'Europe (Düsseldorf).

A une formation supérieure complétée par un DESS de ressources humaines, une parfaite maîtrise de l'anglais, la pratique de l'informatique et une première expérience similaire de quelques années, vous ajoutez la volonté d'assumer des responsabilités évolutives en gestion des ressources humaines.

Envoyez rapidement lettre, CV, photo sous réf. M 013 (pour Minitel) à M. d'Abouville - 61 Bd Carnot - 78110 Le Vésinet.

36 15  
LM

Déposez votre CV sur 3615 LM  
pour découvrir des annonces  
qui correspondent à votre profil.

## Juristes

CONFEDERATION NATIONALE DU CREDIT MUTUEL

## A l'écoute de vos ambitions...

Le Crédit Mutuel, 233 milliards de francs de dépôts, 11 millions de clients, 1.800 agences et 22.300 collaborateurs, est le 5ème groupe bancaire français.

Son organisme central, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel recherche pour son Direction Juridique et FISCAL son Responsable du Secteur Fiscal.

RESPONSABLE  
SECTEUR  
FISCAL

Professionnel et créatif, possédant le sens du dialogue et l'aptitude à animer, vous devez :

- assurer la représentation fiscale du Crédit Mutuel, tant auprès des administrations fiscales que des organismes professionnels,
- répondre aux questions fiscales des 17 groupes régionaux et des 1.800 agences dans l'organisation des missions confiées par le Comité de Direction du Groupe,
- exploiter pour le compte de l'organisme du Crédit Mutuel les compétences législatives et la jurisprudence sur les différents produits bancaires.

De formation supérieure (DEA/DESS Droit Fiscal, DJCE, ENI...), vous devez avoir une expérience fiscale d'au moins 5 ans acquise en entreprise ou en cabinet.

## CONTACT

Pour nous parler de vos ambitions, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 324/M à la DRHRS, Confédération Nationale du Crédit Mutuel, 100 rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel  
la banque à qui parler

Juriste  
d'Entreprise

Notre entreprise recherche un juriste d'entreprise pour gérer les aspects juridiques de notre activité. Le candidat devra avoir une formation juridique supérieure et une expérience professionnelle de plusieurs années. Envoyez votre CV et lettre de motivation à : M. Dupont, 10 rue de la Paix, 75002 Paris.

Michael Page Tax & Finance  
10 rue de la Paix, 75002 Paris

ROYAL CANIN  
Nourriture pour chiens et chats

BONSAI

## CLIFFORD CHANCE

## UN JURISTE

Notre cabinet recherche un juriste expérimenté pour gérer les aspects juridiques de notre activité. Le candidat devra avoir une formation juridique supérieure et une expérience professionnelle de plusieurs années. Envoyez votre CV et lettre de motivation à : M. Dupont, 10 rue de la Paix, 75002 Paris.

Clifford Chance  
10 rue de la Paix, 75002 Paris

RE T R O U V E Z V O S A N N O N C E S S U R 3 6 1 5 L M

Je m'inscris



150 000 000

Le Monde

sources Humaines

Aqualon

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

des

Juristes

Le Monde • Mercredi 22 juillet 1992 21

7

Groupe mondial de premier plan dans la "haute technologie" recherche pour Juristique

## Juriste d'Entreprise

Paris

Au sein d'une équipe de spécialistes et rattaché au Responsable d'un département, vous assurerez des fonctions de conseil et d'assistance auprès des directions et des filiales du groupe des affaires : Droit la propriété industrielle intellectuelle, droit des sociétés, suivi des dossiers contentieux.

Agé de 30 ans environ, titulaire d'un diplôme 3ème cycle (DESS, DEA, DCE...), vous justifiez impérativement d'une expérience de

3 ans au sein d'une grande entreprise dans des fonctions similaires. Parlant et écrivant couramment l'anglais, vous serez amené à intervenir sur le terrain et votre esprit d'équipe vous permettront d'évoluer au sein de ce groupe performant.

Contactez Meille Dominique Montabrie au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + lettre manuscrite + n° tél + prétentions à Michael Page Tax & Legal, 30 bis rue Spontini, 75116 Paris sous réf. 150 000 000.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juristique et Fiscal

Banque étrangère de premier plan implantée à Paris depuis plus de 70 ans spécialisée dans les opérations internationales, recherche un

## Juriste

Rattaché à la Direction des Ressources et Engagements, vous assurerez, en qualité de juriste unique, la fonction juridique au sein de la banque.

Agé d'environ 35 ans, diplômé de la faculté de droit (maîtrise, 3e cycle), vous avez acquis une expérience significative (7/8 ans) en qualité de juriste de banque.

A ce titre vous serez principalement pour mission :  
- d'assister les services de la banque dans les prises de décisions (opérations internationales, crédits documentaires, marchés financiers, ingénierie financière...),  
- de participer à la négociation de la rédaction des contrats internationaux,  
- de prévenir et gérer les contentieux,  
- d'apporter des conseils opérationnels (droit des sociétés, assurances, droit du travail...).

Rigoureux et pragmatique, vos qualités techniques et relationnelles alliées à un fort investissement personnel vous permettront de réussir dans ce poste qui nécessite une bonne pratique de l'anglais et peut impliquer quelques déplacements à l'étranger.

Contactez Thierry Virol au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + lettre manuscrite + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis rue Spontini, 75116 Paris, réf. TV8273MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juristique et Fiscal



Leader européen dans la nutrition canine, recherche un

Rattaché au Président Directeur Général, vous intervenez comme expert en matière juridique sur des missions variées : vous gérez le développement et les transformations des sociétés du groupe et la cohérence des décisions juridiques la stratégie globale. Vous participez également au bon déroulement des contrats courants (Personnel, Assurance, Distribution...) et réglez les contentieux. Conseiller technique, vous assurez juridiquement les différents services de la société, la Direction des Ressources Humaines les questions de personnel. Vous garantissez enfin l'optimisation fiscale à jour les différents documents juridiques.

A 27/32 ans, vous êtes diplômé d'une maîtrise de Droit d'un troisième cycle (DEA, DESS...) et bénéficiez d'une expérience de 3 à 5 ans dans un cabinet conseil ou en entreprise. Ce poste requiert des qualités relationnelles d'écoute développées, une grande autonomie, un sens aigu des responsabilités et la maîtrise de l'anglais.

Poste basé à proximité de Montpellier.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf JUR à conseil ALPHA CDI - Nicole BRESSON 20, avenue André Malraux - 92300 Levallois Perret.

Fidal Peat International

recherche un

## Fiscaliste

Dé formation fiscale supérieure (DEA, DESS, ENI), vous serez estimé capable de parler couramment l'anglais à court terme et vous justifiez d'au moins quatre ans d'expérience acquise au sein d'un cabinet, d'une entreprise ou en qualité de fonctionnaire ou de permanent d'organisme professionnel.

Vous serez amené à traiter, avec le soutien d'une équipe particulièrement compétente, des dossiers fiscaux passionnants et diversifiés dans un contexte international.

Adressez, en toute confidentialité, votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo et rémunération), sous la référence LM 920701, à Intuitu Personae, Recrutement Juridique et Fiscal, 97 avenue de La Bourdonnais, 75007 Paris.



## Juristes/Fiscalistes Consultant

Paris

Vous souhaitez : un poste commercial, riche de contacts où vous serez en relation avec des interlocuteurs de haut niveau au sein d'une équipe performante. Vous mènerez à bien des missions, la prospection commerciale au recrutement de juristes et de fiscalistes.

Vous êtes : de l'énergie, du courage, l'ambition, une première expérience d'un à trois ans en tant que juriste ou fiscaliste en entreprise ou/et cabinet. Alors devenez consultant en recrutement de cadres juridiques fiscaux chez Michael Page Tax & Legal, groupe coté à Bourse de Londres, l'un des leaders européens du recrutement.

Contactez Charles-Henri Dumon ou Christophe Aubry au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + tél + rémunération à Michael Page 30 bis, rue Spontini 75116 PARIS, sous réf. CHDS8MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juristique et Fiscal

## CLIFFORD CHANCE

recherche pour son bureau de PARIS

### UN JURISTE

(2 à 5 ans d'expérience)

pour renforcer le groupe Computer et Communications

Le candidat devra posséder une connaissance du droit des obligations et plus généralement du droit commercial et avoir une réelle spécialisation dans les domaines suivants :

- droit de l'informatique
- droit des télécommunications

Doté d'une solide expérience en droit des affaires (doctorat, DESS, DEA), complétée, le cas échéant, par un diplôme d'une grande école de commerce, et muni d'une première expérience réussie dans les domaines susmentionnés, en conseil ou en entreprise, le candidat devra avoir une parfaite maîtrise de l'anglais.

Une excellente présentation, le sens du travail humain et l'esprit d'équipe sont également exigés.

Prière d'adresser votre lettre de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photographie et rémunération actuelle) à :

Clifford Chance  
direction du Personnel  
112, avenue de la République  
BP 163 Trocadero  
75770 Paris Cedex 16

Filiale de BOSCH TELECOM

## RESPONSABLE JURIDIQUE H/F

(36 collaborateurs européens en télécommunications), JS TELECOM, technique, et systèmes de télécommunications.

Rattaché à la Direction Générale, et avec l'appui d'une petite équipe vos responsabilités engloberont diverses facettes du domaine juridique :

- relations juridiques de JS TELECOM (1 000 p.) et ses filiales.
- droit des sociétés, fusions, acquisitions, etc.
- affaires (contrats commerciaux France et Export)
- secrétariat général.

Ce poste offre une belle opportunité pour un candidat de formation juridique supérieure, fort d'une première expérience de 5 ans environ acquise en entreprise ou en cabinet. Un bon niveau d'anglais est indispensable. L'allemand est apprécié.

Des déplacements sont à prévoir. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. LM 2309 à JS TELECOM - Catherine HUSSON - 36 38 rue de la Principauté - 75010 PARIS CEDEX 10

JS TELECOM  
Bosch Telecom

## Juriste d'entreprise au GAN, une assurance de réussite.

renforçons le secrétariat général en un poste nouveau.

Au sein d'une petite équipe, vous assurerez une double mission : juridique et judiciaire :

- Consultations internes sur des sujets extrêmement variés.
- procédures que le Groupe fait l'objet ou qu'il a engagées.

Dans le cadre de ces missions, vous serez amené à rédiger des écritures judiciaires, des contrats, à participer à des expertises notamment comptables et plus généralement à suivre les procédures vous avez la charge avec des avocats mandataires.

En qualité de juriste d'entreprise au sein d'un cabinet d'avocat, vous aurez acquis depuis 5 ans minimum des compétences techniques incluant une connaissance approfondie des procédures (droit privé principalement) et une excellente maîtrise de l'anglais qui vous permettront d'être un interlocuteur apprécié à tous les niveaux de la hiérarchie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. PR/03M, à Pascale Roux, GAN, DRH/GRC, 111 Pilec Will, 75448 Paris Cedex 09.



L'ENERGIE DE VOS PROJETS

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

PAULE ROBERT-DIARD



**SOPEXA**

Société internationale de conseil en marketing et communication globale pour l'agro-alimentaire français recherche pour son département "élevage"

**CHARGÉ DE MISSION**

Ingénieur Agronome ou Agricole (28-30 ans) en France et dans le monde entier, la promotion de la valorisation de l'élevage français :

- par des publications techniques (brochures, fascicules, articles, ...)
- dont vous avez la responsabilité de rédaction et de réalisation,
- par l'organisation technique matérielle et la présence aux grandes expositions internationales agricoles,
- par des actions de conseil et de relations publiques auprès des professionnels français et étrangers.

Formation supérieure, spécialisée dans le secteur des productions animales, vous avez 2 ou 3 ans d'expérience dans la fonction commerciale-expert.

Ouvert, mobile, disponible, maîtrisez bien l'anglais et si possible l'espagnol et l'allemand.

Ce poste, basé à Paris, nécessite de très fréquents déplacements dans le monde entier (80 jours par an environ).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, s/réf. CHM/10.

MTL CONSEIL - 85 bis, rue Albert 1<sup>er</sup> - 92500 RUEIL MALMAISON ou tapez 3617 CPR code CMSO.

**MTL CONSEIL**

**Sur des marchés internationaux, la finance, c'est tout un monde.**

Gestion de capitaux, ingénierie financière, assurance-vie, gestion de patrimoine... dans tous ces domaines, BIP affirme le savoir-faire d'une équipe professionnelle. Engagés dans la voie du conseil, tournés vers l'avenir, nos collaborateurs n'ont qu'un objectif : aider les clients de BIP à prendre la meilleure décision.

**Chef du service Organisation**

Rattaché au Secrétariat Général, le chef du service Organisation encadre une équipe de 4 à 40 organisateurs dont les prestations sont toutes les sociétés du groupe et les placent au carrefour des activités financières, commerciales, administratives, en lien avec de nombreux interlocuteurs.

Si vous avez une formation grande école de gestion ou/et scientifique et une expérience professionnelle de 10 à 15 années dont une partie en milieu financier, n'hésitez pas à nous contacter. Votre niveau d'encadrement et votre apport méthodologique sont déterminants pour la réussite. Nous vous offrons une rémunération attractive.

Merci d'adresser : candidature (lettre manuscrite + CV et photo), s/réf. REPORG, à BIP, Direction des Ressources Humaines, 118 rue Haussmann, 75001 Paris.

**bip** Banque Internationale de Placement  
Groupe Dresdner Bank

**SOMIVAL** - Société d'aménagement Régional, nous participons pleinement à l'équipement et au développement économique de la Région Centre par nos actions de partenariat avec les collectivités locales et les entreprises. Nous recherchons pour notre département Agro-Alimentaire,

**CHARGÉ D'ETUDES SENIOR H/F**

35 ans environ, ingénieur agronome ou agricole de formation, quelques années d'expérience en Bureau d'études ou dans le secteur de la recherche vous conduisent aujourd'hui à prendre en charge :

- la conceptualisation, la négociation et la réalisation d'études techniques et marketing dans le secteur agro-alimentaire (dans les filières viande et lait principalement),
- le montage et la conduite de dossiers d'investissement ainsi que l'assistance technique pour les projets de développement des industries agro-alimentaires sur notre région.

Rigoureux, méthodique, organisé, passionné par les études, vous êtes également la preuve de créativité, de capacité de négociation et de dialogue nécessaires à ce rôle de conseil. Ce poste est basé à Clermont-Ferrand.

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous référence CET/20 à MTL Conseil 85 bis, avenue Albert 1<sup>er</sup> 92500 Rueil Malmaison ou tapez 3617 CPR code VAL1.

**MTL CONSEIL**

**36 15 LM**

Chaque mois, 25 000 utilisateurs se connectent sur 3615 LM, le service télématique expert de l'emploi des cadres. Depuis un an, 40 000 CV ont été déposés sur 3615 LM.

Le Monde  
des  
**Collectivités territoriales**

**L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION** recrute

**LE CHEF DE SON SERVICE INFORMATIQUE**

*Le service informatique de l'ENA remplit une triple mission :*

**Pédagogique, de gestion et de recherche**

- Dans la perspective du transfert prochain de l'Ecole à Strasbourg, le (la) candidat(e) définira rapidement les besoins qui seront ceux d'un établissement entièrement modernisé.
- Cette personne disposera d'une solide formation universitaire (3<sup>e</sup> cycle) et devra en outre se prévaloir d'une expérience réussie dans un poste similaire.

Le poste, à pourvoir en septembre 1992, sera basé à Paris jusqu'au 31 décembre 1993, puis à Strasbourg.

Adresser lettre de candidature manuscrite, curriculum vitae et prétentions à Monsieur le directeur de l'ENA, 13, rue de l'Université, 75343 PARIS CEDEX 07 (avant le 10 septembre 1992).

**LE COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME DE LA CHARENTE** recrute son directeur

**Mission :** L'autorité du président, il assure la promotion et leur développement de produits. Il sera en relation avec tous les acteurs du tourisme et pourra appuyer sur une équipe motivée.

**Profil :** - formation : BAC + 3 avec expérience ;  
- anglais courant ;  
- créativité et dynamisme.

Le poste est disponible.

Adresser lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions à M. le Président du Comité départemental du Tourisme, place Bouleaud - 16021 ANGOULÊME CEDEX.

**GRUPE D'ÉLUS DU CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ESSONNE** recherche

**ATTACHÉ (H ou F) (emploi contractuel)**

**MISSIONS :**

- Organisation du service du conseil et de l'information des élus.
- Coordination des actions.

Les candidats devront présenter une solide expérience en administration, et justifier d'une connaissance des collectivités territoriales.

Poste à pourvoir immédiatement.

Les candidats doivent être adressés à : Monsieur le Maire, conseiller général Hôtel de Ville (Cabinet du Maire) Sainte-Geneviève-des-Bois (91708). Tél. : 60-15-20-80

*une équipe*

**PIERREFITTE-SUR-SEINE** recherche

**chargé de mission responsable des affaires économiques**

**Missions :**

- Participer à des opérations d'aménagement complexes dans un cadre communal et intercommunal.
- Optimiser le potentiel d'attraction économique et le dynamisme économique de la ville en fonction de critères qui privilégient l'emploi mais aussi des ressources fiscales nouvelles.
- Mettre en place un observatoire économique.
- Piloter un projet de création d'une pépinière d'entreprises.

**Votre profil :**

- De formation économique supérieure, vous possédez une expérience confirmée acquise dans un poste similaire, une SEM ou une entreprise.
- Vous êtes apte à travailler avec des élus. Réaliste, sachant rendre compte, vous savez communiquer et négocier.
- Vous possédez une excellente culture générale qui vous permet de comprendre les interdépendances entre différents services et acteurs locaux et régionaux.
- Vous êtes disponible idéalement à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1992.

**500 agents**  
à Paris  
(RER 15 min)  
La ville offre les attraits d'une ville moderne et le charme d'un passé vivant.

**écrivez**

CV + candidature, photo, et prétentions à M. le Maire, Place de la Libération 93980

*en marche*

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

mécanique  
matériauxl'école des m  
de Paris

Placoplatre

BPB

EMPLOI

150



سكنا على المرحلي

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde  
des

Le Monde • Mercredi 22 juillet 1992 23

## Secteurs de Pointe

### ÉCOLE DES MINES DE PARIS

Vous êtes jeunes diplômés en

### mécanique matériaux

Vous voulez valoriser votre diplôme,  
Grandes Ecoles - D.E.A.

### l'école des mines de Paris

Vous proposez deux formations au  
centre de mise en forme des  
matériaux (Sophia-Antipolis - 06)

dans les domaines suivants : matériaux modernes (alliages  
métalliques, polymères, composites), mécanique,  
simulation numérique, rhéologie, métallurgie, plasturgie,  
en liaison avec l'industrie française et internationale.

#### THÈSE DE DOCTORAT

• Durée : 3 ans • Rémunération : 100 000 F nets annuels  
ou bourses CIFRE.

#### MASTÈRE

• Durée : 1 an dont 5 mois stage. • Frais de scolarité pris  
en charge.

Envoyer CV détaillé et photo sur le 22 07 92 :

• Thèse : Madame Capitain

• Mastère : M. Laboureur

06 Mines - Sophia Antipolis 06308 Valbonne Cedex.

Tél. (16) 93 75 75.

Leader dans le domaine de l'Assurance des Risques de Haute Technologie, notre société de  
Courtage est membre d'un important groupe international.

Au sein de la division des branches spécialisées, le Département Electricité et Nucléaire  
intervient auprès des principaux acteurs du monde de l'Industrie Nucléaire Civile et de  
l'Energie. Nous recherchons un

## Ingénieur

Rattaché Directeur de la Division, intégré une équipe de 14 personnes, vous aurez à :

- participer à l'analyse des risques existants chez nos clients : Industrie Nucléaire Civile,  
production et distribution d'énergie, grands travaux...
- négoier auprès des compagnies les plus appropriées.
- le suivi des dossiers et développer l'activité.

A 35 ans, Ingénieur issu d'une grande école ou d'une ENSI, avec une expérience  
technique d'au moins cinq années.

Vous connaissez de préférence le domaine de l'Industrie Nucléaire Civile.

Vous êtes rigoureux, méthodique et communiquez facilement.

Vous aimez le travail en équipe et des dispositions commerciales.

Le niveau de rémunération, les perspectives d'évolution au sein du groupe sont  
particulièrement intéressantes.

Une pratique opérationnelle de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, réf. 24-203-261,  
à Conseil Onoma, 26 rue de Berri, 75008 Paris.

ONOMA



PARIS - LILLE - LYON - NANTES

### Placoplatre

Signe la qualité

Au sein du Groupe BPB INDUSTRIES, leader européen  
produits du plâtre, BPB FRANCE, 1 500 personnes,  
3 milliards de Francs CA, recherche pour sa Division  
PLACOPLATRE (1 000 personnes, 1,7 milliard de F. de CA) :

#### CHEF DE PROJET ENGINEERING Réf. A20708

Futur opérationnel : Production / Services Techniques

Au sein de la Direction Technique, en liaison avec un bureau  
d'études et une équipe d'ingénieurs de techniciens spécialisés,  
coordonnez les études et les nouvelles installations  
industrielles.

30/35 ans, ingénieur de formation, votre expérience professionnelle a  
conforté votre potentiel technique (mécanique, électricité,  
automatisme) et votre sens de l'animation des hommes.

#### INGÉNIEUR MAINTENANCE ÉLECTRICITÉ Réf. A20709

27/30 ans, diplômé d'une Ecole d'Ingénieur, spécialisé en  
justifiant d'une expérience de 10 ans un poste

Sous la responsabilité du Chef des Services Techniques de  
principale Usine, vous prendrez en charge l'ensemble de la  
maintenance électrique des installations fortement automatisées.

Pour ces postes, RÉGION PARISIENNE, merci d'adresser  
votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo) sous  
référence choisie à Conseil Madame, 52, rue de la  
Fédération - 75015 PARIS.



### PRENEZ LE BON DEPART AU SEIN D'UNE ENTREPRISE PILOTE !

SEPEREF, 900 personnes, filiale de la Compagnie Générale  
Eaux, spécialisée dans l'extrusion des matières plastiques et la  
production d'équipements pour la distribution des eaux,  
recherche

#### INGÉNIEURS DEBUTANTS Produits Nouveaux

Liberté des O.M., vous avez l'esprit d'équipe, êtes curieux, créatif  
et aimez communiquer.

Rejoignez à Lyon notre Bureau d'Etudes doté d'une CAO  
performante où vous trouverez l'opportunité de valoriser  
rapidement vos connaissances.

Votre polyvalence vous permet de prendre en charge le  
développement des produits nouveaux depuis l'analyse du  
cahier des charges jusqu'à la mise au point définitive et le  
lancement industriel.

A terme, vous êtes prêt à évoluer vers d'autres missions et  
d'autres filiales.

Notre consultant Paul-André FAURE vous remercie de lui écrire  
si réf. 1694 chez Alexandre TIC S.A. - 7 rue Servant - 69003 LYON

Seperef

### INGENIEURS CHARGES D'AFFAIRES SOUS-TRAITANCE

Filiale GTM-ENTREPOSE (Groupe Lyonnaise des Eaux -  
Dumez), ETPM est l'un des  
spécialistes mondiaux de  
l'offshore et un chiffre  
d'affaires de 2,7 milliards  
de francs.

Pour renforcer son SUBCON-  
TRACTING DEPARTMENT en  
charge de la passation des  
marchés de prestations exté-  
rieures (dans le cadre de la  
construction de plate-formes  
pétrolières, pose de pipe-  
lines en mer), nous recherchons  
aujourd'hui 2 ingénieurs chargés  
d'affaires.

En relation avec les services  
techniques et commerciaux,  
vous serez responsables de  
la préparation des

consultations des sous-traitants  
(plongée, ensouillage, pos-  
tage, dragage, assuran-  
ce navire), l'analyse des  
offres et des recommanda-  
tions, de la négociation et  
la rédaction.

Ce poste nécessite un mini-  
mum d'expérience de 3 à  
5 ans dans les domaines in-  
dustriels offshore, travaux mari-  
times, portuaires, grands tra-  
vaux, expédition, gestion de  
contrat ou sous-traitance.

Le maître de l'anglais est  
indispensable.

d'adresser votre manus-  
crite + CV à ETPM - DRH  
57, av. Jules Guenin - BP 207  
92002 NANTERRE.

ETPM

LA MER - SES

ARCHITECTES

### EMPLOI



### Le mardi, c'est tout un Monde

AVEC 10 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

DANS LE "SUPPLÉMENT" LE MONDE INITIATIVES (MARDI DATÉ MERCREDI)

Le Monde des Dirigeants  
Le Monde du Premier Emploi  
Le Monde de la Gestion et des Finances

Le Monde des Ressources Humaines  
Le Monde des Juristes

Le Monde des Cadres  
Le Monde des Collectivités Territoriales  
Le Monde de l'Informatique  
Le Monde des Secteurs de Pointe  
Le Monde des Commerciaux

Le Monde

INITIATIVES

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 015 LM

PASCALLE ROBERT-DIARD



## VIE DES ENTREPRISES

Alors que son PDG attend un apport de capital avant le 31 juillet

## Le groupe d'interim grenoblois RMO est confronté à des difficultés financières

« Nous sommes en difficultés financières. Des chèques ont été impayés. Nous faisons face pour le plan financier et le plan opérationnel de l'entreprise. » Le PDG de RMO, M. Marc Brailion, a dû reconnaître, lundi 20 juillet lors d'une conférence de presse, que son groupe de travail temporaire était « lâché » par deux de ses banques. En vingt-cinq ans, le fondateur de RMO, M. Brailion, était pourtant parvenu à hisser son groupe au cinquième rang des entreprises de travail temporaire françaises. Une belle réussite pour la société d'interim grenobloise, dont le chiffre d'affaires atteignait 1 milliard de francs pour l'activité principale en 1991, et dont les bénéfices culminaient à la même année, à un million de salaires permanents et 15 000 intérimaires. RMO possédait même une filiale en Afrique, au Brésil et en Espagne. M. Brailion avait diversifié les activités de son groupe, présent non seulement dans le travail temporaire

mais aussi dans le nettoyage et la maintenance industrielle, la formation continue, l'enseignement privé, la traduction, l'audio et la vidéo.

Ancien joueur fédéral de football, patron de RMO avait très tôt développé une intense activité de sponsoring. RMO avait parrainé les débuts d'Alain Prost et de René Arnoux en formule 1, puis donné à Jacques Villeneuve le titre de champion du monde de boxe. Dans le Tour de France 1992, l'équipe RMO fut la plus en vue, avec le meilleur Français de l'épreuve, Pascal Lino.

Depuis 1991, M. Brailion avait révisé ses ambitions à la baisse, car la situation financière de RMO était fortement dégradée. Le groupe avait perdu 70 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 1 milliard. M. Brailion avait même commencé à réduire son groupe : il avait décidé de fermer 31 de ses 237 agences de travail temporaire, et avait séparé le caractère de son filiale qui avait réalisé une effective de 100 millions de francs.

Il s'était résigné à réduire son budget sportif de 40 à 20 millions de francs.

En effet, le groupe grenoblois en difficulté avait annoncé l'entrée dans son capital d'un investisseur basé à Londres, qui devait lui apporter 120 millions de francs : 50 millions en prise de participation directe et 70 millions de prêt personnel. M. Brailion, jusque-là actionnaire unique, attendait toujours cet apport de capital. Et les banques créancières perdent patience. La plupart des membres du pool bancaire qui soutient M. Brailion ont suspendu depuis le 30 juin toute garantie, et ont depuis le milieu de la semaine dernière honoré les chèques destinés à leur personnel et fournisseurs. Mais le patron de RMO affirme que la situation se réaffirme bien : le 31 juillet 1992, sous la forme d'un prêt irrévocable.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## CESSION

Le groupe pharmaceutique Schering cède pour 2,2 milliards de francs, Schering a annoncé, lundi 20 juillet, la vente à l'américain de la division chimie, la Schering Corporation, à la filiale de produits chimiques, la Schering Chemicals, pour un montant de 2,2 milliards de francs. Le groupe allemand, qui possède une filiale en France, a annoncé la vente de sa division chimie traditionnelle (pharmacie et produits phytosanitaires), avait annoncé au début de l'année être à la recherche d'un acquéreur pour ses divisions pharmaceutiques, spécialisées notamment dans la production de médicaments et de produits plastiques pour l'industrie automobile, d'une part, et dans les cosmétiques, d'autre part.

## CRISES

Citroën : nouvelles journées de chômage partiel aux usines de Rennes. La direction de Citroën a annoncé, lundi 20 juillet, à l'issue d'un comité d'établissement, quatre nouvelles journées de chômage partiel, les 4, 11, 14 et 18 septembre, pour le personnel ouvrier de la Janais, principale unité de production de véhicules automobiles.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'assemblée générale des actionnaires de COGEDIM, réunie le mardi 10 juin sous la présidence de M. Michel Mauer, a enregistré les résultats de l'activité en 1991 : approuvé les comptes de l'exercice.

Malgré la crise immobilière, COGEDIM a obtenu 3,3 milliards de francs de placements (840 logements) et 57 000 m<sup>2</sup> de bureaux et commerces et c'est à ce niveau qu'elle a décidé de poursuivre ses objectifs d'activité pour les prochains exercices.

En 1991, les excédents de trésorerie dégagés par les programmes entièrement vendus ont pu être maintenus à un montant élevé (1 milliard de francs), permettant ainsi de limiter les besoins de crédit sur les programmes à un niveau inférieur aux prévisions.

COGEDIM a réduit ses effectifs ainsi que ses nouvelles acquisitions foncières, n'a procédé à aucune nouvelle acquisition patrimoniale. La plus-value latente sur l'ensemble de son patrimoine « sécurité », qui a été évaluée à 118,6 millions de francs, a été utilisée pour l'accroissement des rendements demandés par les investisseurs, estimée à 400 MF au 31 décembre 1991.

Le bénéfice du groupe, après provisions (200 MF) et frais financiers sur programmes en cours, s'établit à 190,7 millions de francs avant impôt et 118,6 millions de francs après impôt. Le dividende net de l'exercice a été fixé par l'assemblée à 30 francs par action contre 25 francs pour l'exercice précédent.

Les actionnaires pourront opter pour le paiement du dividende en actions (prix d'émission des actions : 100 francs). A l'unanimité, les actionnaires représentés au conseil d'administration ont indiqué qu'ils opteraient pour le paiement du dividende en actions.

A l'issue de cette opération, les capitaux propres de COGEDIM dépasseront 710 MF.

L'assemblée générale ordinaire a été suivie d'une assemblée générale extraordinaire, qui a autorisé le conseil à attribuer des options d'achat dans la limite de 50 000 titres.

Les ouvriers de la Barre-Thomas, le second site de production rennais, ne seront touchés que les 14 et 18 septembre tandis que les employés de la Janais, un site à la Barre-Thomas. Ces décisions, prises en raison d'un surcoût non résorbé à ce jour, portent sur 27 le nombre de jours de chômage chez Citroën-Rennes depuis le début de l'année 1992.

General Motors propose de louer ses usines à ses fournisseurs européens. General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

General Motors (GM) a proposé à ses fournisseurs européens de leur louer ses usines inoccupées aux Etats-Unis et d'employer 15 000 de ses salariés en chômage technique, rapporte vendredi 17 juillet le quotidien Wall Street Journal.

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 21 juillet ↑

## Indice

Après deux jours de forte hausse, le CAC 40 a repris son souffle, mardi 21 juillet, sur un marché beaucoup plus calme. Il n'y a pas de quoi pousser pour autant la petite progression à long terme. Le CAC 40 a pu afficher un gain de 0,81 %, mais cette progression a été ramenée à 0,21 %, soit 1 771,58 points à l'après-midi.

A la séance, les opérations ont été marquées par la « psychose de krach » qui a envahi les marchés. Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Il faut dire que sur le plan fondamental, le CAC 40 n'a pas changé. Les incertitudes sur une possible hausse du taux de l'argent restent d'actualité. Ici la fin de septembre, les investisseurs ont des doutes sur les perspectives économiques. Les prévisions de croissance sont faibles. Les prévisions de croissance sont faibles.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

Les investisseurs ont montré une extrême prudence. La hausse du CAC 40 est la seule à avoir pu se confirmer. Il a fallu que le CAC 40 soit au-dessus de 1 700 points pour que les investisseurs reviennent à la hausse.

## PARIS :

## Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	4138	4200	Immob. Hérault	1020	1015
Arcelor	228	230	Immob. Compteur	150	154 80
Banque Paribas	23 70	23 70	IP.B.M.	61 50	61 50
Banque Paribas	715	715	Loire	104	103 50
Banque Paribas	470	483	Loire	215 10	215 10
Banque Paribas	200	200	Loire	138 30	138 30
Banque Paribas	705	700	Loire	450	442 10
Banque Paribas	340	340	Loire	330	330
Banque Paribas	717	691	Loire	35	35
Banque Paribas	118	120	Loire	258	258
Banque Paribas	230	230	Loire	258	258
Banque Paribas	1080	1075	Loire	467 90	470
Banque Paribas	282 80	282 80	Loire	353	350
Banque Paribas	1159	1218	Loire	255	255
Banque Paribas	142	140	Loire	95 50	95 50
Banque Paribas	302	301	Loire	748	750
Banque Paribas	1080	1080			
Banque Paribas	1040	952			
Banque Paribas	172	172			
Banque Paribas	110	108			
Banque Paribas	240	240			
Banque Paribas	194	188			
Banque Paribas	64	63 80			
Banque Paribas	333	317 20			
Banque Paribas	170	170			
Banque Paribas	785	785			
Banque Paribas	188	171			
Banque Paribas	82	82			

## LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 - Cotation en pourcentage du 20 juillet 1992

Nombre de valeurs estimées : 203 104

COURS	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	105,74	105,92	106,06
Précédent	105,08	105,46	105,70

## Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 92	Déc. 92	Sept. 92	Déc. 92
107	0,22	0,67	1,49	1,99

## CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Juin 92	Juillet 92	Août 92
Dernier	1 777	1 772	1 809
Précédent	1 812	1 840	1 854,50

## CHANGES

5,04 F ↑

Après une hausse des taux, le dollar a baissé, mais en baisse par rapport à ses plus hauts niveaux atteints lundi fin d'après-midi. A Paris, la monnaie américaine cotait 5,04 francs contre 4,914 francs au cours de la séance de la Banque de France de lundi (lire 17).

FRANCOFONIE 20 juillet 21 juillet  
Dollar (en DM) 124,61 125,12  
Dollar (en yen) 124,61 125,12

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)  
Paris (21 juillet) 117,14 %  
New-York (20 juillet) 117,14 %

BOURSES  
PARIS (NSEE, base 100 : 31-12-91)  
17 juillet 20 juillet  
Indice général 102 102  
Indice CAC 40 102 102  
Indice CAC 40 102 102  
Indice CAC 40 102 102

NEW-YORK (NSEE, base 100 : 31-12-91)  
17 juillet 20 juillet  
Indice général 3 331,64 3 331,64  
Indice CAC 40 3 331,64 3 331,64  
Indice CAC 40 3 331,64 3 331,64  
Indice CAC 40 3 331,64 3 331,64

LONDRES (indice FTSE 100)  
17 juillet 20 juillet  
100 valeurs 2 431,90 2 431,90  
30 valeurs 1 852,10 1 852,10  
Fonds d'investissement 95,50 95,50

FRANCOFONIE 17 juillet 20 juillet  
Dev. 1 702,66 1 698,67  
Nikkei Dow Jones 15 160 16 002,41  
Indice général 1 230,14 1 230,14

TOKYO 20 juillet 21 juillet  
Nikkei Dow Jones 15 160 16 002,41  
Indice général 1 230,14 1 230,14

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

anc suisse	8 5/8	8 3/4	8 11/16	8 3/16	8 11/16	8 13/16
re italienne (1000)	18 3/4	19	18	18 1/4	17	17 1/4
re sterling	10 3/16	10 5/16	10 3/16	10 5/16	10 1/4	10 3/8
eseta (100)	12 3/4	13	12 3/4	13	12 7/8	13 1/8
FRANC FRANÇAIS	10 1/8	10 1/4	10 1/4	10 3/8	10 1/4	10 3/8



## Cours relevés à 14 h 00

20/7

**PASCAL ROBERT-DIARD**



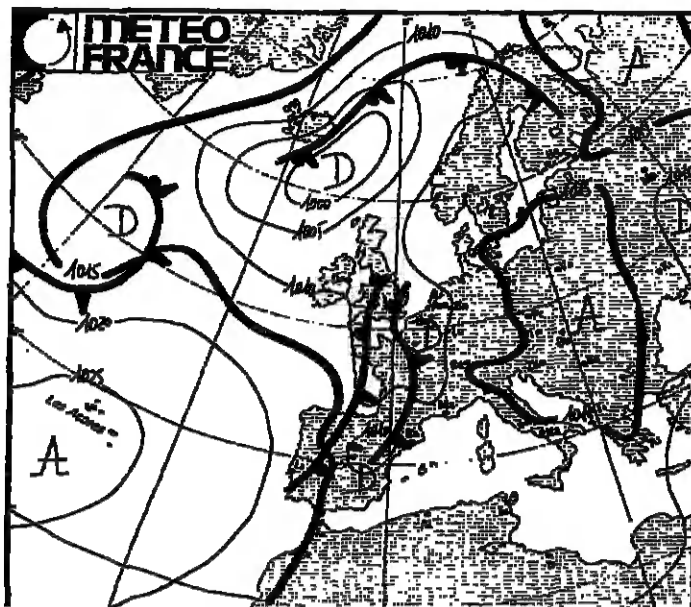




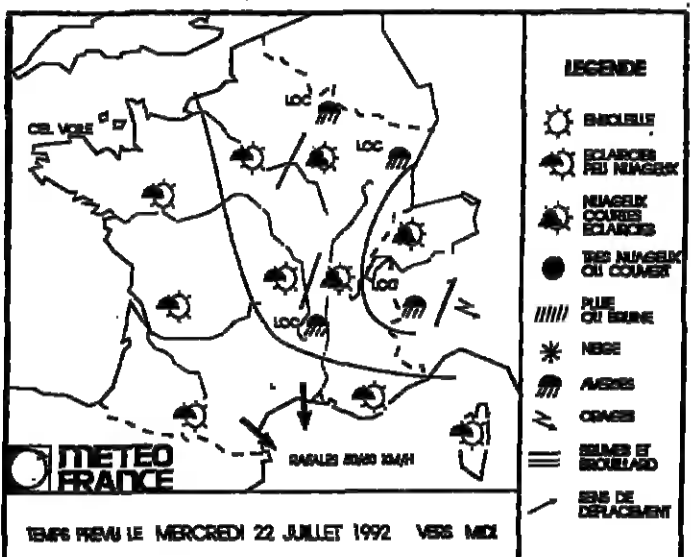
سكنى الى الوطن

# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21 JUILLET 1992 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 22 JUILLET 1992

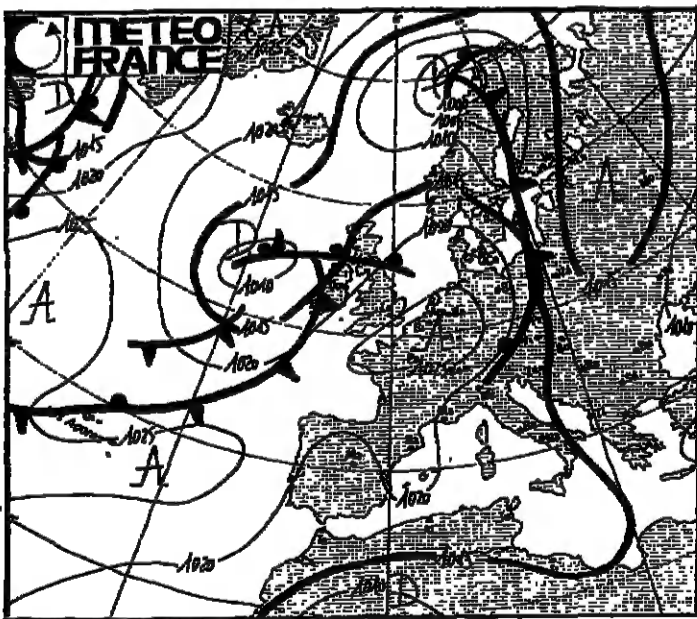


Mercredi. - De l'extrême Sud-Est aux Alpes, des orages éclateront jusqu'en début de matinée. Le ciel sera ensuite très nuageux et pluvieux par moments. Sur le reste du pays, le ciel sera nuageux. Des averses se produiront au nord de la Loire puis s'atténueront par l'ouest en fin d'après-midi avec de belles éclaircies. Plus au Sud, les nuages se dissiperont et la journée sera plutôt ensoleillée.

Le mistral et le tramontane souffleront modérément. Les températures minimales seront de l'ordre de 11 degrés à 13 degrés sur la Nord-Ouest, 15 degrés à 17 degrés sur la Sud-Est et 13 degrés à 15 degrés sur le reste du pays.

L'après-midi, le thermomètre atteindra 19 degrés à 21 degrés près de la Manche, 24 degrés à 28 degrés près de la Méditerranée et 21 degrés à 26 degrés sur le reste du pays.

PRÉVISIONS POUR LE 23 JUILLET 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 20-7-1992 à 18 heures TUC et le 21-7-1992 à 6 heures TUC											
le 21-7-92											
FRANCE											
ALGER	30	20	D	TOULOUSE	33	21	C	LUXEMBOURG	30	19	C
BARCELONE	30	19	P	TOURS	33	19	C	MADRID	37	20	N
BORDAUX	30	19	C	POURTA-PYRE	33	23	N	MARRAKECH	38	20	D
BREIST	30	19	O	ÉTRANGER				MEXICO	22	15	D
CARIN	30	17	C	ALGER	40	22	N	MILAN	30	19	N
CHERBOURG	30	16	N	AMSTERDAM	28	13	C	MONTREAL	35	17	D
CLEMONT-FR.	34	19	N	ATHENS	29	20	D	MOSCOW	19	16	C
DALON	32	21	D	BANGKOK	34	26	N	NAIROBI	24	12	C
GENÈVE	30	19	D	BANGKONG	37	19	D	NEW-YORK	31	25	N
HAÏPHONG	30	19	D	BEIRUT	28	18	D	OSLO	-	-	-
LEJLE	30	19	D	BELGRADE	28	18	D	PALMA DE MAYA	35	17	D
LIÉGEOIS	32	19	O	BERLIN	32	21	N	PARIS	29	21	D
LYON	32	19	O	BUDAPESTE	29	18	O	PRAGUE	29	21	D
MAIRVILLE	30	21	D	CAIRO	35	25	D	ROME	31	20	D
NANCY	32	19	N	COPENHAGUE	25	16	N	SARAJEVO	30	21	N
NANTES	32	18	C	DAKAR	28	18	N	SINGAPOUR	31	25	C
NIJON	32	18	C	DELHI	31	27	C	STOCKHOLM	14	13	D
PAUL-MONTES	30	19	N	CONGO	31	16	D	SYDNEY	18	7	C
PAU	34	19	P	CONGO-KIN	30	19	N	TOKYO	34	24	C
PERPIGNAN	30	18	N	STANBUL	28	13	N	TUNIS	34	19	D
RENNES	30	18	N	JERUSALEM	28	13	N	VIENNE	29	16	D
ST-ETIENNE	32	21	N	LONDRES	25	16	C	VARSOVIE	29	20	D
STRASBOURG	30	20	N	LOS ANGELES	25	20	D	VIENNE	29	18	D
A	C	D	N	P	T						
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige			

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

# RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :   
 ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mardi 21 juillet

**TF 1**  
 20.45 **Cinéma** : Le Magnifique. ■ Film français de Philippe de Broca (1973).  
 22.25 **Magazine** : De souvenirs en souvenirs. Invité : Jean-Pierre Foucault.  
 23.25 **Documentaire** : Embarquement porte n° 1. De Jean-Pierre Hérin, Prague.  
 23.55 **Journal et Météo**.  
 0.00 **Série** : Chapeau melon et bottes de cuir.  
 0.55 **Série** : Mémoires.

**A 2**  
 20.50 **Soirée spéciale** : Tunisie. Avec le président Ben Ali.  
 20.55 **Cinéma** : Haïfaouine. Film franco-tunisien de Ferid Bouhedir (1980).  
 22.35 **Documentaire** : Tunis chante et danse.  
 0.00 **Journal des courses**, **Journal tunisien** et **Météo**.

**FR 3**  
 20.45 **Sport** : Football. Demi-finale de la Coupe de la Ligue.  
 22.40 **Journal et Météo**.  
 23.00 **Magazine** : Faut pas rêver. Mayotte : le passage ; Burundi : bananes express ; Australie : Pas folles les bêtes.  
 0.40 **Musique** : Mélomanuit. Invité : Christian Lacroix. La Toca (final avec Te Deum), de Puccini, par Ingar Wixell, baryton.

**CANAL PLUS**  
 20.35 **Cinéma** : Affaires privées. ■ Film américain de Mike Figgis (1989).  
 22.25 **Flash d'informations**.  
 22.30 **Cinéma** : Jeu de guerre. □ Film américain de Franc Roddam (1988) (v.o.).  
 0.05 **Cinéma** : L'Orchidée sauvage. □ Film italien de Zaiman King (1989).  
 1.50 **Documentaire** : America.

**M 6**  
 20.40 **Téléfilm** : Les Patriotes de la gloire. De Zoltan Dalen.  
 22.30 **Cinéma** : Les Sept de Marsa Matruh. □ Film italien de Mario Siciliano (1970). Avec Ivan Rassimov, Kirk Morris, Thomas Kerr.  
 0.10 **Documentaire** : Les Chemins de la guerre.  
 1.00 **Six minutes d'informations**.

**ARTE**  
 20.40 **Soirée thématique**. Acteurs. Soirée réalisée par Pascal Aubier.  
 20.41 **Ouverture de la soirée**. Montage de photos d'acteurs enfants et de documents d'archives.  
 20.50 **Cinéma** : Le Début. ■ Film soviétique de Gleb Pantlov (1970).  
 22.15 **Documentaire** : Au-delà du miroir.

Entretiens et extraits de films. Avec Anouk Grinberg, Anémone, Rufus, Jean-Claude Dreyfus, Maria de Medeiros...  
 23.15 **Théâtre** : Elvire-Jouvet 40. Mise en scène de Brigitte Jacques, avec Philippe Clévenot, Maria de Medeiros. En 1940, Louis Jouvet fait travailler son élève Claudia sur le rôle d'Elvire dans Dom Juan.

**FRANCE-CULTURE**  
 20.30 **Archipel sciences**. Le ciel de l'été.  
 21.30 **Le fichier juif**. 1. Les voix d'en bas (rediff.).  
 22.40 **Les Nuits magnétiques**. Impressions toscanes. 1. L'ombre des Etrusques.  
 0.05 **Du jour au lendemain**.  
 0.50 **Musique** : Coda. Madredeus (2).

**FRANCE-MUSIQUE**  
 19.08 **Soirée concert**. La soirée de Martine Kaufmann. Lacrime d'amante. Ultime Amant, de Monteverdi ; Il primo libro di capricci, de Frescobaldi ; Intermezzo vol, de Notari ; Pièces pour luth, de Canova Da Milano. A 21.30. Concert (en direct d'Alen-Provence) : Il combattimento di Trancredi et Clorinda et autres madrigaux guerriers et amoureux, de Monteverdi, par Les Arts Florissants, dir. : William Christie ; sol. : Claire Brusa, Claron McFadden, sopranos, Jean-Paul Fouchécourt, ténor, Nicolas Rivenc, baryton.  
 0.05 **Bleu nuit**.

## Mercredi 22 juillet

**TF 1**  
 13.35 **Feuilleton** : Les Feux de l'amour.  
 14.30 **Feuilleton** : Côte Ouest.  
 15.30 **Feuilleton** : Plage infernale (3<sup>e</sup> épisode).  
 16.55 **Club Dorothée vacances**.  
 17.35 **Série** : Loin de ce monde.  
 17.55 **Série** : Premiers baisers.  
 18.25 **Jeu** : Une famille en or. Animé par Patrick Roy.  
 18.50 **Feuilleton** : Santa Barbara.  
 19.20 **Jeu** : La Roue de la fortune. Animé par Christian Morin et Anne Pajot.  
 19.50 **Diversité** : Pas folles les bêtes.  
 19.55 **Tirage du Loto** (et à 20.40).  
 20.00 **Journal**, **Tapis vert** et **Météo**.  
 20.45 **Téléfilm** : Mademoiselle Ardel. De Michael Braun, avec André Jonasson.  
 23.40 **Série** : Wilka Hammer.  
 0.35 **Journal et Météo**.

**A 2**  
 13.45 **Série** : Détective gentleman. Scénario de Robert Young (1<sup>re</sup> partie).  
 14.30 **Sport** : Cyclisme. Tour de France : La Bourboule-Montupion, 17<sup>e</sup> étape (170 km).  
 17.10 **Magazine** : Vété club.  
 18.00 **Magazine** : Giga.  
 18.40 **Série** : Magnum.  
 19.30 **Sport** : Le Journal du Tour (et à 1.45).  
 19.59 **Journal**, **Journal des courses** et **Météo**.  
 20.50 **Jeu sans frontières**. Présenté par Daniela Lumbroso et Georges Beller. Italie-Casale Monferrato. Thème : La peinture.  
 22.15 **Théâtre** : Reviens dormir à l'Elysée. Pièce de Claude Olivier et Jean-Paul Roullet, mise en scène de Michel Roux, avec Yolande Foliot, Marc Cassot, Jacques Legras.  
 0.10 **Journal des courses**, **Journal et Météo**.  
 0.30 **Magazine** : Les Arts au soleil.  
 0.35 **Magazine** : Musiques au cœur de l'été. Extraits de : Don Giovanni, de Mozart ; Songe d'une nuit d'été, de Britten ; Missa solennelle, de Beethoven ; Rake's Progress, de Stravinsky.

**FR 3**  
 13.25 **Les Vacances de Monsieur Lulu**.  
 14.50 **Série** : La Grande Aventure de James Onedin.  
 15.40 **Série** : La Grande Vallée.  
 16.30 **Les Vacances de Monsieur Lulu**.  
 18.30 **Jeu** : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.  
 19.00 **Le 19-20 de l'information**.  
 20.05 **Dessin animé** : Tom and Jerry Kids.

**Canal Plus**  
 20.15 **Diversité** : La Classe.  
 20.45 **Téléfilm** : La Billard écarlate. De Bernard Quoyenne.  
 22.25 **Journal et Météo**.  
 22.45 **Mercredi en France**. Programme des télévisions régionales. Images d'Angers, images d'Angers, d'Hervé Guérin.  
 0.30 **Musique** : Mélomanuit. Invité : Christian Lacroix. Miroirs et Pavane pour une infante défunte, de Ravel, par Jean-Philippe Collard, piano.

**CANAL PLUS**  
 13.30 **Téléfilm** : Pour l'amour de Joshua. De Michael Pressman, avec Melissa Gilbert, Tim Matheson.  
 15.00 **Casques et cascadeurs n° 14**. Émission présentée par Marc Toesca.  
 15.35 **Téléfilm** : Mon meilleur ennemi. De Michael Tuchner.  
 17.05 **A la recherche de la plus belle fille du monde**.  
 17.35 **Dessin animé** : La Grande Suprachie.  
 18.00 **Carnaille peluche**.

**En clair jusqu'à 21.00**  
 18.30 **Dessin animé** : Beetle Juice.  
 18.55 **Le Top**.  
 19.30 **Flash d'informations**.  
 19.35 **Dessin animé** : Les Simpson.  
 20.00 **Les Nuits...** l'émission.  
 20.30 **Le Journal des J.O.**  
 20.35 **Le Journal du cinéma**.  
 21.00 **Cinéma** : Éléments, mon cher... Lock Holmes. ■ Film américain de Thom Eberhardt (1989).  
 22.40 **Flash d'informations**.  
 22.50 **Cinéma** : Fritz The Cat. ■ Film d'animation américain de Ralph Bakshi (1971).  
 0.10 **Cinéma** : Affaires privées. ■ Film américain de Mike Figgis (1989) (v.o.).

**M 6**  
 13.30 **Série** : Madame est servie (rediff.).  
 13.55 **Série** : Les Années FM.  
 14.25 **Magazine** : E = M 6.  
 14.50 **Magazine** : Culture pub.  
 15.15 **Magazine** : Ecole 6.  
 15.20 **Magazine** : La Tête de l'emploi.  
 15.45 **Magazine** : Fréquentar.  
 16.50 **Magazine** : Zygomachine.  
 17.15 **Musique** : Flashback.  
 17.35 **Série** : Brigade de nuit.  
 18.30 **Série** : L'Étalon noir.  
 19.00 **Série** : La Petite Maison dans la prairie.  
 19.54 **Six minutes d'informations**, **Météo**.  
 20.00 **Série** : Madame est servie.  
 20.35 **Surprise-partie**.  
 20.38 **Météo des plages**.

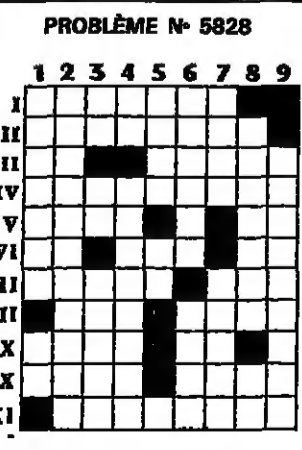
**Canal Plus**  
 20.40 **Téléfilm** : La Marque de la panthère. De Brian Tranchard Smith.  
 22.25 **Téléfilm** : On a tué sur la Lune. De Michael Lindsay Hogg, avec Brigitte Nielsen, Julian Sands.  
 0.05 **Magazine** : Vénus.  
 1.00 **Six minutes d'informations**.

**ARTE**  
 19.00 **Documentaire** : Les Kwegu. De Leslie Woodhead. Dans le sud-ouest éthiopien.  
 19.55 **Documentaire** : Intéressé de paradis. De Meinhold Fitzten.  
 20.30 **Journal**.  
 20.40 **Documentaire** : Le Fils prodigue. D'Andrei Nekrasov. Portrait musical de Prokofiev.  
 22.10 **Danse** : Roméo et Juliette. Musique de Serge Prokofiev. Chorégraphie mise en scène d'Angelina Preljocaj, décors et costumes d'Enli Billa. Avec les danseurs du Lyon Opéra Ballet, l'Orchestre de l'Opéra de Lyon. Direction musicale : Kent Nagano. Tourné en haute définition.

**FRANCE-CULTURE**  
 20.30 **Court métrage** : L'Automne de notre printemps. De Marie-Dominique Dholsing. Le monde des marionnettes de Géorgie et la découverte de leur créateur, Reza Gabriadze.

**FRANCE-MUSIQUE**  
 19.08 **Soirée concert**. La soirée de Philippe Olivier. Vladimir Nabokov dédicace la musique : œuvres de Saint-Saëns, Borodine, Schumann, Bizet, Glinka, Tchaïkovski, Rachmaninov, Stravinsky, Prokofiev, Chostakovitch, Graun, Bloch, Chérine, Dargomyjski/Moussorgski/Borodine, Fauré, Chausson. A 22.00. Concert (en direct de Montpellier) : Symphonie n° 29 en la majeur K 201, de Mozart ; Concerto pour piano et orchestre n° 2 en ré mineur op. 23, de Dowdell ; Sinfonietta pour orchestre, de Poulenc, par l'Orchestre de Porto, dir. Jan Latham-Koenig, Rian de Waal, piano.  
 0.05 **Bleu nuit**. Par Xavier Prévost. En direct de Montpellier : le Workshop de Lyon.

## MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT**  
 I. Laisse le champ libre. - II. Oblige certaines personnes à

casser du sucre. - III. Degré. Abrège une société à responsabilité limitée. - IV. Exprime donc l'incertitude. - V. Vivent sur un grand pied. Sigle. - VI. Abréviation. Sont propriétaires. Symbole. - VII. S'interpose entre deux épidermes. Planches. - VIII. Quelque chose de tendre et qui peut devenir très dur avec le temps. Persiflage. - IX. Roi. Vers latin. - X. Prénom. En Espagne, au Mexique ou au Nicaragua. - XI. Anciens jetons de présence.

**VERTICALEMENT**  
 1. Occupaient, à Babylone, une situation particulièrement élevée. Note. - 2. Mise en demeure. - 3. Infime partie de la Beauce. Symbole. Souple grimpeuse. - 4. En « Hongrie ». Considérées à part. - 5. Ne donne pas toujours le bon

exemple. Négation. - 6. Prouvait sa finesse. Abbrévié. - 7. Lanza dans le public. Se montrer secourable. - 8. Feraient un choix plus ou moins positif. Points opposés. - 9. Prises de contact.

**Solution du problème n° 5827**  
**Horizontalement**  
 I. Dividende. - II. En. Emois. - III. Scorbut. - IV. Ali. Eva. - V. Visites. - VI. Anessa. R.P. - VII. Na. Sala. - VIII. TT. Ré. Nom. - IX. Aime l'oe. - X. Goupillon. - XI. Enure. Ut.

**Verticalement**  
 1. Désavantage. - 2. Inclination. - 3. Oies. Mut. - 4. Is. Repu. - 5. Début. It. - 6. Emu. Ess. Olé I. - 7. Notes. Anel. - 8. Di. Rio. Oit. - 9. Escarpement.

le journal mensuel de documentation politique

## après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

## SPORT ET SOCIÉTÉ

Envoyer 60 F (timbre à 2,50 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dalme, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

GUY BROUTY

PASCAL ROBERT-DIARD



La polémique sur le rôle de Vichy dans les déportations

## M. Mitterrand ne fera plus fleurir la tombe de Pétain

M. Serge Klarsfeld, président de l'Association des fils et filles des déportés juifs de France, a annoncé mardi 21 juillet, que le président de la République lui avait fait savoir «verbalement» lundi, par un de ses collaborateurs, sa décision de ne plus faire déposer de gerbe le 11 novembre sur la tombe du maréchal Pétain à l'Élysée (Vendée).

L'association ajoute, dans un communiqué, qu'elle «prend acte avec soulagement de cette décision», qui «rompt ainsi avec une malheureuse tradition inaugurée par le général de Gaulle».

Cette annonce intervient quelques jours après la polémique soulevée lors de la commémoration du cinquantième anniversaire de la rafle du Vel'd'Hiv, sur la responsabilité du gouvernement de Vichy

dans la déportation et le génocide des juifs. Plusieurs personnalités et organisations juives de France, parmi lesquelles le Comité Vel'd'Hiv 42, avaient demandé que le gouvernement rappelle officiellement la responsabilité de l'État français dans ces persécutions.

M. Mitterrand, qui avait participé à la cérémonie d'anniversaire sur les lieux, le 15 juillet, avait répondu au cours de sa traditionnelle allocution télévisée du 14 juillet, que Vichy, «ce n'était pas la République», et qu'il ne fallait en conséquence pas demander de «comptes» des actes de ce régime à la République (le Monde des 16, 17 et 18 juillet).

L'Association espère que cette décision présidentielle «évitera une polémique encore plus violente autour d'un hommage rendu à

celui qui a assumé la responsabilité de cette rafle et de bien d'autres, dont la grande rafle de la zone libre le 26 août 1942.»

[C'est à l'occasion du cinquantième anniversaire de la victoire de 1918 que le général de Gaulle avait fait déposer une gerbe de chrysanthèmes sur la tombe de Pétain. Georges Pompidou avait fait de même le 28 février 1973 lors de la réhabilitation du corps du maréchal, dont le cercueil avait été volé par des pétainistes. M. Giscard d'Estaing l'avait fait une fois à l'occasion du cinquantième anniversaire de la fin de la première guerre mondiale, en 1978. M. Mitterrand, pour sa part, a d'abord fait déposer, comme l'a rapporté l'Express daté 9-15 juillet, une gerbe de roses rouges le 22 septembre 1984, jour de sa rencontre à Vendôme avec le chancelier Kohl, puis le 15 juin 1986, soixante-dixième anniversaire du début de la bataille de Verdun, et enfin, depuis 1987, tous les 11 novembre.]

Après le retour d'Irak de l'envoyé spécial du Conseil de sécurité

## Washington, Londres et Paris adressent des mises en garde à Bagdad

NEW-YORK

(Nations unies)

de notre correspondants

Le ton est à nouveau monté, lundi 20 juillet, contre l'Irak, au Conseil de sécurité des Nations unies, après le retour de Bagdad de l'envoyé spécial du Conseil, le diplomate suédois Rolf Ekens, qui a été chargé de transmettre un avertissement sérieux aux dirigeants irakiens sur les «conséquences graves et tragiques» qu'entraînerait leur attitude. «Ils persistaient dans leur défi au Conseil. Or les Irakiens demeurent toujours aussi intransigeants. Les inspecteurs de l'ONU attendent depuis quinze jours devant le ministère de l'Agriculture à Bagdad une autorisation d'accès au bâtiment, qui

abriterait des documents sur les armes chimiques et biologiques. Par ailleurs, les négociations sur la vente du pétrole destiné à l'achat de vivres pour la population civile n'ont toujours pas abouti et la décision du Comité de l'ONU sur la délimitation des frontières avec le Koweït est rejetée par Bagdad.

A son retour lundi après-midi à New-York, M. Ekens a informé les membres du Conseil que le refus du droit d'entrée au ministère de l'Agriculture était une question «de principe» pour Bagdad, qui propose qu'une équipe constituée d'inspecteurs venant de pays neutres ou non alignés soit envoyée en Irak. Une proposition qui a été aussitôt rejetée par le Conseil pour qui, a expliqué M. Ekens, il n'est pas question de

«négocier avec M. Saddam Hussein l'application des résolutions obligatoires du Conseil de sécurité».

Seuls à avoir pris la parole pendant les consultations à huis clos au sujet de l'Irak, les ambassadeurs des États-Unis, de France et de Grande-Bretagne ont, chacun à sa manière, exprimé leur «grave préoccupation» à l'égard du durcissement de la position de M. Saddam Hussein.

Aucune décision n'a toutefois été prise par le Conseil, et selon des diplomates, la décision sur une éventuelle intervention militaire contre l'Irak serait prise au niveau des présidents Bush et Mitterrand et de M. John Major. Si elle devait avoir lieu, une telle intervention viserait des «cibles militaires précises» déjà repérées par l'armée américaine. Selon certaines sources, dix-sept d'entre elles ont été repérées. Commentant les mises en garde du Conseil, l'ambassadeur d'Irak s'est borné à dire : «Ils peuvent mettre leurs ultimatum dans une tasse de thé et les boire avant de s'endormir.» A.-B. P.

■ ANGOLA : deux Français et deux Angolais enlevés. — De sources officielles angolaises, on a annoncé, lundi 20 juillet, l'enlèvement de deux Français et de deux Angolais, la semaine dernière, à la frontière entre le Congo et la province du Cabinda (Angola), par des éléments du Front de libération de l'encadrement du Cabinda (FLEC, mouvement indépendantiste). L'un des Français, M. Jean-Alice Frank, a été libéré, l'autre, M. Michel Leveque serait séquestré dans un camp du FLEC. — (AFP, AP).

Selon un général pakistanais

## La CIA a aidé, en 1985 les moudjahidins afghans à lancer des attaques en territoire soviétique

Les violents affrontements entre milices rivales se sont poursuivis, lundi 20 juillet, à Kaboul, dont les hôpitaux sont débordés par l'afflux des blessés (le Monde du 21 juillet). Des centaines de familles ont fui les quartiers occidentaux de la capitale pour échapper aux bombardements de l'artillerie des factions de moudjahidins.

De nouvelles informations sur le soutien qu'ont reçu ces derniers dans leur longue guerre contre l'armée rouge viennent d'être publiées dans *The Bear Trap* (le piège à ours), un livre écrit par l'ancien général pakistanais Mohammed Yousof, qui supervisa la guerre secrète en Afghanistan de 1983 à 1987. Selon cet ouvrage, cité par le *Washington Post*, la CIA fut chargée d'intensifier la riposte des moudjahidins face aux offensives soviétiques. Il s'agissait à la fois de tuer des officiers soviétiques sur le terrain, et de porter le conflit sur le territoire de l'URSS.

Du matériel de propagande et des exemplaires du Coran furent distribués en Ouzbékistan, et des raids de commandos lancés par les moudjahidins contre des installations militaires, des usines et des dépôts de l'autre côté de la frontière. Les Afghans reçurent des photos prises par satellite, du matériel militaire sophistiqué, tandis que le tonnage d'armes livré à la résistance par les Américains passait de 10 000 tonnes par an en 1983 à 65 000 en 1987.

Cette escalade, qualifiée d'«incroyable» par un responsable du renseignement américain, avait été autorisée par la directive de sécurité nationale 166 signée par le président Reagan. Selon le général Yousof, Washington, inquiète d'une riposte de Moscou et de possibles retombées sur les relations américano-soviétiques, «eut la chair de poule» et fit marche arrière concernant les opérations en Ouzbékistan. Mais l'aide massive américaine avait fait basculer la guerre en faveur des moudjahidins.

■ Un soldat israélien tué au Liban sud. — Un soldat israélien a été tué et trois autres blessés, mardi 21 juillet, au Liban sud, lors d'une attaque revendiquée par la Résistance islamique, formation paramilitaire du Hezbollah pro-iranien, ont indiqué des sources proches des services de sécurité libanais. L'attaque, suivie de duels d'artillerie et d'un pilonnage israélien de deux villages, a fait deux blessés dans les rangs de la Résistance islamique, selon cette dernière. — (AFP).

EUROPÉENS AVANT L'HEURE

## Rapt transalpin

TURIN

de notre envoyée spéciale

Le père Groppo, maquignon de Carmagnola, frisa l'infarctus quand disparut son fils Bernardo, vingt-cinq ans. Dans la nuit qui suivit, sa peur se précisa : les ravisseurs réclamaient pour libérer le capif les 400 000 francs dus par le vieux grigou. C'est que lui les appréciait, ces paysans de Brie! Depuis des années, le père Groppo leur achetait en contrebande des charolaises transférées nuitamment par des sentiers de sans douaniers. Pas de contrat entre partenaires de confiance : la parole suffisait.

Enlevé par deux hommes lui brisant un pistolet sur la tempe, Bernardo crut sa dernière heure venue. Épuisé par son périple à travers les montagnes, il put enfin ouvrir les yeux. Le ferme français était accueillant, les hôtes connus. Au long des neuf jours de captivité, les godeliers rivalisèrent de promesses culinaires pour Bernardo. Chaque soir on sautait le champagne en échangeant des blagues. Le vieux Groppo porta plainte à Turin. Ses fournisseurs malheureux furent interpellés et le fils libéré. Leur débiteur n'a toujours pas lâché un sou. L'affaire est pendante à Turin et à Meaux.

Séni, le juge Pier Giorgio Gesso s'était rendu sur-le-champ en France pour interroger les inculpés. Un simple coup de téléphone à sa collègue instructrice du tribunal de Meaux avait suffi à coordonner leur action. «Avant, ma requête serait passée par le ministère de Rome, le sienne par la chancellerie. Affaire enlisée.» Depuis deux ans, «pour faire face

au flux de délinquance qui gonfle», la collaboration est directe entre magistrats, qui régularisent ensuite auprès de leurs administrations. «Sauf avec Madrid, passage obligé en Espagne.»

Turin, quatrième tribunal d'Italie et transfrontalier, fut à l'avant-garde de la coopération judiciaire. En ville s'ouvrent en masse des sociétés financières dont 80 % ont un capital ridiculement bas. «Astuce pour blanchir de l'argent», résume le docteur Gesso. Il évoque les scandales du pétrole et de l'huile alimentaire de contrebande. Œuvres d'art et autos volées à Charleroi pour Barcelone et Monaco, crimes et hold-up ordinaires à Clermont-Ferrand et Lucerne. La plainte recueillie à Edimbourg d'une jeune fille violée à Turin par des thösi du Mondiale 90. Et la drogue... Des Italiens prenaient résidence au Pérou pour y acheter de la cocaïne, que des Allemands transformaient en liqueur dans leur labo de RFA, avant de la réexporter comme «eau-de-vie».

Pionnier «réaliste», Pier Giorgio Gesso avoue être «un peu sceptique, préoccupé par la hâte à supprimer d'un seul coup les contrôles en 93. La recherche de preuves sans plus difficile». Pour ce nouveau président de la chambre financière du tribunal de Turin, «la vraie Europe n'est pas celle des traités, mais celle de la géographie». Son regard se tourne vers le Lichtenstein, l'Andorre, et la Suisse au secret bancaire protégé. «Nous avons besoin d'une grande transparence...»

DANIELLE ROUARD

## SOMMAIRE

## LES FINS D'EMPIRES

2. - L'Histoire commence à Agadé..... 2

## ÉTRANGER

Italie : les conséquences de l'assassinat du juge Bonellino..... 3  
Tchécoslovaquie : la démission de M. Václav Havel..... 3  
Le conflit en Bosnie-Herzégovine : l'aéroport de Sarajevo est de nouveau fermé..... 4  
La conférence de l'ASEAN à Manille..... 4  
Variations latino-américaines (II) : la tournée de M. James Baker au Proche-Orient..... 5  
L'Algérie sans programme..... 6

## POLITIQUE

La campagne du référendum du 20 septembre : M. Chirac «ne prendra pas le risque d'isoler la France»..... 7  
Les rencontres de Pétersbourg à Montpellier : reconstruire le civisme..... 7  
Diagonales : «L'Europe pédonnière», par Bertrand Poirot-Delpech..... 7  
Quarante-deux obédiences maçonniques s'élèvent contre «tout intégrisme»..... 8

## SOCIÉTÉ

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris..... 9  
Les comptes du Tour de France..... 10  
Un point de vue de M. François Loncle : «La politique de la ville : une priorité et une volonté»..... 10  
Coupe du monde de football 98 : le feuilleton du Grand Stade continue..... 10

## SCIENCES • MÉDECINE

La VIII<sup>e</sup> conférence internationale sur le sida à Amsterdam : un entretien avec le docteur Michael Marson ; Les

## CULTURE

Avignon : Paroles d'auteurs. Neuf auteurs européens se rencontrent à la Chartreuse pour inventer une communauté de l'esprit..... 14  
Métèques : L'île-théâtre. Un saut spectacle, réalisé par Jean-Paul Wenzel, mais quatre lieux et quatre textes..... 14  
Photo : Pierre de Fenoy, pour mémoire. Le Musée de l'Élysée rend hommage à ce paysagiste qui était aussi un grand agitateur d'idées..... 15  
Arts : Un musée au village. Le Musée d'art moderne de Céret inaugure ses nouveaux bâtiments..... 16

## ÉCONOMIE

Le plan gouvernemental d'accompagnement de la PAC en faveur des agriculteurs..... 16  
L'espoir au bout du champ, par François Groisard..... 16  
L'intervention des banques centrales a enrayer la chute du dollar..... 17

## Services

Abonnements..... 18  
Annonces classées..... 18 à 23  
Carnet..... 8  
Marchés financiers..... 24-25  
Météorologie..... 27  
Mots croisés..... 27  
Radio-télévision..... 27  
Spectacles..... 28

La télématique du Monde :  
38 15 LEMONDE  
38 15 LM

Le numéro du « Monde »  
daté 21 juillet 1992  
a été tiré à 491 213 exemplaires

Demain dans « Le Monde »

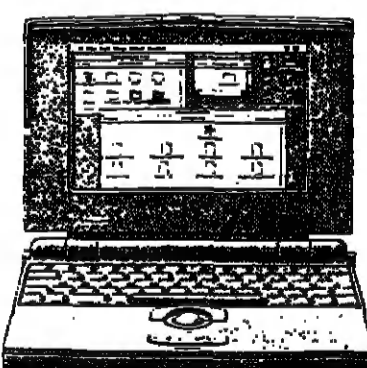
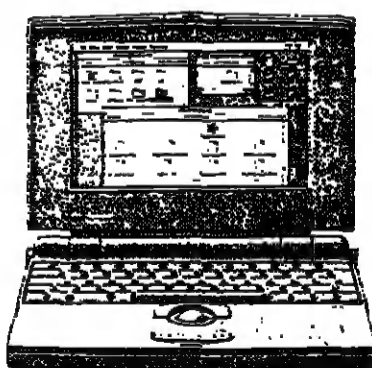
## Les trois erreurs du CSA

Cible des députés de l'opposition sans être épargné par les critiques de la majorité, le Conseil supérieur de l'audiovisuel est toujours en quête de crédibilité.

## « Arts-Spectacles » : cinéma

Un entretien avec le réalisateur russe Nikita Mikhalkov, l'auteur des *Yeux noirs* et d'*Urga*. Le tournage du *Souper*, par Édouard Molinaro : un face-à-face entre Tellyrand et Fouché. Une grande reprise : la *Femme des sables*, de Hiroshi Teshigahara. Une sortie : l'*Âge de vivre*, de Peter Medak.

15 300 F TTC

Macintosh PowerBook 100  
4/40 Mo.

9 790 F TTC

Macintosh PowerBook 100  
4/40 Mo.

Chez IC,  
la même chose ne coûte pas la même chose.

Non, ce n'est pas votre vue qui baisse : ce sont les prix qui baissent. Pas n'importe où : chez IC. Et pas sur n'importe quoi : sur le PowerBook 100 4/40 Mo, entre autre. Mais si vous penchez pour un PowerBook 140 ou 170, vous découvrirez que vous êtes encore à la bonne adresse. Avec plus de 30 000 Macintosh installés, IC est le 1er distributeur Apple d'Europe.



Entre Apple et vous il y a IC.

Seul un leader peut allier les prix les plus bas au plus haut degré de services. C'est le moment de le vérifier.

\* Prix TTC : 8 253 F. Offre valable dans la limite des stocks disponibles.



Apple Center

PARIS 14 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 15 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 16 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 17 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 18 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 19 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 20 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 21 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 22 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 23 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 24 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 25 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 26 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 27 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 28 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 29 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 30 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 31 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 32 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 33 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 34 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 35 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 36 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 37 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 38 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 39 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 40 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 41 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 42 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 43 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 44 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 45 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 46 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 47 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 48 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 49 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 50 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 51 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 52 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 53 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 54 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 55 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 56 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 57 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 58 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 59 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 60 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 61 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 62 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 63 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 64 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 65 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 66 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 67 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 68 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 69 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 70 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 71 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 72 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 73 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 74 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 75 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 76 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 77 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 78 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 79 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 80 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 81 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 82 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 83 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 84 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 85 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 86 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 87 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 88 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 89 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 90 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 91 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 92 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 93 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 94 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 95 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 96 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 97 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 98 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 99 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40 • PARIS 100 : 10 RUE DE LA VILLETTA 111 42 72 20 40